

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE
DES
AUBERGISTES & HOTELIERS
EN
DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE PUBLIQUEMENT
DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT
Le Vendredi 1^{er} Juillet 1904, à 4 heures du soir

PAR
Georges POUGHEOL

Avocat à Pont-l'Évêque

CAEN
L. JOUAN, ÉDITEUR
Libraire
des Bibliothèques Publique et Universitaire
98, rue Saint-Pierre

PONT-L'ÉVÊQUE
C. DELAHAIS
Imprimeur
Rue Valencourt



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L.A

RESPONSABILITÉ CIVILE

DES

AUBERGISTES ET HOTELIERS

En Droit français

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE
DES
AUBERGISTES & HOTELIERS
EN
DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Vendredi 1^{er} Juillet 1904, à 4 heures du soir

PAR

Georges PUGHEOL

Avocat à Pont-l'Évêque



CAEN

L. JOUAN, EDITEUR

*Libraire
des Bibliothèques Publique et Universitaire
98, rue Saint-Pierre*

PONT-L'ÉVÊQUE

C. DELAHAIS

*Imprimeur
Rue Valencourt*

1904

JURY D'EXAMEN

MM. GUILLOUARD, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

LEBRET, *professeur*, }
ASTOUL, *agrégé*, } ASSESSEURS.

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1903-1904

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☞), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☞), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☞), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☞, A. ☞), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ☞, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☞), professeur de *Droit civil* (ancien ministre de la Justice).

CABOUAT (I. ☞), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile*, chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (I. ) , professeur de *Droit romain*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif*, et chargé du cours de *Droit constitutionnel*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*.

GENESTAL, chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*, de l'*Histoire du Droit public français* et d'un cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé d'un cours d'*Economie politique* et d'un cours d'*Histoire des Doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.



BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — *Précis de Droit romain.*
- AUBRY ET RAU. — *Cours de Droit civil français.*
- BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL. — *Traité de la Société, du Prêt et du Dépôt.*
- DE BELLEFEUILLE. — *Code civil du Bas-Canada* (traduction).
- BOUTEILLER. — *Somme rural, ou le Grand Coutumier de pratique civil et canon reveu, corrige par Garondas le Caron.*
- BUGNET SUR POTHIER. — *Du Contrat de Dépôt.*
- CARRÉ. — *Compétence judiciaire des Juges de Paix.*
- CURASSON, POUX-LAGIER ET PIALAT. — *Traité de la Compétence des Juges de Paix.*
- DALLOZ. — *Répertoire de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence et Supplément au Répertoire méthodique et alphabétique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence.*
- DARESTE ET RIVIÈRE. — *Code civil du Monténégro de 1888* (traduction).
- DARESTE ET MARTINET. — *Code pénal des contraventions de Hongrie de 1879* (traduction).
- DEFFAUX. — *Commentaire de la loi du 25 mai 1838.*
- DENISART. — *Collection de Jurisprudence.*
- DOMAT. — *Lois civiles.*
- DUVERGIER. — *Droit civil français.*
- FOUCHER. — *Commentaire des lois des 25 mai et 11 avril 1838, relatives aux Justices de paix.*

- FUZIER-HERMANN. — *Répertoire du Droit français.*
GUILLOUARD. — *Traité du Prêt, du Dépôt et du Séquestre.*
HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil.*
LAURENT. — *Principes du Droit civil.*
LEHR. — *Eléments de Droit civil espagnol. — Eléments de
Droit civil anglais. — Eléments de Droit civil russe.*
LE PRESTRE. — *Questions notables de Droit.*
MAINZ. — *Cours de Droit romain précédé d'une introduction
contenant l'histoire de la législation romaine.*
MERLIN. — *Recueil alphabétique des Questions de Droit et
Répertoire de Jurisprudence.*
ORTOLAN. — *Revue de Législation romaine.*
PONT. — *Des Petits Contrats.*
DE LA RONCIÈRE. — *Saint-Yves (1253-1303)*
SOLDAN. — *Code fédéral des Obligations suisses.*
SOURDAT. — *Traité de la Responsabilité.*
TROPLONG. — *Le Droit civil expliqué.*
VAUDORÉ. — *Le Droit civil des Juges de paix.*
ZACHARIE, MASSÉ ET VERGER. — *Le Droit civil français.*
-

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE
DES
HOTELIERS & AUBERGISTES
En Droit français

PREMIÈRE PARTIE
INTRODUCTION HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DROIT ROMAIN

La question des rapports juridiques existant entre les hôteliers et les voyageurs, n'est pas neuve, elle est pour ainsi dire aussi vieille que le monde ; la chose est d'ailleurs facile à comprendre.

Toutefois, durant les premiers temps de l'histoire romaine, les voyages devaient être fort rares ; les habitants de l'Italie étaient presque tous des agriculteurs et des pasteurs, occupés exclusivement à la culture des terres et à l'élevage des troupeaux. Et quant aux quelques personnes que leur profession ou leurs besoins appelaient au dehors, elles n'étaient pas sans avoir, dans les différents endroits où elles étaient susceptibles de se rendre, des hôtes chez qui elles descendaient, à la charge de les recevoir à leur tour, lorsque ces hôtes venaient dans leur pays.

C'est du moins ce que nous dit Charondas (1) dans ses Observations du Droit français :

« Les anciens, non seulement les Grecs et les Romains, ains aussi les Gaulois et les françois et autres peuples, avaient en grande recommandation le droiet d'hospitalité qui se cotractait par estroite amitié ; en telle manière que ceux qui venaient d'un pays en celui de leur hoste étaient reçus en sa maison, logez, nourris et caressés de pleine et franche amitié ; et cette hospitale accointance allait iusques aux enfants, estant maintenue et conservée par une marque et enseigne, que chacun des hôtes gardait, et représentait ou son enfant quand il allait voir son hoste. Dont nous avons plusieurs témoignages en Homère et autres autheurs grecs, en Plaute, Cicéron, et autres latins. »

Mais si bien organisée que fut l'hospitalité dans l'antiquité, il est certain qu'on dut connaître les auberges de bonne heure. D'abord, quand un étranger arrivait dans une ville où il ne connaissait personne, il était indispensable qu'il sût où trouver le gîte et le couvert ; ensuite le développement des relations commerciales fit de bonne heure sentir la nécessité d'avoir des auberges dans tous les centres de population un peu importants.

Nombreux sont les anciens auteurs qui, dans

(1) Charondas, *Mémorables ou Observations du Droit français*, p. 529. Hoste, MDCXIII.

leurs œuvres, ont fait allusion aux auberges et hôtelleries de leur temps : je n'en citerai ici qu'un seul pour mémoire, Aristophane. Le grand comédien grec, dans une de ses pièces intitulée : « Les Grenouilles », nous montre Bacchus demandant à Hercule les meilleures auberges qu'il trouvera sur sa route, et détail typique et assez amusant à noter, il le prie de lui indiquer celle où il y aura le moins de punaises. De fait, il est bien certain que si le poète songe ainsi à placer des auberges dans les enfers, c'est uniquement que les auberges étaient bien connues de ses lecteurs et c'est aussi sans doute que par certains côtés elles fournissaient une ample matière à la critique.

La loi romaine s'est occupée des aubergistes au Livre iv Titre ix du Digeste :

Nautæ caupones stabularii quod cujusque saluum fore receperint nisi restituent, in eos judicium dabo.

En droit romain, la nature du contrat intervenu entre le voyageur et l'hôtelier s'analyse à la fois en un louage et en un dépôt.

En premier lieu, il y a louage, louage d'une chose, *locatio rei* : Le voyageur loue à l'hôtelier un appartement pour y séjourner. La seule différence avec le louage ordinaire est relative à la durée du bail (et encore au point de vue juridique, cette différence est-elle de bien minime importance) : une location ordinaire est généralement faite pour une période de temps relativement

longue ; au contraire, la règle est d'ordinaire, en notre matière, que la durée de la location sera presque toujours nécessairement très brève : en effet, la location est faite pour la durée du séjour que le voyageur fera dans la ville où l'hôtelier exerce sa profession.

A côté de cette *locatio rei*, il y a un louage de services, une *locatio operarum* ; l'aubergiste contracte envers le voyageur l'obligation de fournir à ce dernier tous les soins et tous les services que nécessite sa présence à l'hôtel.

En second lieu, il y a dépôt, dépôt fait par le voyageur à l'aubergiste de tous les objets qu'il peut avoir avec lui. Celui qui voyage n'est pas sans emporter une quantité plus ou moins grande d'objets mobiliers avec lui. S'il veut les mettre à l'abri de tout danger soit de perte, soit de vol, il faut de toute nécessité qu'il les confie à quelqu'un. L'aubergiste chez lequel le voyageur a choisi un abri pour lui-même est tout désigné pour recevoir la garde de ses bagages et de ses effets mobiliers. De ce fait même naît pour l'aubergiste une obligation spéciale : l'obligation de rendre au voyageur, et ce à première réquisition, les objets à lui confiés par ce dernier.

Il semble qu'à défaut d'actions spéciales destinées à sanctionner cette obligation de rendre les principes généraux du droit aient suffi à assurer au voyageur une sécurité tout au moins relative, — et le

voyageur, victime de l'infidélité de l'aubergiste devrait, ce semble, pouvoir triompher de la malhonnêteté de ce dernier en exerçant contre lui ou bien l'action née du contrat de dépôt ou bien l'action née du contrat de louage, puisque, comme nous l'avons vu, la convention dont nous nous occupons s'analyse à la fois en un louage (*locatio rei et locatio operarum*) et en un dépôt?

Sans doute, à partir d'une certaine époque, le contrat de dépôt et le contrat de louage furent reconnus et sanctionnés par le législateur romain. Mais jusqu'aux derniers temps de la République, ces deux contrats subirent le sort de toutes les conventions que l'on n'avait pas pris soin de conformer aux exigences d'un formalisme rigoureux : la loi ne leur reconnut aucune force juridique.

Et même lorsque le législateur les eut dotés d'une action, ce furent pour le voyageur, nous le verrons bientôt, des armes encore insuffisantes! Les nécessités de la pratique exigèrent l'intervention spéciale du prêteur qui mit à la disposition du voyageur un double moyen de protection.

La responsabilité des aubergistes à Rome a donc une histoire; c'est cette histoire que nous nous proposons de retracer à grands traits.

Pendant toute la période antérieure aux derniers siècles de la République (1), nous sommes à l'époque

(1) La fin de la république romaine date de l'année 727.

du règne exclusif du formalisme, et par conséquent le voyageur qui n'a pas transformé en contrat verbal la convention de dépôt intervenue entre lui et l'aubergiste auquel il a confié la garde de ses effets ne peut se prévaloir de cette convention pour réclamer ce qui lui appartient.

A la vérité, cela n'empêche pas le voyageur d'avoir une certaine protection. Resté propriétaire, il garde tous les droits attachés à la propriété; dès lors, s'il ne peut reprendre sa chose comme créancier au moyen d'une action personnelle, du moins peut-il la reprendre comme propriétaire au moyen de l'action en revendication. — En outre, il peut avoir à sa disposition plusieurs actions délictuelles, savoir :

1° L'action *furti*, si l'*accipiens* a voulu s'approprier la chose;

2° Depuis la loi Aquilia, l'action *damni injuria dati*, s'il a détérioré la chose;

3° Il a même en matière de dépôt une action pénale spéciale; c'est, nous dit un texte, une action au double établie par les Douze Tables contre le dépositaire infidèle (1).

Mais ce sont là des moyens bien peu efficaces lorsqu'ils s'appliquent — et qui d'ailleurs ne s'appliquent pas dans bien des circonstances où

(1) Paul. Coll. 40-7-41 : *Ex causa depositi ex lege duodecim tabularum in duplum actio datur.*

le voyageur trop confiant se trouve sans aucun moyen de défense devant la malhonnêteté de l'aubergiste.

Ce sont d'abord des moyens insuffisants quand ils s'appliquent. La revendication, en effet, est une action qui est donnée contre le tiers détenteur.

Pour qu'elle atteigne son but et produise par là même tout son effet, il faut que celui contre lequel elle est intentée ait la chose entre les mains ; or, l'on voit la fraude à laquelle dut avoir recours plus d'un aubergiste peu scrupuleux. Attaqué par la revendication, il transmettait les objets à un tiers complice. Sans doute, cet abus de confiance constituait bien à Rome un vol, donnant par conséquent naissance à l'action *furti* ; mais l'action *furti*, comme toutes les actions nées de la loi Aquilia est intransmissible passivement.

Et puis et surtout, il est de nombreuses circonstances où le voyageur se trouve désarmé d'une façon complète : les actions délictuelles ne permettent de demander compte que des faits positifs et jamais des abstentions coupables !

A partir des derniers siècles de la République, la situation change complètement.

Le préteur et après lui le Droit civil sanctionnent les contrats de dépôt et de louage à l'aide d'actions qui furent d'abord des actions *in factum*, qui par la suite devinrent des actions civiles.

Désormais, l'aubergiste est tenu de rendre, non

parce qu'il détient, mais parce qu'il a reçu, et il doit rendre la chose s'il ne prouve pas qu'elle a péri ou disparu sans sa faute. Cette obligation de rendre grève le patrimoine de l'aubergiste ; elle est transmissible à ses héritiers.

Le progrès ainsi réalisé était énorme ; on ne le considéra pas cependant comme suffisant. Nous sommes en effet arrivés à une époque où l'accès de Rome n'est plus jalousement interdit à quiconque n'est pas citoyen romain. Des relations commerciales se sont établies avec l'extérieur. Les étrangers viennent en foule à Rome qui est devenue le centre des affaires ; ils y trouvent asile dans les hôtels. Mais ils ont ordinairement avec eux d'importantes valeurs mobilières, car ce sont pour la plupart des commerçants. Ces valeurs mobilières faciles à détourner, durent être l'objet de la convoitise, sinon des aubergistes contre le fait desquels l'action de dépôt était une sérieuse garantie, du moins de leurs domestiques et des voyageurs, presque assurés de l'impunité. L'hôtelier, en effet, tenu simplement de son vol ou de sa faute, n'avait pas à répondre de ses domestiques ou de ses hôtes. Dans ces conditions, le voyageur lésé se trouvait réduit à l'action délictuelle contre l'auteur du délit, mais cette action était d'autant plus illusoire que d'ordinaire il était matériellement impossible au voyageur de désigner le coupable en raison du nombre considérable de personnes

qui chaque jour vont et viennent dans un hôtel tant soit peu fréquenté.

Ce furent sans doute ces circonstances qui déterminèrent l'intervention du prêteur. On lui doit deux réformes dont l'une plus hardie que l'autre semble pour cette raison devoir être considérée comme étant apparue la seconde.

La première de ces réformes résulte d'un texte des Institutes (*Justiniani*, Instit. Lib. iv. Tit. v : *De obligationibus quæ quasi ex delicto nascuntur*).

L'action du texte des Institutes est, ainsi qu'on en peut juger, une action quasi délictuelle : elle suppose pour son application le délit d'un des domestiques ou des préposés du maître de l'hôtel.

Elle est basée sur ce fait que si l'hôtelier n'est pas lui-même l'auteur du délit de vol ou de détérioration et comme tel ne peut être personnellement poursuivi, du moins il a commis une faute en prenant à son service des gens malhonnêtes dont il est juste qu'il ait à répondre : c'est d'ailleurs ce qui résulte du passage suivant du texte précité : *Cum enim neque ex contractu sit adversus eum constituta hæc actio et aliquatenus culpa reus est, quod opera malorum hominum uteretur ideo quasi ex maleficio teneri videtur*.

Mais quelles sont exactement les personnes du fait desquelles le maître de l'hôtel doit ainsi répondre ? Ce sont toutes les personnes préposées au service de l'hôtel ainsi que toutes celles qui

habitent l'hôtel d'une façon permanente par opposition aux simples voyageurs qui ne font que passer et du fait desquels le maître de l'hôtel ne saurait avoir à répondre : « *Si modo ipsius nullum est maleficium sed alicujus eorum quorum opera navem aut cauponam aut stabulum exerceret* » (1).

On sait qu'à Rome, le quasi délit engendre des obligations pénales et de cette idée dépendent les conséquences suivantes au point de vue des effets de notre obligation du texte des Institutes :

1° Ayant un caractère pénal, notre action rappelle dans une certaine mesure le rachat de la vengeance; aussi ne devons-nous pas nous étonner qu'elle soit donnée *in duplum*.

2° Si l'auteur du délit est le fils ou l'esclave du maître de l'hôtel, ce dernier peut se libérer en faisant abandon noxal du coupable.

3° Enfin le caractère pénal de l'obligation limite la durée de son existence à la vie du maître de l'hôtel, elle ne passe pas à ses héritiers : « *in his autem casibus in factum actio competit quæ heredi quidem datur, adversus heredem autem non competit* » (1).

Telle est la première réforme du prêteur; ce n'est là, semble-t-il, qu'une mesure transitoire, une sorte d'expédient improvisé par le législateur qui, enhardi par sa première tentative, alla bientôt

(1) *Justiniani, inst. Lib. iv. Tit. v. De obligationibus quæ quasi ex delicto nascuntur.*

plus loin en donnant enfin aux voyageurs une législation privilégiée, qu'au surplus les nécessités de la pratique réclamaient déjà depuis fort long temps.

L'action pénale du texte des Institutes constituait déjà un progrès très appréciable pour le voyageur sur les actions contractuelles du dépôt et du louage, puisqu'elle étendait au fait de ses domestiques la responsabilité de l'aubergiste. Mais le succès de cette action dépendait d'une preuve encore souvent difficile à administrer pour le voyageur ; en effet, il lui fallait au moins établir la culpabilité de l'un des préposés de l'hôtelier ou des habitants de l'hôtel autres que les *viatores* ; de plus, c'était une action pénale avec toutes ses conséquences, bonnes et mauvaises.

Tous ces inconvénients disparurent par la création de l'action *in factum* rapportée au *Digeste*, Liv. IV. Tit. IX. « *Nautæ caupones stabularii, ut recepta restituent* ».

Aux termes de l'édit, les maîtres d'auberges, d'écuries et de navires qui se chargent de par leur profession de la garde des effets et équipages qu'ils reçoivent dans leur auberge ou dans leur bateau sont responsables dans tous les cas de la perte ou de la détérioration de ces effets à moins qu'ils ne prouvent que la perte ou la détérioration ne soit due à un cas de force majeure.

Quelle est exactement la portée d'application

de cette action *in factum*? En d'autres termes : — à quelle personne et contre qui cette action est-elle donnée? — à quelles conditions — dans quels cas?

L'action *in factum* appartient à tout voyageur contre les *caupones* et les *stabularii*. Ces expressions doivent être entendues restrictivement et l'on doit notamment condamner l'extension de notre action à toutes les personnes qui, sans être tenanciers d'hôtels, de navires ou d'écuries, acceptent même moyennant salaire le dépôt d'effets mobiliers de la part des voyageurs. C'est ce que nous dit Ulpien en des termes qui ne laissent aucun doute à cet égard : « *Caupones et stabularios neque eos accipiamus qui cauponam, vel stabularium exercent, institoresne eorum. Cæterum, si qui opera fungitur, non continetur ut puta atrirasii, et focassii, et similes* » (1). Mais en revanche tous les hôteliers, propriétaires d'écuries et maîtres de navires sont compris dans les termes de l'édit et il importe peu qu'ils reçoivent les voyageurs gratuitement ou moyennant salaire. Paul nous dit en effet à cet égard : « *Licet gratis navigaveris, vel in caupona gratis diverteris, non tamen in factum actiones tibi denegabuntur, si damnum injuria passus es* » (2).

Mais pour que notre action s'applique, il faut,

(1) Ulpien. Lib. xiv. *ad Edictum*.

(2) Paul. Lib. xxii. *ad Edictum*.

avons-nous vu, l'accomplissement de certaines conditions.

Et tout d'abord, faut-il qu'entre le voyageur et l'hôtelier dépositaire soit intervenue une convention ?

La question est discutée entre les interprètes. Certains l'exigent. D'autres, au contraire, prétendent que l'obligation née du *receptum* existe indépendamment de toute convention.

Cette seconde théorie semble en contradiction avec ce fait que le *receptum* se trouve classé au nombre des pactes prétoriens. A notre sens, elle repose sur une confusion faite entre deux actions pourtant bien distinctes : 1° l'action quasi délictuelle du texte des Institutes, 2° l'action née du pacte de constitut, rapportée au Tit. ix du Liv. xii du *Digeste*, celle dont nous nous occupons précisément en ce moment. Or, ces deux actions ne sauraient être confondues en aucune façon :

« L'action du texte des Institutes est bien distincte de celle qu'on a également d'après le droit prétorien contre les capitaines de navires ou aubergistes pour la restitution des choses qui leur ont été confiées. Cette dernière obligation n'est relative qu'aux obligations provenant du contrat de louage ou du quasi contrat formé avec le capitaine ou avec l'aubergiste; elle est indépendante de tout délit tandis que l'action dont il s'agit ici a pour but de punir les capitaines ou

aubergistes de délits qu'ils auraient dû empêcher » (1).

Sans doute, l'action quasi délictuelle du texte des Institutes oblige l'hôtelier indépendamment de toute convention quasi *ex maleficio*, mais il en est tout autrement de notre action, qui, elle, a une origine essentiellement contractuelle.

Mais si notre action a une origine contractuelle, ce n'est pas à dire que sa naissance soit subordonnée à une stipulation explicite du voyageur lors de son arrivée dans l'hôtel. L'engagement tacite de l'hôtelier sera présumé soit de ce fait qu'il aurait exposé aux yeux du public une enseigne rédigée en termes analogues à ceux-ci « *Sarcinæ salvæ erunt* », soit peut-être même simplement de ce fait qu'il s'est abstenu à l'arrivée du voyageur de toute stipulation contraire. Au reste, la possibilité reconnue formellement par un texte du *Digeste* à l'hôtelier de se libérer par une stipulation expresse de sa responsabilité étendue semble bien confirmer cette théorie.

Autre question. — Pour que la responsabilité de l'hôtelier soit engagée, faut-il que le voyageur lui

(1) Ortolan. Tome II. page 403. Cette distinction est encore très nettement consacrée par divers interprètes, et notamment par Etienne, tome II. Caurroi II, 325.

Mainz au contraire ne dégage pas suffisamment les diverses actions qui sont à la portée du voyageur et c'est ainsi qu'il semble avoir confondu l'action quasi délictuelle du texte des Institutes avec l'action *in factum* née du *receptum*.

ait fait la déclaration des objets qu'il apporte avec lui ?

Aucune déclaration ne paraît nécessaire à cet égard. Ulpien au *Digeste* déclare en effet que selon lui il suffit que les choses aient été apportées soit dans le navire soit dans l'hôtel, sans qu'il soit d'ailleurs nécessaire de les confier à la garde du capitaine du navire ou du maître de l'hôtel. *Recipit autem salvum fore utrum si in navem res missæ adsignatæ sunt, an et si non sunt adsignatæ, hoc tamen ipso quod in navem missæ sint, receptæ videntur* » (1).

Telles sont les conditions moyennant lesquelles le voyageur pourra victorieusement agir par le moyen de l'action *in factum* née du *receptum*.

Bien que notre action *in factum* soit accordée très largement par le prêteur, il est cependant quelques cas exceptionnels où elle ne sera point recevable : voyons donc dans quels cas il y aura lieu à responsabilité de la part de l'aubergiste.

Les termes de l'édit sont généraux : voici, au dire d'Ulpien, comment s'exprime le prêteur : « *Nautæ, caupones, stabularii, quod cujusque salvum fore receperint, nisi restituent, in eos judicium dabo* » (2).

Ce texte doit être interprété en ce sens que les maîtres d'auberges, d'écuries et de navires sont responsables de la perte ou de la détérioration des

(1) Ulpien. *Digest.* Lib. IV. Tit. IX. § VIII.

(2) Au *Digest.* Lib. IV. Tit. IX.

objets qui leur ont été confiés même en l'absence de toute faute de leur part, à moins qu'ils ne prouvent un cas de force majeure ou bien encore l'existence d'une convention contraire intervenue entre eux et les voyageurs.

I. — En premier lieu, les hôteliers, les maîtres d'écuries, les capitaines de navires, sont responsables même en l'absence de toute faute de leur part, par conséquent, soit que la perte ou la détérioration soient imputables à l'un quelconque de leurs subordonnés, soit même que cette perte ou cette détérioration soient uniquement imputables à un étranger de simple passage.

A la vérité, cette interprétation très large n'était pas admise par tous les interprètes romains. *Pomponius*, par exemple, déclare formellement : « *In factum etiam caupo tenitur pro his qui in habitandi causa in caupona sunt : hoc autem non pertinet ad eum qui hospitio repentino recipitur veluti viator* » (1).

Mais *Ulpien* au *Digeste* déclare l'hôtelier responsable non seulement de son fait, mais aussi du fait de ses serviteurs et de ses préposés ainsi d'ailleurs que du fait des autres hôtes logés en sa maison, d'une façon générale du fait de tous ceux qui ont commis le larcin en sa maison. Voici ce qu'il dit en effet à cet égard : « *Et puto*

(1) *Paulus. Liber xxii. ad Edictum. Digest, Lib. iv. Tit. ix.*

omnium, non recipere custodiam, quæ in navem illata sunt : et factum nautarum non solum præstare debere sed et viatorum » (1).

Le même jurisconsulte ajoute que l'hôtelier n'a pas lieu de se plaindre de la rigueur de cet édit fondé en somme sur l'utilité publique, puisqu'il lui est loisible de ne recevoir chez lui que qui bon lui semble et qu'il a le droit d'écarter tous les individus qui lui paraîtraient suspects :

« Maxima utilitas est hujus edicti quia necesse est plerumque eorum fidem sequi et res custodiæ eorum committere. Ne quisquam putet graviter hoc adversus eos constitutum; nam est in ipsorum arbitrio ne quem recipiant et nisi hoc esse statutum, materia daretur cum furibus adversus eos, quos recipiunt coeundi : cum ne nunc quidem abstineant hujusmodi fraudibus » (2).

A la vérité, Ulpien semble se contredire dans un autre passage où il refuse à l'aubergiste la faculté de fermer la porte de sa maison à qui bon lui semble : voici, au reste, le passage auquel nous faisons allusion :

« Caupo præstat factum eorum qui in ea caupona ejus caupona exercendæ causa ibi sunt ; item eorum qui habitandi causa ibi sunt : viatorum autem factum non præstat. Namque viatorem sibi eligere caupo vel stabularius non videtur nec repellere potest iter agentes ;

(1) Ulpien. *Digest.* Lib. IV. Tit. IX. § VIII.

(2) Ulpien. *Digest.* Lib. IV, Tit. IX. § I.

inhabitatores vero perpetuos ipse quodam modo elegit, qui non rejicit, quorum factum oportet eum prestare » (1).

Est-il possible de concilier ces deux passages ? Oui, la chose est assez facile. Le second passage vise l'action quasi délictuelle dont nous avons parlé précédemment et non pas l'action du pacte de constitut. Cela résulte d'abord du titre même dans lequel est compris le passage « *Furti adversus nautas, caupones, stabularios* », et ensuite nous voyons au § II de ce titre que l'action est *in duplum* ; il n'y a donc pas de doute possible ; c'est bien de l'action quasi délictuelle qu'il s'agit, non de l'action née du pacte de constitut. Il n'en reste cependant pas moins vrai qu'Ulpien se contredit sur la question spéciale de savoir si l'hôtelier est libre ou non d'admettre chez lui qui bon lui semble.

II. — Une première exception au principe général de la responsabilité de l'aubergiste résulte de la force majeure ; pour se soustraire à la lourde responsabilité qui pèse sur lui, il suffira à l'aubergiste de prouver un cas de force majeure « *nisi si quid damno fatali contingit* », dit Ulpien, et par force majeure, il faut entendre ici la force à laquelle un père de famille même très diligent n'aurait pu résister, par exemple le vol avec effraction, le feu *sine culpa*,

III. — Une deuxième exception au principe de

(1) Ulpien. *Digest.* Lib. XLVII. Tit. VI.

la responsabilité étendue résulte des circonstances suivantes :

« *Si nautæ caupones stabulariî prædixerint ut unusquisque vectorum res suas servaret, neque se damnum præstaturum* ».

Mais pour qu'il en soit ainsi et pour que l'aubergiste soit déchargé de toute responsabilité, il faut qu'aux termes même de la loi « *vectores prædictioni consenserint* ». Et il est bon de remarquer que le mot *prædixerint* a ici un sens très précis dont il importe de se bien pénétrer : il indique la nécessité d'un avertissement préalable de la part de l'aubergiste, et par exemple il ne serait plus temps de faire aux voyageurs cette déclaration après avoir reçu leurs effets.

Il ne nous reste plus maintenant à voir que les effets du *receptum nautarum, cauponum, stabulariorum*.

C'est un pacte prétorien garanti par conséquent par une action honoraire *in factum*. En cette matière, le Droit civil, *jus civilis*, n'est jamais venu confirmer l'œuvre du préteur.

Cette action, à la différence de l'action quasi délictuelle n'a rien de pénal ; elle aggrave seulement la responsabilité imposée précédemment aux maîtres d'auberges soit par l'action *locati*, soit par l'action *depositi* ; désormais, la force majeure seule exonère les hôteliers de toute responsabilité.

Du caractère contractuel de l'obligation née du *receptum* résultent les conséquences suivantes :

1° L'action tend à la réparation du préjudice causé.

2° Lorsque la détérioration ou la perte de la chose appartenant au voyageur sont imputables à la faute d'un esclave ou bien encore d'un fils préposé par le maître à la gérance de l'hôtel, les textes déclarent que le maître sera tenu *in solidum* et que par conséquent il pourra dans ce cas être atteint par l'action *adjecticiæ qualitatis* :

« *Cum voluntati patris vel domini, servus vel filius exercent navem, vel cauponam, vel stabulam, puto etiam hunc actionem, in solidum eas pati debesse, quasi omnia que ibi contingunt, in solidum receperint* » (1).

3° Autre conséquence fort intéressante à noter : le père de famille attaqué par cette action ne pourra plus se libérer par l'abandon noxal : « *item si servus exercitoribus subripuit, vel damnum dedit, noxalis actio cessabit* ». C'est qu'en effet l'abandon noxal ne garantit que les dettes délictuelles.

4° Enfin l'action née du *receptum* est perpétuelle ; elle est transmissible passivement aux héritiers : « *Hæc autem actio rei persecutionem continet et ideo et in heredem, et in perpetuo dabitur* ».

Nous voici ainsi arrivés au terme de l'évolution. Le progrès constant de la législation eut pour

(1) *Ulpianus. Lib. ix. ad Edictum. § vi.*

conséquence de donner au voyageur lésé le choix entre plusieurs actions ; les unes rudimentaires, les autres plus spéciales et plus appropriées qui furent l'action quasi délictuelle des Institutes et l'action *in factum* du *receptum*.

Nous avons, au cours de ce bref développement historique, pris soin de montrer les avantages de la seconde sur la première ; il n'en reste pas moins vrai que la liberté de choix entre elles constituait pour le voyageur un avantage fort précieux, car l'action quasi délictuelle est une action au double qui, pour cette raison, sera mise en jeu, toutes les fois que son exercice sera possible ; nous savons dans quelles circonstances.

Disons, en terminant, que ces deux actions ne paraissent pas avoir pu se cumuler.

CHAPITRE II

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Charondas, dans ses « Observations sur le Droit français » (1), constate, non sans une certaine amertume que l'ancien droit d'hospitalité, tant en honneur chez les peuples anciens, a presque totalement disparu de son temps.

« Nous avons leu, dit-il, aux histoires et romans de France, et entendu de nos ancêtres qu'encore que l'ancien droit d'hospitalité ne fut plus en usage, si est ce qu'aux maisons des grands seigneurs y avait des chambres des hostes ; ce qui avait aussi été longuement observé en quelques abbayes et autres maisons ecclésiastiques, dot à présent nous n'en remarquons à grand peine l'ombre, tant la charité est refroidie ».

Ces réflexions sont, sans nul doute, empreintes d'une certaine exagération. Assurément après la chute de l'Empire romain, les routes étaient peu sûres ; de plus, la profession d'aubergiste était à cette époque souvent exercée par des gens peu recommandables, qui ne se faisaient pas faute de

(1) *Mémorables ou Observations du Droit français*, p. 529. Hoste, MDCXIII.

dépouiller les personnes que leurs occupations mettaient dans la nécessité de descendre dans les hôtelleries.

Cependant au moyen-âge, comme autrefois au temps de la Rome antique, comme aujourd'hui encore chez les peuples de l'Orient, offrir l'hospitalité était considéré par nos ancêtres comme un véritable devoir. Ce devoir de charité était rempli, ainsi que le constate Charondas, dans les maisons des grands seigneurs, mais surtout par les moines ; dans les nombreuses abbayes qui existaient sur le sol de notre ancienne France, il y avait toujours un logis des hôtes, où le voyageur était assuré de trouver le gîte et le couvert.

D'ailleurs, il existait au moyen-âge comme de nos jours des auberges ; je dois même dire qu'elles étaient fort nombreuses. C'est qu'en ce temps, le goût des voyages était très répandu ; la noblesse, le clergé aimaient beaucoup à voyager et se déplaçaient très facilement ; il y avait en outre toute une catégorie de personnes (marchands, artistes, etc.), que leur profession même obligeait à descendre sans cesse dans les hôtelleries d'alors.

Bien qu'il y eut, surtout dans les endroits fréquentés, des hôteliers dont la renommée était bien connue et où descendaient les voyageurs les plus illustres d'alors, il y avait aussi des auberges mal famées, peuplées de gens plus ou moins suspects ; comme on peut le penser, cela donnait

lieu de la part de bien des voyageurs à des récriminations nombreuses et suscitait par là même une foule de difficultés entre les aubergistes et leurs clients.

Mais si les aubergistes pouvaient par certains côtés donner place à la critique, il est juste de dire qu'eux aussi étaient parfois à la merci de gens peu scrupuleux et souvent même d'escrocs : la vie des saints nous fournit à cet égard un remarquable exemple.

Un jour que Saint Yves était de passage à Tours, il trouva l'hôtesse chez qui il avait l'habitude de descendre dans une grande désolation. Deux individus qui s'étaient fait passer pour marchands, lui avaient donné en dépôt une petite valise et ils avaient convenu avec elle que la valise ne serait rendue qu'en leur présence. Sur ce, l'hôtesse donna une reconnaissance du dépôt, puis, à quelque temps de là, l'un des deux prétendus marchands vint réclamer la valise ; l'hôtesse la lui donna sans réfléchir. Quelques heures après, l'autre soi-disant marchand venait à son tour réclamer la valise ; l'hôtesse lui répond naturellement qu'elle l'a remise à son compagnon, que celui-ci est d'ailleurs parti et qu'elle ne l'a point revu depuis ce moment. « Hà ! s'écria le compère, je suis détruit et pauvre à jamais, la boîte contenait 1200 pièces d'or et plusieurs cédules de conséquence ». Puis il assigne l'hôtesse en justice

pour lui réclamer des dommages-intérêts représentant le préjudice soi-disant éprouvé par lui à l'occasion de la perte de sa valise.

Yves consentit à plaider l'affaire de cette malheureuse femme ; nous laissons la parole à M. Ch. de la Roncière (1).

« S'étant mis au courant du procès, Yves, le lendemain, se présentait au Tribunal ; la cause appelée, il demanda la comparution de la partie adverse. A ce moment, les débats semblaient clos, il ne restait plus qu'à prononcer la sentence. « Seigneur juge, déclara soudain Yves, nous avons un fait nouveau à vous soumettre ; il est péremptoire, grâce à Dieu ; la défenderesse, depuis le dernier appointment, a retrouvé la boîte. Elle l'exhibera dès qu'il sera ordonné par justice. — Eh ! bien ! exhibez-là maintenant, requit l'avocat du demandeur ; sinon, il ne sera pas fait état de ce nouveau fait pour empêcher le prononcé de l'arrêt. — Seigneur juge, répliqua l'Official de Tréguier, le fait positif allégué par la partie adverse, n'est-il pas que l'hôtesse ne devait point remettre la boîte à l'un d'eux si l'autre n'était présent ? Que le demandeur fasse donc venir son compère, et la défenderesse s'exécutera. » Ses conclusions furent admises et la comparution du second marchand ordonnée. A cet incident inattendu, le demandeur pâlit affreusement, un tremblement

(1) Ch. de la Roncière. *Saint-Yves*. (1253-1303).

convulsif trahit davantage encore son trouble. Pris de soupçon, le magistrat le fit jeter en prison ; une enquête aussitôt ouverte apprit qu'on avait affaire à un pipeur qui avait déposé chez l'hôtesse une caisse pleine de clous. Trois jours après, son cadavre se balançait au gibet de Tours. »

Ce fut là pour Saint Yves l'occasion d'une plaidoirie remarquable et très célèbre en son temps ; c'est aussi un des premiers monuments de jurisprudence en matière de dépôt d'hôtellerie, et c'est pourquoi j'ai tenu à m'y arrêter aussi longuement.

Pothier nous donne du dépôt d'hôtellerie la définition suivante : « Le dépôt d'hôtellerie est le dépôt qu'un voyageur fait à un aubergiste chez qui il va loger, de certains effets, pendant le temps du séjour qu'il y doit faire. » (1)

Au reste, il n'y a là, d'après ce même auteur que la suite d'un autre contrat intervenu entre l'aubergiste et le voyageur. En analysant le contrat d'hôtellerie, on s'aperçoit aisément qu'il se compose à la fois d'un contrat de louage et d'un contrat de dépôt ; l'aubergiste s'engage d'abord à loger, nourrir le voyageur ; il contracte une seconde obligation, celle de prendre soin de tout ce que le voyageur apporte avec lui ; en retour, le voyageur s'engage envers l'aubergiste à lui payer le prix de toutes les dépenses qu'il aura faites dans son hôtellerie.

(1) Pothier v. Ch. 3 § II.

On admet généralement dans notre ancien droit, que l'aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur à partir du moment où celui-ci est entré dans l'hôtel, et cela alors même que l'hôtelier n'en aurait pas été averti. Pothier est, je crois, le seul auteur qui ait émis une opinion contraire :

« Ce dépôt, dit-il, n'est pas censé intervenir par cela seul que le voyageur a apporté les effets dans l'auberge, au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas donnés expressément en garde. » (1)

Tous nos anciens auteurs professent à cet égard une opinion différente de celle de Pothier ; ainsi, d'après Danty, l'hôtelier est responsable du vol, de la perte ou de la détérioration des effets du voyageur à partir du moment où ce dernier est entré dans l'hôtel, quand bien même ce serait à l'insu de l'hôtelier.

Charondas est également en ce sens :

« Et encôre qu'expressément ils n'en aient prins la charge, si est-ce qu'ils sont tenus de la restitution de ce qui aurait été prins dans leur logis comme en ayant reçu la garde. » (2)

Le Prestre, dans les *Questions notables de Droit*, s'exprime de même :

« Il est sans difficulté qu'un hostelier, du moment qu'il a reçu un hoste et son bagage, ou que mesme

(1) Pothier Ed. Bugnet v. page 153 n. 79.

(2) Carondas, *Mémorables ou Observations de Droit français*, p. 529. Hoste, MDCXIII.

le bagage est simplement entré dans son hostellerie sans qu'il en ait eu connaissance, il doit répondre du vol qui s'en fait ; tous nos livres sont pleins d'arrests qui l'ont ainsi décidé. » (1)

Enfin Jean Bouteiller professe les mêmes idées :

« Si est à sçavoir que tous hosteliers qui publiquement tiennent hostel, si tost qu'aucun descend ou vient en leur hostellerie, tout ce qu'ils y apportét et mettent en garde de l'hoste, il le doit garder et défendre à son pouvoir contre tous... » (2)

Comme le constate Le Prestre, la jurisprudence se prononce contre la solution de Pothier et en faveur de l'opinion couramment admise par nos anciens auteurs. Je ne citerai à cet égard qu'un seul arrêt ; c'est un arrêt du Parlement de Paris, en date du 21 juin 1718, cité par Merlin dans son *Répertoire*. (3)

Cet arrêt condamne un hôtelier de Langeais à restituer à des marchands, des marchandises qu'ils disaient leur avoir été volées dans des balles, et cela bien que l'hôtelier alléguât pour sa défense, qu'il n'avait été aucunement instruit de ce qu'il y avait dans ces balles.

Quoiqu'il en soit, on doit tenir comme constant dans notre ancien droit que l'aubergiste est responsable du vol, de la perte et du dommage causé aux effets du voyageur ; la raison qu'on en

(1) Le Prestre, *Questions notables de Droit*, page 48.

(2) Jean Bouteiller, *Somme rural*, MDCXI, page 373.

(3) Merlin, *Répertoire*, v. Hôtellerie.

donne est d'ailleurs bien simple, c'est la nécessité où se trouvent les voyageurs de s'en rapporter sur ce point à la bonne foi des aubergistes.

« Ce qu'on porte dans une hôtellerie est un dépost public, dit Le Prestre, et ce dépost a toujours esté privilégié, parce que l'on est obligé de se retirer dans ces maisons publiques sans connaître celui qui vous y reçoit ». (1).

On admettait généralement que l'aubergiste est tenu non seulement de sa faute, mais même de la plus petite négligence; c'est du moins ce qu'enseigne Merlin, et Pothier déclare d'ailleurs, après avoir rappelé certains souvenirs de droit romain que l'aubergiste est tenu même de sa faute légère.

Ces principes sont consacrés par une jurisprudence constante.

Un arrêt du Parlement de Paris en date du 10 juin 1575 condamne la maîtresse d'une hôtellerie à rendre à un marchand de Lyon une bourse qu'il lui avait donnée à garder et qui avait été ensuite perdue ou volée (2).

Un autre arrêt du Parlement de Toulouse, en date du 27 février 1584, condamne un hôtelier de Rabastens à payer la valeur de la marchandise qu'un voiturier avait déchargée dans l'étable de l'hôtellerie, et qu'on n'avait pu retrouver par la

(1) Le Prestre. *Questions notables de Droit*. p. 48.

(2) Rapporté par Papon. Cité par Merlin. *Répert. de jurispr.* v. Hôtelier.

suite, et cela bien que l'aubergiste eût fermé à clef la porte de cette étable (1).

Par arrêt en date du 14 juin 1616, le Parlement de Rouen déclare un hôtelier responsable d'un vol de marchandises qui avait été fait à des voituriers dans la cour de l'hôtellerie (2).

Par un autre arrêt, en date du 3 mai 1695, le parlement de Flandre condamne un hôtelier d'Ypres à rendre à un lieutenant de cavalerie deux pistolets qui lui avaient été pris dans l'hôtellerie (3).

Enfin par arrêt du 7 juillet 1724, le Parlement de Paris condamne Jean Chartier et sa femme, aubergistes sur la route d'Orléans, à payer solidai-
rement au sieur Barbier de la Serre, chanoine d'Agen, et au sieur de Nazac, curé d'Aiguillon-en-Agenois, environ 2000 livres qui leur avaient été volées dans l'hôtellerie (4).

L'aubergiste est encore responsable de l'accident causé à un cheval dont il a la garde, par un autre cheval placé dans la même écurie ; ainsi le décide un arrêt du 3 décembre 1776, lequel confirme une sentence par laquelle un sieur Brun est condamné à payer la valeur d'un cheval qui eut

(1) Rapporté par La Rocheffavin. Cité par Merlin. *Rép. de jurispr.* v. Hôtelier.

(2) Rapporté par Béroutt (sur la *Coutume de Normandie*). Cité par Merlin. *Rép. de jurisprudence.* v. Hôtelier.

(3) Rapporté par M. Desjauneaux. Cité par Merlin. *Rép. de jurispr.* v. Hôtelier.

(4) Cité par Denisart. *Collection de jurisprudence.* v. Aubergiste.

la cuisse cassée par un coup de pied que lui donna le cheval voisin (1).

Voici en deux mots ce dont il s'agissait :

Les sieurs Dalle et Favier avaient donné en garde un cheval au sieur Brun, aubergiste. Ce cheval ayant été blessé par un autre cheval, les deux négociants se pourvurent contre Brun. Se fondant sur la loi romaine, les sieurs Dalle et Favier prétendaient que l'accident était dû à la faute, ou même seulement à la négligence de Brun ; l'accident, disaient-ils, aurait pu être évité si l'aubergiste avait eu l'initiative de prendre quelques précautions très simples, par exemple, s'il avait placé des barres entre les chevaux.

Brun eut beau objecter qu'il n'était pas dans l'usage à Grenoble de placer des barres entre les chevaux, que l'accident n'étant pas arrivé par sa faute, il n'en pouvait être rendu responsable, qu'au surplus la simple négligence, la faute très légère ne sauraient entraîner, en aucun cas, la responsabilité de l'aubergiste, il n'en fut pas moins condamné à payer la somme de 200 livres, représentant la valeur du cheval des sieurs Dalle et Favier.

Dans notre ancien droit, comme de nos jours, l'aubergiste est responsable non seulement en raison d'un fait qui lui est propre, mais encore en raison du fait des personnes de sa famille ou

(1) Cité par Merlin. *Répertoire*. v. Dommage.

de ses serviteurs. Par exemple, un voyageur remet en arrivant à l'hôtel ses effets à un domestique ; ce dernier se rend coupable d'un vol, il prend les objets qui lui ont été confiés ; dans ces deux cas, le maître de l'hôtel est responsable. Ou bien un voyageur met son cheval à l'écurie, il le confie à la garde d'un palefrenier, ce cheval est blessé, il devient malade par suite du défaut de soins ; dans cette nouvelle hypothèse, le maître de l'auberge sera encore rendu responsable.

« Item si les maisgnies de l'hostel faisaient le larcin, dit Jean Bouteiller, et qu'ainsi fust trouvé, si seroit ce encore au péril de l'hoste, car bien se prenne garde quelle maisgnie il tient en sa maison » (1).

Les motifs de cette responsabilité particulière sont très bien indiqués par notre auteur ; l'hôtelier doit connaître les personnes dont il se sert ; les voyageurs, eux, sont obligés de se loger chez des personnes inconnues, ils doivent être assurés d'y trouver une sécurité pleine et entière. Dans une pareille question, l'intérêt public est en jeu, les aubergistes n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes du mauvais choix qu'ils ont fait.

Ce sont là des principes certains dont on trouve plusieurs applications dans l'ancienne jurisprudence (arrêts du Parlement de Paris du 16 juin 1575

(1) Jean Bouteiller. *Somme rural* mœxi. page 374.

et du Parlement de Rouen du 14 juin 1616 déjà cités).

A vrai dire, un arrêt du Parlement de Paris du 27 août 1677, (1) décharge bien un hôtelier de Sézanne-en-Brie d'un vol d'argent que sa servante avait fait à Nicolas Desrues, huissier à cheval au Châtelet de Paris, mais cet arrêt paraît avoir été déterminé par des circonstances particulières : d'abord Desrues avait été averti de ne pas laisser son argent dans sa chambre, attendu qu'elle n'était pas assez bien fermée ; ensuite l'hôtelier avait fait condamner sa servante à être pendue pour raison de vol.

Mais l'aubergiste répond-il du fait des personnes autres que ses domestiques, et par exemple du fait des personnes qui vont et viennent dans l'hôtel ?

Non, répond Pothier, qui établit à cet égard une distinction très nette entre cette dernière catégorie de personnes, d'une part, et les domestiques ou serviteurs, d'autre part.

« Si les effets du voyageur, dit-il, sont volés ou détériorés par des allants et venants, ou d'autres voyageurs, l'aubergiste n'est pas responsable, mais si le vol a été commis par les pensionnaires ou domestiques, l'aubergiste est responsable, quand même les choses ne lui auraient pas été données en dépôt. Pour que l'aubergiste soit responsable, il faut que le voyageur prouve que c'est par des gens

(1) *Journal des Audiences*, tome III, Livre XI, page 899.

de la maison que le vol ou le dommage a été causé. » (1)

Denisart (2) paraît-être d'un avis opposé à celui de Pothier : d'après lui, les aubergistes répondraient « non seulement du fait de leurs domestiques, mais aussi des vols qui ont été faits chez eux, lorsqu'ils ne l'ont pas été à force ouverte ou à main armée. »

Quant à la jurisprudence, elle paraît prédominer dans le sens de Pothier :

Leprestre (3) cite un arrêt du 15 mars 1608, lequel met hors de cour et de procès un hôtelier de Paris que le messenger d'Angers voulait rendre responsable d'un vol commis à son préjudice par un individu logé dans l'hôtellerie.

Par un autre arrêt du 29 novembre 1664, (4) le Parlement de Paris a jugé qu'un hôtelier n'était pas responsable du vol fait à des voyageurs dans son hôtel par des personnes qui n'étaient pas ses domestiques. Le vol, dans cette espèce, avait été commis par un passant, auquel on avait donné un lit dans la chambre même où était logée la personne volée.

Enfin, par arrêt du 3 février 1687 (4), le Parlement de Provence a jugé que l'hôtelier n'était pas responsable d'un vol fait à un voyageur par un

(1) Pothier. *Edit. Bugnet*, v. n. 79, page 153.

(2) Denisart. *Collection de Jurisprudence*. v. Auberge.

(3) Leprestre. *Questions notables de Droit*, page 48.

(4) Cité par Merlin. *Répert. de Jurisprudence*. v. Hôtelier.

autre voyageur, dans l'hôtellerie, lorsque la chose volée n'avait pas été déposée entre les mains de l'hôtelier.

A la vérité, je dois cependant signaler un arrêt du Parlement de Paris, en date du 22 janvier 1675 (1), qui admet une solution opposée : un marchand était descendu chez un hôtelier de Paris, et tandis qu'il était sorti, un individu, logé dans la même auberge, s'était emparé de la clef de sa chambre qu'il avait laissée pendue à un clou, et avait volé au marchand une somme de 900 livres. L'hôtelier fut condamné par l'arrêt précité à restituer cette somme.

Je ne m'attarderai pas plus longtemps sur cet arrêt qui paraît, au reste, constituer une exception dans notre ancienne jurisprudence.

Quid, si le vol dont se plaint le voyageur avait été commis par l'une quelconque des personnes de sa suite ? — Papon rapporte, à cet égard, un arrêt des Grands Jours de Clermont (2), par lequel un hôtelier fut déchargé d'un vol fait en son hôtellerie, attendu que l'auteur du vol était le valet du plaignant. — Cette solution est d'ailleurs conforme à la raison et à l'équité.

En second lieu, la responsabilité de l'aubergiste se trouve dégagée, dès lors que l'évènement qui donne naissance à cette responsabilité est dû à un

(1) *Journal du Palais*, tome I, page 624.

(2) Rapporté par Papon. Cité par Merlin. *Répert. de Jurisprudence*. v. Hôtelier.

cas fortuit ou de force majeure. Cette restriction est admise par tous les auteurs ; elle est d'ailleurs fort rationnelle et n'est en somme que l'application d'un principe général de notre droit français.

Pour déterminer le cas fortuit, les juges prendront surtout en considération les circonstances du fait.

Le vol avec effraction a toujours été regardé comme un cas fortuit, exonérant l'hôtelier de toute responsabilité.

« S'il advenoit, dit Jean Bouteiller, que la chambre fust percée ou trouée par larrons, ce ne serait pas au péril de l'hoste. » (1)

Il en serait de même du vol à main armée.

Les auteurs anciens signalent une troisième exception au principe général de la responsabilité de l'aubergiste ; elle est intéressante à signaler en ce sens que, passée sous silence lors de la confection du Code civil, elle a été de nouveau édictée par le législateur moderne. Elle a trait aux bijoux, diamants et autres objets précieux que le voyageur apporte avec lui dans l'hôtellerie.

« On n'est pas libre, dit Denisart, de rendre des aubergistes responsables de sommes indéfinies, en supposant dans des malles des effets précieux, tels que des diamants et des bijoux, qui ne seraient pas présumés y être. En pareil cas, il faut déclarer à

(1) Jean Bouteiller. *Somme rural*, page 374.

l'aubergiste qu'on est porteur d'effets précieux dont on le charge momentanément. » (1)

Ainsi, dans cette hypothèse, une déclaration faite à l'aubergiste est nécessaire pour que sa responsabilité se trouve engagée. La jurisprudence est en ce sens (voir les arrêts des 27 août 1677 et 3 février 1687).

Un arrêt du Parlement de Paris, du 7 décembre 1700, juge qu'un hôtelier n'est pas responsable des pierreries qu'on a mises chez lui sans en faire la déclaration. (2)

Enfin, en quatrième et dernier lieu, la responsabilité de l'aubergiste se trouve dégagée, ou tout au moins atténuée dans une large mesure, lorsque le dommage dont le voyageur est victime lui est imputable en raison de son fait ou de sa faute.

L'ancienne jurisprudence nous présente souvent des applications pratiques de cette exception au principe général de la responsabilité de l'aubergiste ; je n'en signalerai que deux :

I. — Deux marchands allant de Romorantin à Orléans, s'étaient arrêtés à La Ferté-Aubin, au Logis des Trois Rois ; un incendie étant survenu, les chevaux de ces marchands y trouvèrent la mort. En cette occasion, les marchands assignèrent l'aubergiste en justice. Pour toute défense, l'hôtelier alléguait que l'incendie était survenu par la faute des plaignants,

(1) Denisart. *Collection de Jurisprudence*, v. Auberge.

(2) Rapporté au *Recueil d'Augeaud*. Cité par Merlin. *Rép. de Jurisp.* v. Hôtelier.

qui avaient commandé à leurs valets de retourner derechef en l'écurie, longtemps après avoir pansé les chevaux, et qu'au surplus il n'y avait ni dol ni faute de sa part. Les marchands eurent beau objecter que « l'hôte » doit être rendu responsable de l'incendie arrivé en son logis, le Parlement de Paris par arrêt rendu le 4 août 1637 (1), n'en donna pas moins raison à l'aubergiste.

II. — Par arrêt rendu le 4 avril 1727 (2), entre les sieurs Despati et Née de Durville, demandeurs, contre Charles Guitté, hôtelier à Saint-Pierre-le-Moutier, défendeur. Les parties furent mises hors de cour et de procès relativement aux effets que les demandeurs réclamaient et qu'ils prétendaient leur avoir été volés dans l'hôtellerie. Les motifs qui déterminèrent l'arrêt furent les suivants : lors de la plainte, on avait constaté qu'il n'y avait aucune fracture à la porte ni aux murs des chambres que les sieurs Despati et Née de Durville occupaient : d'autre part, les demandeurs avaient toujours eu les clefs en leur possession ; dans ces conditions, le vol dont ils se plaignaient ne pouvait être dû qu'à leur propre faute ou à un cas fortuit ; dans les deux cas, l'hôtelier devait être déchargé de toute responsabilité.

Passons maintenant à la preuve du dépôt

(1) *Rec. d'arr. du Parl. de Paris*. Tome II. page 401. ch. xxv. Liv. VI.

(2) Cité par Merlin. *Répert. de jurispr.* v. Hôtelier, et par Denisart. *Collect. de jurisprudence*. v. Aubergiste.

d'hôtellerie : nos anciens auteurs (Pothier, Merlin, etc.), sont unanimes à déclarer que la preuve par témoins est admissible dans tous les cas, et « bien que l'objet excède la somme de cent livres » (1).

(Ceci a trait à une disposition de l'*Ordonnance de Moulins* qui, dans son article 54, prohibait la preuve par témoins, lorsqu'il s'agissait de choses excédant la somme ou la valeur de cent livres).

Charondas-le-Caron s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « Si un hoste baille à garder l'hostellier une valise ou bouguette close et fermée, sans montrer ce qui est dans icelle, et l'hostellier lui rend ouverte, encore qu'on ignore qu'il l'aurait ouverte, l'hostellier sera tenu de rendre à l'hoste maître de la bouguette ou valise ce qu'il affermera par serment lui avoir été pris dans icelle, parce que la présomption est contre l'hostellier qui veut rendre la bouguette ou valise ouverte, à laquelle il ne devait toucher ne souffrir estre touché. . . . Ainsi je l'ay vu juger contre un hostellier des faubourgs de Meaux par arrest du 21 nov. 1562 » (2).

L'*Ordonnance* de 1667 au titre 20, article 4 proclame également la validité de la preuve testimoniale en matière de dépôt d'hôtellerie : « N'entendons exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de

(1) Pothier. V. Chap. III. § II.

(2) Charondas. *Mémorables et Observations du Droit français*. p. 529. Hoste MDCXIII.

l'hôte ou l'hôtesse, qui pourra être ordonnée par le juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances » (1).

L'ancienne jurisprudence eut souvent l'occasion de faire l'application des dispositions de l'article 4 du titre 20 de l'*Ordonnance* de 1667.

Déjà, bien auparavant, un arrêt du Parlement de Rouen en date du 14 juin 1616, après avoir déclaré un hôtelier responsable d'un vol de marchandises commis dans la cour de son hôtellerie au préjudice de voituriers, ordonne que ces voituriers « seraient crus à leur serment, relativement à la qualité de ces marchandises » (2),

Un arrêt du Parlement de Paris du 21 juin-1718 (3) condamne un hôtelier de Langeais à restituer à des marchands des marchandises qu'ils prétendaient leur avoir été volées, et cela sur la simple déclaration de ces marchands ; le serment leur avait été déféré relativement à l'objet du vol.

Enfin, par un autre arrêt du 7 juillet 1724 (4), le Parlement de Paris condamne Jean Chartier, aubergiste sur la route d'Orléans, à payer au sieur Barbier de la Serre, chanoine d'Agen, et au sieur de Nazac, curé d'Aiguillon-en-Agenois, 2000 livres

(1) *Ordonnance* de 1667. Titre 20, art. 4. Cité par Pothier. Ed. Bugnet. v. page 154.

(2) Rapporté par Bérault (sur la *Coutume de Normandie*). Cité par Merlin. *Rép. de jurispr.* v. Hôtelier.

(3) Cité par Denisart. *Collection de jurisprudence.* v. Aubergiste.

(4) Cité par Denisart. *Collection de jurisprudence.* v. Aubergiste.

qu'ils déclarèrent sous serment leur avoir été volées dans l'hôtellerie.

Denisart et Pothier enseignent qu'on ne doit admettre la preuve testimoniale en notre matière qu'avec beaucoup de circonspection ; on prendra surtout en considération la bonne ou la mauvaise renommée tant du voyageur que de l'aubergiste ; Denisart ajoute que les plaignants, pour être crus sous serment, doivent jouir d'une réputation saine et entière. Cela se comprend d'ailleurs aisément, car autrement les aubergistes auraient été trop souvent à la discrétion de gens malhonnêtes et sans scrupules.

Denisart, après avoir étudié la question de la responsabilité et des obligations de l'aubergiste en se plaçant à un point de vue exclusivement juridique, dit à la fin de son étude qu'il est enjoint aux hôteliers de garder « l'hospitalité et charité chrétienne ; » (1) il rapporte à cet égard qu'un hôtelier « fut decreté de prise de corps pour avoir inhumainement dépouillé de ses vêtements un de ses hôtes, qui en était mort de froid. » (2)

(1) Denisart. *Collection de jurisprudence*. v. Auberge.

(2) Denisart. *Collection de jurisprudence*. v. Auberge. Voyez également à ce sujet : Merlin. *Répert. de jurisprud.* v. Hôtelier. *in fine*.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES AUBERGISTES & HOTELIERS

De nos jours, les conditions actuelles de la vie sociale ont tout transformé, et comme partout ailleurs cette transformation s'est fait sentir dans la question qui nous occupe.

L'auberge d'autrefois, simple et modeste, avec ce cachet tout particulier qui la caractérisait et qui en faisait le charme, a désormais fait place à d'immenses constructions, monotones par leur régularité et par leur aspect toujours le même en quelque endroit que l'on se trouve. L'hôtel a succédé à l'auberge et du même coup le confort moderne a fait place à ce bien-être chaud et intime qu'on rencontrait dans l'auberge. Cette transformation s'est fait sentir jusque dans l'enseigne ; nous ne voyons plus comme autrefois, si ce n'est dans nos campagnes et nos petites villes de province, l'Hôtel du « Lion d'Or », l'Hôtel du « Bras d'Or », l'Hôtel du « Pot d'Etain »,

l'Hôtel du « Cheval Blanc » etc..., mais bien l'Hôtel « de la Poste », l'Hôtel « du Télégraphe », l'Hôtel « du Chemin de Fer », l'Hôtel « Moderne », etc...

Cependant, il serait inexact de prétendre que l'auberge a complètement disparu ; nous la retrouvons encore sous son véritable jour dans nos bourgs de campagne et dans la plupart de nos petites villes de province ; les jours de foire et de marché, elle retrouve encore toute son animation et toute sa gaieté d'antan ; le reste de la semaine elle est calme et silencieuse et présente la plupart du temps un aspect morne et triste.

Nous avons à étudier la question des obligations de l'hôtelier ; nous diviserons cette étude en deux grandes parties. Une première partie, très courte d'ailleurs, sera consacrée à l'étude des obligations de l'hôtelier par rapport à la personne du voyageur ; la seconde partie, de beaucoup la plus étendue, sera réservée à l'étude des obligations de l'hôtelier quant aux effets déposés chez lui par les voyageurs.

Le contrat qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier est en effet, dans notre droit moderne comme dans le droit romain, un contrat qui tient à la fois du contrat de louage et du contrat de dépôt. Ainsi en ce qui concerne les soins et les services à rendre à la personne, il s'agit certainement d'un contrat de louage (1^{re} partie de notre étude) ; mais en ce qui concerne les effets apportés par le voyageur

dans l'hôtel, il s'agit non moins certainement d'un contrat de dépôt (2^e partie de notre étude).

C'est d'ailleurs ce que nous dit Troplong en termes excellents : « Mais, dira-t-on, est-ce bien un dépôt que ce contrat qui se forme entre l'hôtelier et le voyageur ? N'est-ce pas plutôt un louage ? Distinguons. Il y a louage pour les services qui sont rendus à la personne, et pour le logement qui lui est donné. Mais en ce qui concerne les effets apportés avec le voyageur, il y a dépôt pur et simple. » (1)

(1) Troplong. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 211.

CHAPITRE PREMIER

DES OBLIGATIONS DE L'HOTELIER PAR RAPPORT A LA PERSONNE DU VOYAGEUR

Les obligations de l'hôtelier par rapport à la personne du voyageur découlent des art. 1719 et s, c. civ. Nous avons vu, en effet, qu'à ce point de vue, le contrat qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier est un véritable contrat de louage.

Ceci dit, l'hôtelier devra, conformément à l'art. 1719, c. civ.,

1° Délivrer au voyageur la chose louée ;

2° Entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ; •

3° Faire jouir paisiblement le voyageur pendant la durée de son séjour dans l'hôtel.

En outre l'hôtelier devra fournir au voyageur les services convenus ou d'usage.

I. — *Délivrance de la chose louée.* — L'hôtelier doit délivrer au voyageur la chose louée. Que faut-il entendre par là ? — L'hôtelier doit mettre à la disposition du voyageur et pour le temps convenu les différents appartements demandés par ce dernier (art. 1719). Ces appartements doivent

être garnis de tout le mobilier nécessaire et de plus ils doivent être en bon état de réparations (art. 1720).

Quid, si l'hôtelier n'était pas prêt à faire la délivrance pour l'époque convenue? — Ce retard autoriserait certainement le voyageur à demander la résolution de son contrat.

Il peut arriver que par erreur, oubli ou tout autre motif, la même pièce ait été louée simultanément à deux voyageurs différents. — Celui qui aura été mis en possession par l'hôtelier y restera; mais si aucun des deux voyageurs n'a été mis en possession, il y a là une question à trancher par le juge. Dans les deux cas, le voyageur évincé aurait droit à des dommages-intérêts.

II. — *Entretien de la chose louée.* — L'hôtelier est tenu d'entretenir la chose louée en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée (art. 1719). Si donc, au cours du séjour du voyageur dans l'hôtel, des réparations deviennent nécessaires par suite de vétusté ou tout autre motif, le contrat sera résilié, et ce alors même que ces réparations dureraient moins de quarante jours; l'art. 1724 ne saurait trouver ici son application.

III. — *Garantie de la chose louée.* — L'hôtelier doit assurer au voyageur la paisible jouissance de la chose louée; il répond vis-à-vis du voyageur

tant de ses faits personnels qui seraient de nature à troubler la jouissance des lieux occupés par le voyageur, que des faits de même nature qui pourraient être commis par ses préposés ; notamment, l'hôtelier ne peut changer la forme des lieux loués (art. 1723 c. civ.)

L'hôtelier répond encore des faits de tiers qui auraient eu pour résultat de troubler la jouissance des lieux occupés par le voyageur, mais il ne répond bien entendu que des troubles de droit, jamais des troubles de fait en ce qui concerne les tiers (art. 1725 et 1726 c. civ.)

Enfin, l'hôtelier répond encore des vices cachés qui affectent les lieux loués au voyageur (art. 1721 c. civ.) Ainsi l'existence de punaises dans l'appartement occupé par le voyageur, constitue un vice caché de nature à entraîner la résiliation du contrat, à moins toutefois que le voyageur n'ait été averti de l'existence des punaises et n'ait traité en connaissance de cause ; dans ce cas en effet, il n'y a plus vice caché, mais bien vice apparent ; or, il est de jurisprudence constante que le bailleur n'est pas tenu à la garantie des vices apparents de la chose louée. — De même, si la pièce louée au voyageur était rendue inhabitable en raison de la fumée qui s'échappe des maisons voisines, ou encore en raison d'une trop grande humidité, etc..., dans tous ces cas, le contrat est susceptible d'être résilié.

IV. — *Services d'usage*. — L'hôtelier doit fournir ce qu'on est convenu d'appeler les services d'usage ; le personnel de l'hôtelier est à cet égard à la complète disposition des voyageurs. Ainsi l'hôtelier devra faire balayer l'appartement occupé par le voyageur ; il devra faire faire le lit, fournir l'eau, faire cirer les chaussures, etc. C'est encore à l'hôtelier qu'incombe le soin de fournir la lumière, mais il est d'usage que le feu se paie à part.

L'hôtelier, dans ses rapports avec les voyageurs, doit être considéré comme un mandataire, tenu à cet égard de remettre à ses clients les lettres, imprimés, circulaires, annonces, prospectus, etc... qui leur sont envoyés par la poste ou par toute autre voie (1). C'est là une obligation qui peut devenir très lourde pour les hôteliers, notamment en nécessitant pour eux un surcroît de personnel ; elle n'en est pas moins pour eux une obligation professionnelle à laquelle ils ne sauraient se soustraire. De par leur position, les hôteliers sont « les intermédiaires forcés et passifs des rapports entre les voyageurs et les tiers ; ils sont, dès lors, soumis à toutes les obligations des mandataires. » (2)

Toujours pour la même raison, l'hôtelier est tenu de remettre exactement les différents objets mobiliers qu'on peut apporter chez lui pour les voyageurs :

(1) Trib. de la Seine, 7 mai 1869. S. 1869. 2. 336.

(2) Note dans *Sirey*, au bas de l'arrêt ci-dessus.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Nancy (1), qu'entre l'aubergiste et la personne qu'à ce titre il reçoit, il s'établit implicitement au moins, non seulement le contrat de dépôt nécessaire, qui rend le premier responsable des effets apportés par celle-ci (art. 1952. c. civ.), mais en outre une convention qui oblige celui-là envers elle à différents services qui constituent précisément l'hospitalité qu'il fournit pour en recevoir le salaire; que la nécessité souvent, l'équité et l'usage toujours, étendent ces obligations de dépôt et de services contractés par l'aubergiste au fait de recevoir, de remettre exactement les objets mobiliers qu'on apporte chez lui pour son hôte, surtout quand ces objets peuvent être d'une importance grave et urgente, comme des lettres et des papiers. . . . ».

L'hôtelier a qualité pour recevoir la copie d'un exploit adressée à un voyageur descendu dans son hôtel; il est considéré à cet égard comme un domestique au sens de l'art. 68 c. pr. civ. Plusieurs arrêts de Cour d'appel l'ont ainsi décidé (3). Voici, au reste, dans quels termes s'exprime un arrêt de la Cour de Caen du 4 mai 1813 : « ... Que le terme de serviteur comprend plus de latitude que celui de domestique; que de

(1) Nancy, 7 juillet 1849. S. 50. 2. 52. — D. 50. 2. 42.

(2) Caen, 4 mai 1813. S. 14. 2. 400. — Nancy, 22 juin 1813. S. chr. — Montpellier, 17 mai 1848. S. 50. 2. 52. D. 50. 2. 42. — Nancy, 7 juill. 1849. S. 50. 2. 52. D. 50. 2. 42.

la part d'un maître d'hôtel garni envers son locataire, il s'établit des rapports de service qui donnent pleine et entière garantie que l'exploit remis au maître d'hôtel garni pour son locataire, parviendra à celui-ci avec autant d'exactitude, et même plus que s'il eût été remis à un simple domestique ; qu'en effet, quiconque s'annonce pour tenir un hôtel ou une auberge, s'annonce en même temps pour rendre aux voyageurs ou aux locataires qui y logent tous les services d'usage, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de ses domestiques ; que, sous ces différents rapports, il est impossible de ne pas voir dans une maîtresse d'hôtel garni une de ces personnes tenant à la classe de ces serviteurs, auxquels l'exploit peut être remis..... ».

Il n'est même pas nécessaire que l'exploit ait été remis à l'hôtelier en personne, il suffit qu'il ait été laissé aux mains des domestiques de l'hôtelier. C'est ainsi que la Cour de Riom a jugé que la copie de l'exploit pouvait être remise aux mains de la concierge de l'hôtel (1).

(1) Riom, 10 févr. 1815 S. chr.

CHAPITRE II

DES OBLIGATIONS DE L'HOTELIER RELATIVEMENT AUX EFFETS DÉPOSÉS CHEZ LUI PAR LES VOYAGEURS

SECTION I

Causes de la Responsabilité spéciale de l'Hôtelier

Aux termes de l'art. 1952 du code civil « les aubergistes ou hôteliers sont responsables comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

Les motifs de cette responsabilité spéciale nous sont déjà connus ; nous les avons signalés en effet dans notre introduction historique ; cependant il ne sera pas inutile de nous arrêter ici sur ce sujet, pendant quelques instants.

On peut indiquer plusieurs motifs qui ont déterminé le législateur de 1804 à édicter une responsabilité spéciale contre les aubergistes et les hôteliers, et dont l'importance a été d'un grand poids lors de la confection de l'article 1952 du Code civil.

Les principaux sont les suivants :

1° La tradition.

2° L'impossibilité où se trouve parfois le voyageur de faire choix d'un hôtel à sa convenance.

3° L'impossibilité pour le voyageur de prendre des renseignements et partant la nécessité où il est de s'en rapporter sur ce point à la bonne foi de l'aubergiste.

4° La confiance que doit inspirer l'hôtelier.

5° La surveillance rigoureuse que doit exercer l'hôtelier en raison de ce fait que l'hôtel est ouvert à tout le monde.

6° Les divers avantages que l'hôtelier retire de l'exercice de sa profession.

I. — *La Tradition*. — L'une des premières causes de la responsabilité édictée par l'article 1952, se trouve dans la défiance qu'inspiraient autrefois les aubergistes, tant à Rome que dans notre ancienne France (1). A part quelques exceptions, nos anciennes auberges étaient mal renommées, sans doute à cause des vols nombreux qui s'y commettaient la plupart du temps avec la complicité de l'aubergiste.

« La moralité des aubergistes, dit Laurent, était suspecte ; quand un vol était commis, on supposait qu'ils en étaient les auteurs. » (2)

Au reste, pour montrer le peu de confiance qu'on

(1) Laurent. Tome 27, n. 138. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 128. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1188.

(2) Laurent. Tome 27, n. 138.

avait alors dans les aubergistes, M. Baudry-Lacantinerie dans son *Traité de Droit civil* (1), cite d'après Denisart (2), une ordonnance de police en date du 12 février 1367, laquelle défendait aux aubergistes « d'ouvrir leur porte le matin avant d'avoir demandé à leurs hôtes s'ils n'avaient rien perdu la nuit précédente. »

Nul doute que ce motif n'ait eu une grande influence sur l'esprit des rédacteurs du Code civil qui pouvaient avoir encore tous frais à la mémoire des exemples de ces vols et de ces pillages commis par des individus sans scrupule avec la complicité plus ou moins avouée des aubergistes.

Evidemment, de nos jours ce motif n'a plus de raison d'être. « Hàtons-nous, dit Laurent, de dire que ces soupçons seraient très déplacés aujourd'hui ; mais nous n'oserions pas affirmer que la tradition ne joue un rôle dans la rigueur que le législateur met à rendre l'aubergiste responsable. » (3)

II. — *L'impossibilité où se trouve parfois le voyageur de faire choix d'un hôtel à sa convenance.* — Ce second motif nous est donné par Troplong : (4)

« On n'est pas, dit-il, toujours maître en voyage

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1188.

(2) Denisart. v. Aubergiste. § 3. n. 2.

(3) Laurent. Tome 27. n. 138.

(4) Troplong. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 210.

de choisir son hôtelier. On arrive fatigué, ne connaissant pas les localités, et l'on prend gîte dans l'auberge où vous mène votre postillon ; ou bien, si l'on voyage en messagerie, on est, pour ainsi dire, obligé de s'arrêter aux hôtels adoptés par l'administration qui vous conduit. »

Assurément, le motif invoqué par Troplong avait sa valeur au temps où l'on voyageait en diligence, et à cet égard, il a pu avoir quelque influence sur l'esprit des rédacteurs du Code civil, mais en présence des modes de locomotion dont nous jouissons maintenant, il y a beau jeu que les postillons et les messageries ont disparu ; notre motif n'a donc plus aujourd'hui sa raison d'être.

Cependant, de nos jours encore, il peut arriver qu'une personne soit obligée d'aller dans un endroit retiré, où elle ne trouvera la plupart du temps qu'un seul hôtel ; dans ce cas, le voyageur ne pourra faire aucun choix, il sera obligé de descendre dans l'unique hôtel de la localité.

Le motif indiqué par Troplong, sous une forme un peu différente, il est vrai, trouve donc encore de nos jours son application.

III. — *L'impossibilité pour le voyageur de prendre des renseignements et partant la nécessité où il est de s'en rapporter sur ce point à la bonne foi de l'aubergiste.* — La personne qui, après un voyage plus ou moins long, arrive dans une localité, n'aura pas le temps

d'aller prendre des renseignements sur la moralité ou l'honnêteté de tel ou tel hôtelier ; elle aura sans nul doute d'autres préoccupations ; et, d'ailleurs, en eût-elle le temps que bien souvent elle ne le pourrait pas ! où donc dans une ville qu'elle ne connaît pas, où peut-être elle se trouve pour la première fois, où donc pourrait-elle puiser les renseignements qu'elle désirerait avoir ? De toute façon, elle est contrainte de s'en rapporter à la bonne foi de celui chez qui elle va loger, elle est obligée de lui accorder pleine et entière confiance pour tous les objets qu'elle apporte avec elle dans l'hôtel.

« Celui, dit Sourdat, que sa santé ou ses affaires obligent à voyager et à loger dans une hôtellerie, est obligé aussi de suivre la foi du maître pour la sûreté de sa personne et de ses effets. Il importe qu'il soit prémuni contre la négligence ou la mauvaise foi de ce dernier. » (1)

IV. — *La confiance que doit inspirer l'aubergiste.* — « L'aubergiste, dit Laurent (2), s'offre à la confiance du public ; il promet aux voyageurs qu'ils trouveront chez lui une entière sécurité pour leur personne et leurs effets. C'est cette sécurité qui multiplie les voyages, et ce sont les aubergistes qui en

(1) Sourdat. *Traité de la Responsabilité*. 2. n. 934. — Voir dans le même sens : Troplong. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 210.

(2) Laurent. Tome 27. n. 438.

profitent. Cette dernière considération est indiquée par le rapporteur du Tribunat : « Il faut, dit-il, que la plus grande sécurité accompagne le voyageur dans l'hôtellerie où il descend, et qu'il la conserve par la certitude que la loi lui donne, que ses effets ne seront pas impunément divertis, soit par l'aubergiste, soit par les domestiques qu'il emploie, soit par les étrangers qui vont et viennent dans l'hôtellerie. Cette responsabilité qui paraît rigoureuse, est peut-être la base la plus solide de la prospérité des aubergistes. C'est la confiance qu'ils inspirent, ou la bonne foi et la surveillance à laquelle la loi les oblige, qui rend les voyages plus faciles, plus multipliés, et qui appelle les voyageurs chez eux ».

V. — *La surveillance rigoureuse que doit exercer l'hôtelier en raison de ce fait que l'hôtel est ouvert à tout le monde.* — Si l'article 1952 édicte une responsabilité aussi rigoureuse contre les aubergistes et les hôteliers, c'est encore parce que là, en notre matière, plus peut-être que partout ailleurs, les vols sont à redouter. L'hôtel est, pour ainsi dire, un lieu public, ouvert à tous ceux qui veulent y pénétrer ; l'hôtelier, qui ne peut se renseigner sur la moralité des personnes qui descendent dans son hôtel, doit, en raison même de ce fait, prendre toutes les précautions nécessaires et exercer une surveillance d'autant plus rigoureuse qu'il n'est

pas à même de connaître ceux auxquels il donne momentanément asile.

De plus, nos hôteliers modernes disposent souvent d'un personnel nombreux ; ce personnel est, la plupart du temps, recruté d'une façon si brusque et si précipitée qu'il n'est pas permis d'en attendre toutes les garanties désirables. L'hôtelier le sait mieux que tout autre ; de ce fait, sa responsabilité se trouve engagée et la surveillance qu'il exerce n'en doit être que plus étroite.

« Il est, dit M. Baudry-Lacantinerie, un autre motif qui justifie la disposition de l'art. 1952, c'est que, les hôtels et auberges étant ouverts à tout le monde, les vols y sont faciles et ne peuvent être évités que par les constantes précautions de l'aubergiste » (1).

VI. — *Les divers avantages que l'hôtelier retire de l'exercice de sa profession.* — C'est Laurent qui nous signale ce dernier motif de la responsabilité spéciale à laquelle est soumis l'hôtelier. Cet auteur estime non sans raison que l'aubergiste trouve une compensation largement suffisante dans ce fait qu'il perçoit un salaire très rémunérateur. Les voyages donnent, en effet, naissance à une foule de dépenses dont les hôteliers sont les premiers à profiter.

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du prêt et du dépôt*, n. 1189.

Laurent s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « L'art. 1928 dit que la responsabilité du dépositaire doit être appliquée avec plus de rigueur si le dépositaire stipule un salaire pour la garde du dépôt ; or, l'aubergiste, quoiqu'il ne reçoive pas de salaire spécial pour la garde du dépôt, est largement indemnisé des soins qu'il donne à la garde de la chose par les dépenses que font les voyageurs qui logent chez lui ; on peut donc lui appliquer la disposition de l'art. 1928 qui aggrave la responsabilité du dépositaire salarié » (1).

Ces divers motifs justifient surabondamment la disposition de l'art. 1952 du Code civil ; d'ailleurs, ce n'est pas une disposition isolée et sans précédent dans les législations étrangères, L'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, la principauté de Monaco, la Suisse, les Etats-Unis, le Bas-Canada édictent dans leurs différents Codes contre les aubergistes et les hôteliers une responsabilité qui se rapproche beaucoup de celle des art. 1952, 1953 et 1954 de notre Code civil.

SECTION II

Nature du Contrat de Dépôt d'Hôtellerie

L'art. 1952 du Code civil s'exprime *in fine* dans les termes suivants : « le dépôt de ces sortes d'effets

(1) Laurent. Tome 27. n. 436

(les effets apportés par le voyageur qui loge chez l'hôtelier) doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

Il n'y a là, hâtons-nous de le dire, qu'une simple assimilation faite par le législateur entre le dépôt nécessaire et le dépôt d'hôtellerie ; à la vérité, le dépôt d'hôtellerie n'est nullement un dépôt nécessaire.

En effet, qu'est-ce que le dépôt nécessaire ? C'est, dit en substance l'art. 1949 c. civ., celui qui a été forcé par « quelque accident. » L'art. 1949 cite comme hypothèses où un dépôt doit être regardé comme nécessaire : un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, un événement imprévu, et comme d'ailleurs ce texte n'a rien de limitatif, M. Baudry-Lacantinerie (1) ajoute à la liste du Code les événements suivants : une invasion, une émeute, une inondation, un tremblement de terre.

Ainsi qu'on peut le remarquer, les divers événements qui donnent naissance au dépôt nécessaire sont toujours ou du moins presque toujours malheureux ; or le fait, qu'arrivant dans une ville, je descends dans un hôtel, n'est ni un événement malheureux ni un événement imprévu.

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société. Du Prêt et du Dépôt.* n. 1182.

Ensuite, le dépôt d'hôtellerie diffère du dépôt nécessaire à un second point de vue : le dépôt nécessaire rentre dans la catégorie des contrats de bienfaisance, dans lesquels l'une des parties, aux termes de l'art. 1105 c. civ., procure à l'autre un avantage purement gratuit : le dépôt d'hôtellerie est, au contraire, un contrat à titre onéreux. En échange des services qu'il rend au voyageur, l'hôtelier perçoit un salaire ; par conséquent, ce dépôt répond bien à la définition du contrat à titre onéreux qui, aux termes de l'art. 1106, assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

Cette différence est fort bien mise en lumière par Laurent : « Le dépôt nécessaire, dit-il, est un contrat de bienfaisance essentiellement gratuit, et qui se fait uniquement dans l'intérêt du déposant auquel le dépositaire rend un service d'ami. Il n'en est pas de même du dépôt d'auberge ; il ne se fait pas par amitié, mais en considération du profit que l'aubergiste retire des voyageurs qu'il loge dans son auberge. » (1)

Enfin, en dernier lieu, la lettre même du texte de l'art. 1952 confirme notre manière de voir. Le législateur ne dit pas que le dépôt d'hôtellerie est un dépôt nécessaire ; il dit, ce qui est bien différent, que le dépôt d'hôtellerie doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

(1) Laurent. Tome 27. n. 136.

D'ailleurs, si le législateur a ainsi assimilé le dépôt d'hôtellerie au dépôt nécessaire, c'est tout simplement pour rendre applicables au dépôt d'hôtellerie, les règles qui régissent le dépôt nécessaire au point de vue de la preuve, et en agissant ainsi, le législateur a bien fait, car, dit M. Guillouard, « les habitudes de la vie, les conditions dans lesquelles les voyages s'effectuent, tout concourt pour rendre impossible au voyageur de se procurer une preuve écrite de l'apport de ses effets dans l'hôtel. Aussi pourra-t-il à bon droit, comme dans le dépôt nécessaire proprement dit, faire la preuve par témoins de ce dépôt, même au-dessus de 150 francs. » (1)

De tout cela, il résulte que le dépôt d'hôtellerie n'est pas un dépôt nécessaire ; tous nos auteurs sont unanimes sur ce point. Seul Duvergier paraît être d'un avis opposé : « Les auteurs et la loi, dit-il, voient un dépôt nécessaire dans le fait du voyageur qui, en l'absence de tout malheur et de tout accident, place les effets dans une auberge ou une hôtellerie. » (2) Nous avons répondu par avance ; et sans qu'il soit besoin de revenir ici sur ce qui a été dit précédemment, nous dirons que le dépôt nécessaire étant celui dans lequel le déposant n'a pas pu choisir la personne à laquelle il a remis le

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 129.

(2) Duvergier, n. 508.

dépôt, ce n'est évidemment que dans les événements imprévus ou dans les accidents, que le déposant n'a pas le loisir de choisir. Or, si comme dans le contrat d'hôtellerie, l'événement qui donne lieu au dépôt a pu être prévu, si le déposant a été libre de choisir celui auquel il allait remettre le dépôt, dans ce cas alors, le contrat intervenu ne présente plus les caractères d'un dépôt nécessaire.

Mais si le dépôt d'hôtellerie n'est pas un dépôt nécessaire, n'est-il pas du moins un dépôt volontaire soumis comme tel aux règles édictées par les art. 1917 à 1948 du Code civil? N'hésitons pas à répondre négativement. De profondes différences séparent en effet le dépôt d'hôtellerie du dépôt volontaire :

1° Aux termes de l'art. 1921 c. civ. « Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit ».

Or nous avons vu que le contrat qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier est un contrat composite tenant à la fois principalement du louage de services et accessoirement du dépôt. Le voyageur qui descend dans un hôtel aura généralement avec lui quelques bagages qu'il laissera à la garde de l'aubergiste, mais, remarquons-le bien, c'est en vertu d'un accord tacite et comme conséquence naturelle du contrat principal de louage de services.

2° Aux termes de l'art. 1919 c. civ. le dépôt n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée ». A ce point de vue encore, le dépôt d'hôtellerie diffère du dépôt volontaire, car, dit M. Guillouard, « le voyageur ne confie pas à l'hôtelier, en général du moins, un objet pour que celui-ci le garde; il apporte avec lui, dans l'hôtel, des bagages, des échantillons, etc..... et bien que l'hôtelier ne les ait pas reçus en dépôt, il sera considéré comme en étant le dépositaire » (1).

3° A un troisième point de vue, le dépôt d'hôtellerie diffère du dépôt volontaire; c'est au point de la preuve.

En effet, le dépôt volontaire, dit l'art. 1923 c. civ. doit être prouvé par écrit; la preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant 150 francs.

Nous venons de voir, il n'y a qu'un instant, que le dépôt d'hôtellerie était assimilé sous ce rapport au dépôt nécessaire; la preuve testimoniale est donc admissible sans aucune distinction et quelle que soit la valeur pécuniaire de la chose déposée.

4° Aux termes de l'art. 1927, « le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » En d'autres termes, le dépositaire ordinaire répond seulement de sa faute *in concreto*. Il n'en est pas de même de l'aubergiste;

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 128.

il en doit répondre *in abstracto* ; c'est l'art. 1137 qui lui est applicable ; en conséquence il doit apporter à la garde des effets qui lui sont confiés tous les soins d'un bon père de famille. (1)

« L'hôtelier, dit M. Guillouard, doit veiller à la conservation de la chose comme un bon père de famille, sans pouvoir invoquer comme excuse, sa négligence habituelle pour ses propres affaires. C'est ce qui résulte de la combinaison des art. 1137, 1927 et 1928. » (2)

5° Enfin, aux termes de l'art. 1933 c. civ. : « Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant. »

Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'hôtelier ; la responsabilité qui pèse sur lui, est beaucoup plus lourde que celle qui découle d'un contrat de dépôt volontaire. En effet, tandis que le dépositaire ordinaire ne répond pas des cas fortuits, et que notamment il est libéré par la perte de la chose arrivée par cas fortuit, l'hôtelier au contraire

(1) L'art. 1137 s'exprime ainsi : L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille. — Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués dans les titres qui les concernent.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 430.

est responsable dans tous les cas, sauf l'exception de l'art. 1954 concernant les vols faits avec force armée ou autre force majeure. (1)

La raison de cette différence s'explique, nous l'avons déjà vu, par un double motif. Autrefois, les auberges étaient mal famées, et pour assurer la sécurité des voyageurs, il était de toute nécessité de faire peser sur les -aubergistes une très lourde responsabilité. Aujourd'hui encore, des vols peuvent se commettre fréquemment dans les hôtels ; c'est en édictant contre les hôteliers des règles sévères qu'on arrivera à les faire redoubler de vigilance et à rendre plus rares la détérioration, la perte ou le vol des effets apportés par le voyageur.

Ainsi, le dépôt d'hôtellerie n'est ni un dépôt nécessaire, ni un dépôt volontaire, mais alors qu'est-il donc, et dans quelle famille de contrats faut-il le faire rentrer ?

A la vérité, le dépôt d'hôtellerie constitue un contrat *sui generis*, ayant des règles à part : ce sont précisément ces règles spéciales que nous nous proposons d'étudier au cours de ce travail.

SECTION III

Point de départ de la Responsabilité de l'Hôtelier

Nous avons vu que, dans notre ancien droit, tous les auteurs (à l'exception toutefois de Pothier),

(1) Voyez dans ce sens : Laurent, tome 27, n. 137. — Guillouard, *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 131.

et la jurisprudence des Parlements faisaient commencer la responsabilité de l'aubergiste à partir du moment où les effets du voyageur étaient entrés dans l'hôtel, et ce alors même qu'ils y seraient entrés à l'insu de l'hôtelier.

Nos auteurs modernes professent à peu près tous à cet égard la même opinion (1). On peut donc dire avec M. Guillouard qu'aujourd'hui comme dans notre ancien droit « la responsabilité de l'aubergiste commence du moment où les choses apportées par le voyageur sont entrées dans l'hôtel ou dans ses dépendances, car dès ce moment, elles doivent être l'objet de la surveillance à laquelle l'hôtelier est tenu sur toutes les parties de l'établissement qu'il dirige. » (1)

« La responsabilité de l'aubergiste, dit Laurent, est engagée par le fait de l'apport dans l'auberge. » (1)

« La loi n'exige pas, dit Sourdat, que le voyageur ait positivement confié ses effets aux préposés de l'aubergiste pour que celui-ci en devienne responsable. Ce ne serait là que la conséquence des principes généraux. Il suffit qu'ils aient été apportés, qu'ils soient entrés dans l'auberge, soit que le maître en ait eu connaissance ou non. » (1)

A la vérité, M. Baudry-Lacantinerie a repris dans

(1) Sourdat. *Traité de la Responsabilité*, n. 941. — Laurent. T. 27, n. 160 et suiv. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 144. — En sens contraire : Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1199.

notre droit moderne la thèse soutenue par Pothier dans notre ancien droit ; voici, au surplus, les termes dans lesquels il s'exprime : « Il ne suffit pas, pour que l'hôtelier soit responsable dans les termes de l'art. 1952, ni même pour qu'il encoure aucune responsabilité, que les effets du voyageur aient été introduits dans l'hôtel ; il faut qu'ils l'aient été avec le consentement de l'hôtelier ou de l'un de ses préposés. » (1)

Malgré la haute autorité de M. Baudry-Lacantinerie, nous n'hésitons pas un seul instant à nous prononcer contre lui et en faveur de la thèse admise par la grande majorité des auteurs.

Tout d'abord, on peut invoquer en faveur de notre opinion la tradition qui est à peu près unanime ; l'opinion de Pothier est restée, en effet, sans écho. (2)

Ensuite, l'hôtelier est tenu de par sa profession d'exercer une surveillance des plus étroites sur toutes les parties de l'hôtel ; il sait d'ailleurs que le voyageur qui descend chez lui, aura le plus souvent des bagages, des marchandises. Donc le voyageur qui entre dans l'hôtel, et à partir du moment même où il y est entré, est en droit d'espérer y trouver toutes les garanties de sécurité désirables tant pour

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du prêt et du dépôt*, n. 1199.

(2) Sourdat. *Traité de la Responsabilité*, n. 941. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 114.

sa personne que pour les divers objets qui peuvent l'accompagner. Ce n'est pas à lui de prévenir l'hôtelier de son arrivée ; ce dernier en vertu de son état « doit, par lui ou par ses préposés, surveiller d'une façon continue, toutes les parties de l'hôtel et de ses dépendances. » (1)

En troisième lieu, le contrat qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier, ne se forme pour ainsi dire jamais par écrit ; il s'établit presque toujours en vertu d'un accord tacite ; il résulte ou bien de l'introduction des objets dans l'hôtel, ou bien de la remise des effets à l'hôtelier, lorsque le voyageur le jugera plus à propos. — « Il se forme, dit Domat, une convention entre l'hôtelier et le voyageur, par laquelle l'hôtelier s'oblige envers ce dernier de loger et de garder ses hardes, chevaux et autres équipages, et le voyageur de sa part, s'oblige à payer la dépense » (2). Mais si la responsabilité de l'hôtelier résulte d'une convention presque toujours tacite, il n'en est pas moins vrai qu'il y a contrat ; l'engagement des aubergistes ou hôteliers ne rentre pas dans la classe des engagements qui se forment sans convention.

Enfin, notre manière de voir est encore confirmée par le rapprochement de l'art. 1952 avec le texte de l'Ordonnance de 1667 : *

(1) Guillaouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 144.

(2) Domat. *Lois civ.* Liv. I. Tit. 16. Sect. 1.

« N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour dépôt faits en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse..... »

Ainsi l'Ordonnance de 1667 semble dire que l'hôtelier n'est responsable que dans le cas où les effets auront été donnés expressément en garde à l'aubergiste. — Au contraire, l'art. 1952 s'exprime d'une façon beaucoup plus générale en déclarant les hôteliers responsables « des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux », et par là même il rejette toute restriction semblable à celle admise par l'Ordonnance de 1667.

Au reste, notre opinion est encore corroborée par un arrêt de la Cour de Colmar du 8 avril 1843 (1); en voici les considérants qui nous intéressent plus particulièrement.

« Attendu qu'il est constant que le 5 juillet 1843, le charretier de Goulet est entré avec son chargement dans la cour de l'auberge tenue par Boucherel, que dès cet instant les marchandises conduites par Bouteiller ont été placées sous la surveillance de l'aubergiste, et que dès cet instant également la responsabilité de celui-ci s'est trouvée engagée dans les limites établies par les art. 1952 et 1953 c. civ. »

M. Baudry-Lacantinerie est partisan, ainsi que nous l'avons vu plus haut, de l'opinion opposée à celle

(1) D. 49. 5. 344

que nous venons de développer. Son argumentation est basée sur les deux points suivants :

1° « D'abord, dit-il, on ne comprendrait pas que l'hôtelier fût tenu de surveiller des effets dont il ne connaît même pas l'existence dans son hôtel » (1).

A cela nous avons répondu avec M. Guillouard que, l'hôtel étant un lieu ouvert à tout le monde, l'hôtelier était tenu par là même et en vertu de sa profession d'exercer une surveillance des plus étroites et des plus rigoureuses sur toutes les parties de son hôtel.

« Vainement, dit Troplong, l'hôtelier prétendrait-il cause d'ignorance !! Il n'a pas besoin de connaître en détail les objets reçus dans son hôtel. Si sa surveillance est exacte, il protégera par sa bonne et soigneuse administration les personnes et les choses qui ont eu accès chez lui. En un mot, l'art. 1952 n'exige rien de plus pour faire naître la responsabilité, que l'apport dans l'hôtel. Et en cela il est conforme au droit romain et à l'ancienne jurisprudence. C'est ainsi qu'un aubergiste fut déclaré responsable d'un vol commis au préjudice d'un voyageur, qui était arrivé chez lui à deux heures après minuit, et qu'il n'avait pas vu entrer. Une hôtellerie doit être sûre à toute heure ; la surveillance ne s'y doit jamais ralentir » (2).

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1199.

(2) Troplong. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 218.

2° « Ensuite, poursuit M. Baudry-Lacantinerie, la responsabilité de l'hôtelier est une responsabilité essentiellement contractuelle, et dans l'hypothèse que nous envisageons, il n'y a pas de contrat » (1).

Assurément, la responsabilité de l'hôtelier est une responsabilité contractuelle ; sur ce point, nous sommes absolument du même avis que M. Baudry-Lacantinerie. Mais de ce que, dans notre hypothèse, l'engagement des aubergistes et hôteliers résulte d'un accord tacite, il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un contrat ; de ce fait, l'argument de M. Baudry, Lacantinerie tombe.

Aussi persistons nous dans notre opinion première ; c'est désormais pour nous un point acquis ; la responsabilité de l'hôtelier commence à partir du moment où les effets apportés par le voyageur sont entrés dans l'hôtel, que ce soit à la connaissance ou à l'insu de l'hôtelier.

Il est mêmes certains cas où la responsabilité de l'aubergiste commence avant que les effets du voyageur aient été introduits dans l'hôtel. Ainsi, il n'est pas rare dans certaines localités, lorsqu'on arrive par le chemin de fer, de voir dans la cour de la gare une longue série d'omnibus d'hôtels, dont les préposés sont souvent très empressés auprès des voyageurs. Un voyageur débarquant du train remet

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt* n. 4499.

son bulletin de bagage au conducteur de l'un de ces omnibus, nul doute qu'à partir de ce moment, la responsabilité de l'hôtelier ne soit engagée, en sorte que, si les colis ainsi confiés au préposé de l'hôtelier viennent à être perdus ou détériorés, l'hôtelier en sera certainement responsable aux termes des art. 1952 et s. c. civ. — La solution serait d'ailleurs la même, si le voyageur avait renoncé au dernier moment à loger dans l'hôtel dont il avait pris l'omnibus à la gare, par exemple en raison de ce fait que toutes les places étaient occupées dans l'hôtel au moment de son arrivée (1).

Avant d'arriver dans une localité le voyageur s'est fait précéder dans l'hôtel où il a l'intention de descendre par divers colis (marchandises, effets, etc...), l'hôtelier en sera responsable aux termes de l'art. 1952 c. civ. — Cette responsabilité de l'hôtelier aura encore lieu pour les effets que le voyageur aura introduits dans l'hôtel, ou pour les divers objets qu'il se sera fait adresser à l'hôtel, et ce pendant toute la durée du séjour du voyageur dans l'hôtel (2).

Mais bien entendu, cette responsabilité cesse à partir du moment où le voyageur a quitté l'hôtel ; ainsi, au moment de son départ, le voyageur confie des objets à l'hôtelier, par exemple pour les remettre

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1195 et 1201.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1196.

à un tiers ; on n'est plus alors dans l'hypothèse du dépôt d'hôtellerie, mais bien dans celle du dépôt ordinaire (1).

« Mais, dit M. Guillouard, si le voyageur, en quittant l'hôtellerie, lui confie (à l'hôtelier) un objet pour le remettre à un tiers qui viendra l'y chercher, il n'y a plus le dépôt d'hôtellerie, mais un dépôt ordinaire régi par les articles 1921 et suivants. Le voyageur a choisi l'hôtelier pour recevoir ce dépôt comme il aurait choisi une autre personne, et il n'y a rien de nécessaire dans ce dépôt » (2).

La Cour de Cassation, ayant eu à se prononcer sur un cas identique à celui que nous discutons, l'a tranché dans le sens ci-dessus indiqué :

« Attendu, en droit, dit l'arrêt, que si l'on doit considérer comme nécessaire le dépôt des effets apportés dans l'auberge par le voyageur qui loge chez l'aubergiste, il n'en est pas de même des effets apportés chez lui pour être gardés et rendus à des tiers, après le départ du voyageur ; que, dans ce cas, les effets sont censés remis à l'aubergiste à titre de confiance et d'amitié, hors de sa qualité, *extra negotium cauponæ* » (3).

Mais que faut-il décider dans le cas où une personne confie des objets à l'hôtelier, pour que

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1202.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 141.

(3) Cass. 10 janv. 1832. *Sirey*, 32. 1. 91.

celui-ci les garde un certain temps et les remette ensuite à une autre personne qui descendra plus tard dans l'hôtel ?

La question est discutée, mais nous pensons, avec MM. Laurent (1), Guillouard (2) et Baudry-Lacantinerie (3), qu'un pareil dépôt est un dépôt ordinaire, régi comme tel par les art. 1921 et suiv. c. civ.

« Ce dépôt, dit M. Guillouard, n'a encore rien de nécessaire : le déposant pouvait garder chez lui, ou confier à un autre qu'à l'hôtelier, les objets qu'il lui a remis en prévision de l'arrivée chez lui du voyageur » (4).

A la vérité, Pont (5) est d'un avis contraire, et son opinion se trouve confirmée par un arrêt de la Cour de Paris, en date du 6 avril 1829 (6) : d'après cet arrêt, le dépôt d'une somme d'argent aux mains de l'hôtelier, par le mandataire d'une personne qui, par elle ou par son voiturier, logeait dans l'hôtel, pour que cette somme soit remise au propriétaire ou au voiturier, doit être regardé comme un dépôt nécessaire. Au reste, cet arrêt, qui constitue une exception, paraît avoir été inspiré par des circonstances spéciales à la cause.

(1) Laurent. Tome 27. n. 154.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 141 *in fine*.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du prêt et du dépôt*, n. 1204.

(4) Guillouard. *Du dépôt et du séquestre*, n. 141 *in fine*.

(5) Pont. *Des Petits Contrats*. I. n. 534.

(6) Paris, 6 avril 1829. *Sirey*, 1829. 2. 154.

Maintenant, l'hôtelier est-il responsable des effets d'un voyageur qui loge ailleurs que dans l'hôtel où il a déposé lesdits effets ?

« L'aubergiste, dit M. Baudry-Lacantinerie, ne répond pas, dans les termes de l'art. 1952, des effets déposés par un voyageur qui loge ailleurs, car l'art. 1952 parle seulement du voyageur qui loge chez l'aubergiste auquel sont confiés ses effets » (1).

Nous croyons, contrairement à l'opinion de M. Baudry-Lacantinerie, que dans cette hypothèse, l'hôtelier est pleinement responsable. L'hôtelier, en effet, accomplit un acte qui rentre dans l'exercice de sa profession ; au reste, il est à presumer qu'il percevra un salaire en raison du dépôt qui lui a été confié, et de ce chef sa responsabilité devra être appréciée plus sévèrement.

La jurisprudence s'est d'ailleurs prononcée à maintes reprises dans ce dernier sens :

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Metz, du 17 avril 1812 (2), que c'est mal à propos que Jacques Ehrard a prétendu que sa responsabilité ne pouvait avoir lieu, aux termes dudit article, qu'autant que le voyageur, en déposant ses effets et marchandises dans une auberge, y logerait lui-même, et qu'au cas particulier il était convenu que Daniel Frey, aussitôt après son arrivée, avait dételé le cheval de

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1201.

(2) Metz, 17 avr. 1812. Dalloz. *Rép. alphab.* v. *Dépôt*, n. 160.

sa voiture et était allé chez ses parents, à quelque distance de là, que la loi, à la vérité, a pu supposer que le voyageur accompagnerait et logerait là où étaient ses effets ; mais qu'en supposant qu'il s'en serait séparé pour aller ailleurs, pour ses affaires ou autrement, elle n'a pas entendu qu'on pourrait en abuser pour lui voler ou laisser enlever les marchandises qu'il a été forcé de loger dans une auberge placée sur sa route ; que la garantie doit subsister dans tous les cas où des effets confiés à celui qui, par état, annonce au public qu'il les recevra dans sa maison ; qu'autrement il vaudrait autant les laisser sur la route et les confier à la foi publique. »

« Considérant, dit un autre arrêt de la Cour de Rennes du 26 décembre 1833 (1), que les termes de l'art. 1952, sont énonciatifs et non limitatifs ; d'où il suit que cette dénomination générale d'effets comprend évidemment les marchandises et autres objets, et qu'il est indifférent pour l'application de ces principes, que le voyageur ait ou n'ait pas séjourné dans le lieu du dépôt, puisqu'il est beaucoup de cas où, comme dans l'espèce, ce dépôt nécessaire a pu s'effectuer sans que le propriétaire des effets, animaux ou marchandises qui en ont été l'objet, ait logé dans l'hôtellerie où ils avaient été reçus ; . . . »

L'hôtelier serait encore responsable des effets du

(1) Rennes, 26 déc. 1833. Dalloz. *Rép. alphab.* v. *Dépôt.* n. 170.

voyageur, même dans le cas où le voyageur arriverait à l'hôtel dans un état plus ou moins grands d'ébriété, « car, dit M. Baudry-Lacantinerie, le dépôt ne s'en est pas moins effectué par le consentement des deux parties » (1).

SECTION IV

Des Personnes Responsables

Aux termes de l'art. 1952 c. civ. « les aubergistes ou hôteliers sont responsables..... » Que faut-il entendre par ces mots aubergistes ou hôteliers ? En d'autres termes, car toute la question est là, faut-il leur donner un sens restrictif, ou bien au contraire faut-il étendre les dispositions de l'art. 1952 aux personnes qui, exerçant des professions similaires à celles des aubergistes et hôteliers, sont appelés à recevoir des dépôts du genre de ceux que l'on fait dans les hôtels ?

Dans une première théorie, soutenue autrefois par Duvergier (2) et reprise de nos jours par M. Baudry-Lacantinerie (3), les mots aubergistes et hôteliers de l'art 1952 doivent être interprétés restrictivement ; l'art. 1952 ne doit s'appliquer qu'aux seules personnes qui font profession de loger des voyageurs.

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1200.

(2) Duvergier. n. 522.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1237.

Voici la façon dont on raisonne dans cette théorie :

La responsabilité édictée contre les aubergistes et hôteliers par l'art. 1952 c. civ., est, dit-on, une responsabilité exceptionnelle; or, c'est un principe certain que les dispositions exceptionnelles ne sont faites qu'en vue des cas qu'elles visent directement, elles ne sauraient être étendues à des cas analogues; en d'autres termes, elles sont de stricte interprétation. Cela se comprend d'ailleurs aisément, ajoute-t-on dans cette théorie ; plus une disposition de loi est rigoureuse et plus il est nécessaire de la restreindre aux cas pour lesquels elle est faite.

« Les textes relatifs au dépôt d'hôtellerie ont un caractère exceptionnel. Or ils parlent des aubergistes ou hôteliers ; si cette expression doit être considérée comme comprenant tous ceux qui font profession de loger les voyageurs, elle doit néanmoins être interprétée restrictivement et ne s'applique pas à toutes les personnes qui font profession de recevoir, moyennant salaire, chez elles les objets d'une nature déterminée qu'on voudra leur déposer ou les personnes qui se présenteront » (1).

La majorité des auteurs estime, contrairement à l'avis des deux auteurs précédents, qu'il y a lieu d'étendre les dispositions des art. 1952 à 1954 c. civ. : « les art. 1952 à 1954 ne s'appliquent pas seulement

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1237.

aux hôteliers, mais à tous ceux qui, soit par leur profession, soit à raison d'un fait passager, se trouvent chargés de veiller à la conservation d'objets déposés chez eux, comme l'hôtelier à la conservation des effets du voyageur » (1).

En se servant dans les art. 1952 et s. c. civ. des expressions « aubergistes et hôteliers », les rédacteurs du Code civil ont tout simplement pris à titre d'exemple cette profession d'aubergiste ou d'hôtelier, mais sans vouloir aucunement exclure toute autre profession similaire ; en somme, il n'y a là qu'un exemple pris entre mille autres. Mais, dira-t-on, pourquoi le législateur a-t-il précisément choisi cet exemple particulier ? Sans doute parce que c'est là le cas qui se présentera le plus fréquemment. Ainsi donc par ces mots aubergistes et hôteliers, le législateur a voulu viser toutes les personnes qui « s'offrent au public pour recevoir chez elles, moyennant salaire, des objets qui y sont déposés sans entente préalable, comme conséquence de la profession du depositaire et par suite de l'appel général qu'il fait au public » (2). Quoi de plus naturel que de soumettre à des dispositions rigoureuses et spéciales ceux que leur profession appelle à recevoir quotidiennement des dépôts.

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 135. — V. également dans le même sens : Laurent, xxvii, n. 147. — Huc, xi, n. 256 et 257.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 135.

Ensuite, n'est-ce pas là le cas d'appliquer la maxime : *ubi eadem ratio idem jus*. L'art. 1952 ne dit pas seulement que les aubergistes et hôteliers sont responsables, il ajoute ces mots qui sont assez significatifs par eux-mêmes : ils sont responsables comme dépositaires. Dès lors la règle générale qui se dégage de l'étude des art. 1952 et suiv. c. civ. est la suivante : quiconque fait profession de recevoir une personne apportant avec elle des objets qui exigent une surveillance plus ou moins étroite suivant le cas doit être considéré comme un dépositaire nécessaire ; à ce titre, il est responsable dans les termes des art. 1952 et suiv. c. civ. Là où les motifs sont identiques, la règle à appliquer doit être la même.

« Si la loi ne parle que des aubergistes et hôteliers, dit Laurent, c'est que la disposition est traditionnelle et que les termes sont traditionnels ; seulement ces termes doivent être étendus à des personnes qui ne sont pas, à proprement parler, des aubergistes, mais dont la situation est identique, puisqu'ils sont aussi des dépositaires nécessaires et intéressés » (1).

La théorie de l'interprétation extensive des art. 1952 et suiv. c. civ. est confirmée :

1° Par l'avis du Conseil d'Etat du 10 octobre 1844 (2).

« Le Conseil d'Etat..... Considérant que les

(1) Laurent. xxvii. n. 147.

(2) A Carpentier. *Codes et Lois, Lois et Décrets*, page 198. — *Bull. des Lois*, 4^e S. B. 398, n. 7374.

motifs qui ont dicté la peine portée contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie, s'appliquent évidemment aux vols commis dans une maison ou hôtel garni ; qu'il résulte d'ailleurs des articles 73, 154 et 475 c. pén., que le législateur a employé indistinctement, tantôt les expressions d'aubergistes et hôteliers, comme dans le premier de ces articles, tantôt celles des logeurs et aubergistes, comme dans le second, tantôt celles d'aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, comme dans le troisième, pour assujettir les personnes désignées sous ces différentes dénominations aux mêmes obligations et à la même responsabilité ; qu'ainsi si les mots de maison ou hôtel garni ne se trouvent pas littéralement répétés dans l'art. 386, on ne peut douter qu'ils n'y soient implicitement compris sous les expressions génériques d'auberge ou hôtellerie, — est d'avis, — que la peine de réclusion portée par l'art. 386 c. pén., contre les vols commis dans une auberge ou hôtellerie, est applicable aux vols commis dans une maison ou hôtel garni. »

Ainsi, voilà un texte qui ne craint pas de faire déjà une assimilation grosse de conséquences entre les aubergistes et hôteliers d'une part, et les logeurs en garni d'autre part ; or, s'il y a une matière où l'interprétation restrictive soit de rigueur, c'est bien le droit pénal ! Et ce qui donne encore plus de poids à l'autorité déjà grande de l'avis du Conseil d'Etat, c'est que cet avis a été suivi par la Cour de Cassation,

laquelle a décidé à maintes reprises que les mots aubergistes et hôteliers employés par les articles précités du Code pénal désignaient tous ceux qui font métier de fournir aux voyageurs le logement et la nourriture, moyennant une certaine rétribution ; tels sont, par exemple, les loueurs de maisons garnies (1). Or, si l'assimilation a été faite en droit pénal, où tout est de droit strict, à plus forte raison est-il permis de la faire en droit civil, où la règle de l'interprétation restrictive a toujours été appliquée avec beaucoup moins de rigueur qu'en droit pénal.

2° Par la loi du 25 mai 1838 (2).

L'art. 2 de cette loi est ainsi conçu :

« Les juges de paix prononceront, sans appel, jusqu'à la valeur de cent francs, et, à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance. — Sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépenses d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel. »

Ainsi, voilà encore une loi qui assimile à un autre point de vue, au point de vue de la compétence des juges de paix les aubergistes et hôteliers aux logeurs en garni ; c'est donc bien l'interprétation extensive qui est la seule vraie, la seule conforme à l'esprit de nos législateurs.

(1) Voir notamment : Req. 20 mars, 72. D. 72. 1. 343.

(2) *Code Carpentier, Codes et Lois. Lois et Decrets.* page 372.

Ceci dit, nous allons maintenant passer à l'examen des principaux cas dans lesquels l'application des art. 1952 et suiv. c. civ. a été discutée.

Et tout d'abord, l'art. 1952 s'applique-t-il aux logeurs en garni ? Là dessus, pas de doute ; tous les auteurs sont d'accord (1), (ce qui prouve, entre parenthèse, le peu de solidité du système de l'interprétation restrictive). D'ailleurs, s'il pouvait subsister quelques doutes à cet égard, l'avis du Conseil d'Etat du 10 octobre 1811 et l'art. 2 de la loi du 25 mai 1837 auraient bien vite fait de les dissiper.

Et cependant, le logeur en garni n'est pas un véritable hôtelier ; l'hôtelier est celui qui fournit à la fois aux voyageurs le logement et la nourriture ; le logeur en garni, à la différence de l'hôtelier, ne fournit, que le logement, il ne fournit pas la nourriture. Par conséquent, les partisans de l'interprétation restrictive, pour rester logiques avec eux-mêmes, devraient, ce semble, décider que l'art. 1952 est inapplicable aux logeurs en garni. Ils n'osent pas aller jusque-là, mais il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont à cet égard en contradiction avec leurs doctrines, car autre chose est un hôtelier, autre chose est un logeur en garni.

(1) La jurisprudence est également en ce sens. — Jugé notamment qu'un logeur en garni est responsable dans les termes de l'art. 1952, vis-à-vis de ses clients qu'il loge à la nuit ou au mois (Trib. Seine, 20 janv. 83. Gaz. Pal. 84. 1. 93).

Au surplus, l'assimilation faite entre les hôteliers et les logeurs en garni, se comprend parfaitement. « L'art. 1952, dit Laurent (1), s'applique aux hôtels garnis. Ils sont assimilés aux auberges, parce que ceux qui y occupent des appartements y doivent trouver la même sécurité qu'ils auraient dans un hôtel proprement dit ; le dépôt qu'ils y font de leurs effets est aussi un dépôt nécessaire en ce sens que les voyageurs doivent déposer leurs effets là où ils logent ; la situation est donc identique, c'est plus que de l'analogie. »

Mais que faut-il décider à l'égard des propriétaires qui louent accidentellement des appartements en garni ? C'est là une question assez vivement discutée et sur laquelle trois opinions se sont fait jour.

Dans un premier système, qui a pour lui l'autorité de MM. Laurent (2) et Guillouard (3), on soutient que l'art. 1952 s'applique dans tous les cas à cette catégorie de personnes. Voici la façon dont on raisonne dans ce premier système.

Lorsque, au moment d'une affluence plus ou moins grande d'étrangers dans une localité ou pour tout autre motif, un propriétaire consent à louer accidentellement des appartements en garni, il est bien évident qu'alors, tout comme un logeur de profession, il fait des offres au public, tout comme

(1) Laurent. T. 27. n. 148.

(2) Laurent. T. 27. n. 149.

(3) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 136.

un logeur de profession, il accepte toute personne qui se présente à la condition par cette dernière de payer un prix convenu et déterminé.

Ensuite, les art. 1952 et suiv. c. civ. ont été écrits dans l'intérêt des voyageurs ; or, cet intérêt est le même soit qu'on loge dans un hôtel soit qu'on loge dans un appartement en garni. N'est-ce pas là le cas d'appliquer la règle : *ibi eadem ratio, idem jus*. « Est-ce que, dit Laurent (1), les logeurs à temps ne doivent pas offrir aux voyageurs qu'ils reçoivent les mêmes garanties que les logeurs de profession ? Le dépôt est nécessaire ; dans l'une ou l'autre hypothèse, la situation des voyageurs est la même ; là où la situation est identique, la décision doit être la même. »

On objecte à ce système que le propriétaire, à la différence du logeur en garni, ne paie pas patente. Mais, disent les partisans du système, il est aisé de répondre à une pareille objection. Si le propriétaire ne paie pas patente, c'est tout simplement parce qu'il n'exerce qu'accidentellement la profession de logeur en garni ; on sait, en effet, que, pour que la patente soit due, il faut qu'il y ait exercice d'une profession, en d'autres termes accomplissement habituel des actes qu'elle comporte. « C'est à raison de ce motif, dit M. Guillouard (2), que la loi de 1844

(1) Laurent. T. 27. n. 149.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 136.

a exempté les propriétaires qui louent accidentellement des appartements en garni, mais cette exemption ne fait pas qu'à tous les autres points de vue, pendant que dure cette location, ils ne soient des logeurs en garni. » — Au reste, la question de la patente est une question purement fiscale, qui n'a rien à voir avec la question de responsabilité dont nous nous occupons en ce moment.

La conclusion de ce système est donc la suivante : l'art. 1952 est toujours applicable aux propriétaires qui louent d'une façon accidentelle des appartements en garni.

Dans un second système (c'est celui de la jurisprudence), on décide que l'art. 1952 n'est jamais applicable à cette catégorie de personnes dont nous parlons.

M. Sourdat, partisan de ce système, s'exprime à ce sujet, dans les termes suivants : « L'art. 1952 ne s'applique pas aux personnes qui, sans en faire leur profession, louent en garni tout ou partie de leurs maisons à des étrangers qui viennent y résider pendant un espace de temps plus ou moins long » (1).

Les principaux arguments sur lesquels s'appuie ce système, sont au nombre de trois :

1° Les maisons ainsi louées en garni ne sont pas offertes au public par leurs propriétaires.

2° Ces propriétaires ne paient pas la patente.

3° Les propriétaires ne possèdent pas les clefs de

(1) Sourdat. *Traité de la Responsabilité*.

l'appartement, c'est le locataire qui les a ; dans ces conditions, il est pour ainsi dire impossible au propriétaire d'exercer une surveillance étroite sur les effets du voyageur.

Cette argumentation se trouve exposée dans un arrêt de la Cour de Nîmes, du 18 mai 1825 (1) :

« Attendu, dit cet arrêt, que s'il était juste que la responsabilité qui pèse sur les hôteliers et aubergistes, relativement aux effets apportés chez eux, s'étende aux simples logeurs, et à ceux qui, par état, louent des chambres garnies, afin que les étrangers qui arrivent dans une ville, et qui sont forcés de choisir, dans un nombre déterminé de maisons publiques, celle où ils logeront, trouvent, pour leur sûreté, la même garantie, quelle que soit d'ailleurs l'espèce particulière de cette maison, puisqu'elles sont toutes soumises aux mêmes règlements, à la même surveillance de l'autorité, et qu'elles sont toutes, par suite, désignées comme devant inspirer la même confiance, on ne peut pas en conclure que les dispositions de la loi, à cet égard, puissent être applicables à la généralité des propriétaires d'une ville qui pour un temps de foire, ou pour le cas d'une affluence extraordinaire d'étrangers, louent leurs propres maisons, quand bien même ils loueraient en détail et en garni, chacun des appartements qui les composent ;

(1) Nîmes, 18 mai 1825, *Sirey*. 1825. 2. 301.

« Que cette location momentanée ne produit pas l'effet de changer leur qualité de simples propriétaires, en celle de logeurs ou de loueurs en garni, tels que le comprend la loi, puisqu'ils ne contractent aucun engagement général ; que leurs maisons ne deviennent pas publiques, et qu'ils ne paient aucune patente à cet effet »

Ces divers arguments n'offrent, à vrai dire, qu'une solidité des plus superficielles ; nous les avons d'ailleurs réfutés par avance au cours de l'exposition du système de MM. Laurent et Guillouard, ce qui nous dispensera d'y revenir à cette place.

Il existe enfin un système éclectique, dont M. Baudry-Lacantinerie est le promoteur. — L'art. 1952, dit-on dans ce système, ne s'applique pas d'une façon aussi absolue que le prétendent les partisans du premier système ; il est de toute nécessité de faire une distinction.

« L'art 1952, dit M. Baudry-Lacantinerie (1), ne s'applique pas à ceux qui accidentellement louent une chambre garnie à une personne qu'ils connaissent, ou sur laquelle ils ont des renseignements particuliers, en un mot à raison des qualités personnelles du locataire ; »

Dans ce cas, en effet, on ne saurait prétendre raisonnablement que le propriétaire est un logeur

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1239.

en garni ; là, il est juste de dire qu'il ne s'offre pas au public, qu'il n'accepte que certaines personnes réunissant des conditions bien déterminées, et non pas tous ceux qui se présentent.

C'est dans cet ordre d'idées que le Tribunal civil d'Abbeville (1) a jugé que le propriétaire d'une maison qui en loue une partie en garni pour la saison des bains de mer, sans habiter lui-même cette maison, sans la tenir ouverte au public, et sans y exercer aucune ingérence, ni aucun service intérieur, ne saurait être assimilé à un aubergiste ou à un hôtelier ; en conséquence, les dispositions de l'art. 1952 ne lui sont pas applicables. Dans cette hypothèse particulière, le propriétaire doit être regardé non comme un logeur en garni, mais comme un véritable bailleur.

Mais la solution serait tout autre, si un propriétaire consentait des locations en garni à l'occasion d'une affluence extraordinaire d'étrangers, par exemple, en raison d'une saison de bains de mer, d'une foire, d'un marché, d'un concours régional, d'une exposition, d'une fête etc.... Dans ces différents cas, les raisons invoquées par les partisans du premier système sont des plus fondées ; l'unique différence qui existe entre le logeur en garni et le propriétaire dont nous parlons, c'est que ce dernier n'exerce sa profession que d'une façon accidentelle,

(1) T^{al} C^{il} Abbeville, 27 déc. 1898. Rec. Amiens. 1899. 61.

mais comme le dit excellemment M. Guillouard, « pour n'exercer qu'accidentellement la profession de logeur en garni, ces propriétaires n'en sont pas moins des logeurs en garni pendant le temps où ils louent leurs appartements avec cette destination » (1).

Les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à déclarer que lorsqu'il y a habitation prolongée de la part du locataire en garni, il n'y a plus lieu d'appliquer l'art. 1952 c. civ. ; l'hôtelier, le logeur doivent dans ce cas être considérés comme des bailleurs, et à ce titre ils ne sont astreints à aucune surveillance spéciale. Les art. 1952 et suiv. c. civ. ont été, en effet, écrits dans l'intérêt des voyageurs ; or on ne peut considérer comme tel l'individu qui loue un appartement pour un temps prolongé d'habitation.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de Lyon (2), que, dans l'espèce, l'appelant ayant loué une chambre ou un logement pour un temps prolongé d'habitation, ne peut-être assimilé à un voyageur ; — Que, pour cette raison, des objets perdus ou volés à son préjudice ne rentrent pas dans la catégorie des choses apportées à titre de dépôt nécessaire, et qu'ainsi l'intimé n'en est pas responsable dans les termes des art. 1952 et 1953 c. civ. »

« Attendu, dit un autre jugement, du Tribunal

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 135.

(2) T. civ. Lyon, 24 mai 1899. D. 1899. 2. 443.

civil de la Seine (1), que Graindorge a pris son domicile dans ladite maison depuis plusieurs années : qu'il l'habite encore ; qu'il y a apporté tous ses effets et qu'il ne peut dès lors être considéré comme un voyageur ; — Attendu, par suite, que les objets qui lui ont été volés ne peuvent rentrer dans la catégorie des choses apportées à titre de dépôt nécessaire... etc. »

On trouve encore dans la jurisprudence une autre espèce du même genre : les sieurs Hublot et Trudeau, marchands de blé, avaient loué à l'année à un hôtelier des magasins pour leur servir d'entrepôt pour leurs marchandises et un appartement dont ils se servaient comme bureau ; dans la journée du 22 déc. 1856, une somme d'environ 5000 fr. leur fut dérobée dans cet appartement ; en cette occasion, ils assignèrent en justice l'hôtelier pour la faire déclarer responsable de ce vol. Mais le Tribunal civil de Saumur, et après lui, la Cour d'Angers déboutèrent les sieurs Hublot et Trudeau de leur action.

« Considérant, dit l'arrêt, que Hublot fils et Comp. ne sauraient être entièrement considérés dans l'auberge de la veuve Vincent comme de simples voyageurs, qu'il est constant, en fait, qu'outre la location à l'année d'un magasin, ils avaient établi dans la chambre qu'ils occupaient

(1) T. civ. Seine (5^e Ch.) 15 déc. 1901. Gaz. Pal. 1902. 1. 179.

leur bureau d'affaires, recevant le prix des marchandises vendues, payant celles qu'ils avaient achetées, ayant affaire à de nombreuses personnes formant leur clientèle, se rendant près desdits Hublot et Comp., entrant et sortant, en dehors de la surveillance ordinaire de l'aubergiste » (1).

Ces diverses solutions généralement approuvées sans restriction par les auteurs ne laissent pas cependant de donner prise à quelques difficultés. — Tout d'abord, l'individu qui loue un appartement en garni a toujours le droit, semble-t-il, d'exiger du logeur une surveillance des plus rigoureuses pour toutes les choses qui lui appartiennent, et cela quelle que soit la durée de son séjour dans l'hôtel. — Ensuite, que signifient exactement ces mots « habitation prolongée » ? Pendant combien de temps faudra-t-il occuper un appartement pour avoir la qualité de voyageur ? pendant combien de temps faudra-t-il occuper le même appartement pour perdre cette qualité et acquérir celle de locataire ? Il y a là, en somme, toute une série de graves difficultés, laissées à l'appréciation des juges du fait, qui, dans les cas particuliers qui leur sont soumis, prendront souvent en considération les circonstances spéciales à la cause.

Doit-on appliquer l'art. 1952 aux cafetiers, traiteurs, restaurateurs, etc. . . ?

(1) Angers. 15 juillet 1837. D. 1837. 2. 167.

Merlin (1), Troplong (2), Sourdat (3) enseignent que l'on doit considérer comme un dépôt nécessaire celui qui est fait chez un cafetier ou un restaurateur.

« Je pense avec M. Merlin, dit Troplong, que l'art. 1952 s'applique..... aux teneurs de billards et de cafés, aux restaurateurs..... Les raisons de décider sont absolument les mêmes que pour les aubergistes et hôteliers, et la nature des choses serait blessée si l'on mettait dans la jurisprudence une différence que la raison ne comporte pas. D'ailleurs, les arrêts rendus en matière criminelle n'ont pas reculé devant des assimilations de cette nature ; les jugements des tribunaux civils ne sauraient être plus timides ».

C'est dans cet ordre d'idées que le Tribunal de Paix de Paris a jugé le 31 mai 1889 (4) qu'un restaurateur doit être déclaré responsable de la perte d'effets d'habillement confiés par un consommateur à un garçon de ce restaurant.

Pour Laurent (5), la question qui nous occupe est plutôt une question de fait qu'une question de droit, abandonnée comme telle à l'appréciation des tribunaux, juges souverains en cette matière.

(1) Merlin. *Questions*. v. Dépôt nécessaire.

(2) Troplong. *Dépôt*. n. 229.

(3) Sourdat. *Traité de la Responsabilité*. T. II. p. 939.

(4) Trib. paix Paris, 31 mai 1889 (*J. La Loi*, 6 juill. 1889).

(5) Laurent. Tome 27. n. 150.

La jurisprudence et avec elle MM. Guillouard (1) et Baudry-Lacantinerie (2), estiment au contraire que les articles 1952 et s. c. civ. ne sauraient s'appliquer aux diverses catégories de personnes dont nous parlons en ce moment.

Si l'on peut prétendre, d'ailleurs avec raison selon nous, que les art. 1952 et s. c. civ. sont applicables à tous ceux qui reçoivent des dépôts nécessaires, au moins ne doit-on pas étendre leur application à des cas où il n'y a pas de dépôt nécessaire. -- Un consommateur vient s'asseoir à la devanture d'un café, un pensionnaire vient prendre son repas à son restaurant habituel ; s'ils ont sur eux des vêtements ou des objets précieux, c'est à eux à ne pas s'en dessaisir, ou dans tous les cas s'ils consentent à s'en défaire momentanément, c'est à eux à ne pas les perdre de vue et partant à les placer dans leur voisinage. Le devoir du maître de l'établissement n'est pas de veiller sur les différents objets que peuvent apporter avec eux les consommateurs, c'est tout simplement de fournir les consommations ou les repas qui lui sont demandés par les clients. — On voit donc qu'en ce qui concerne les cafetiers et restaurateurs, et contrairement à ce qu'avancent les partisans du premier système, les raisons de

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 139.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1241.

décider ne sont pas du tout les mêmes que pour les aubergistes et hôteliers.

La jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion de se prononcer sur cette question, et presque toujours elle l'a tranchée dans le sens que nous adoptons.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 27 juin 1896 (1), que les consommateurs, dans les cafés et restaurants, peuvent toujours conserver près d'eux et surveiller par eux-mêmes les objets qu'ils apportent, sans être obligés de se reposer de ce soin sur le personnel de l'établissement, qui ne pourrait que difficilement s'en acquitter en l'absence d'un vestiaire avec surveillance spéciale. »

« Attendu, dit un autre jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 23 juin 1899 (2), que, d'ailleurs, il n'y a aucune analogie entre le consommateur qui, dans un café, peut garder ses vêtements sur lui, ou à portée de sa vue, et le voyageur qui est obligé de se confier entièrement à l'aubergiste ou à l'hôtelier chez qui il établit momentanément domicile. »

La solution serait la même si le vêtement ou l'objet perdus avaient été remis entre les mains d'un garçon de l'établissement, pour que ce dernier

(1) T^{al} C^{il} Seine, 27 juin 1896. G. P. 1896. 2. 524.

(2) T^{al} C^{il} Seine, 23 juin 1899. G. P. 1899. 2. 599. — Voyez dans le même sens : T^{al} C^{il} Seine, 30 juillet. D. 1875. 4. 220 (Note). et T^{al} C^{il} Pontoise, 30 novembre 1892. Loi 10 déc. 1892.

accroche le vêtement à un porte-manteau ou mette l'objet en lieu sûr ; un pareil fait ne saurait constituer un dépôt de nature à faire naître l'application des art. 1952 et s. c. civ. (1)

On a parfois opposé à cette jurisprudence un arrêt de la Cour d'Aix du 20 juin 1867 (2) ; hâtons-nous de dire que c'est bien à tort, car cet arrêt n'a nullement le sens qu'on lui prête en général. — La Cour d'Aix dit bien dans l'un de ses attendu « qu'on doit placer dans la catégorie des dépôts nécessaires ceux qui sont confiés par les consommateurs aux cafetiers et autres débitants de boisson à consommer sur place. » Mais il faudrait savoir que, dans l'espèce « ces cafetiers ou autres débitants de boissons » n'étaient autres que des gens qui recevaient chez eux des hommes pour y passer la nuit, et ce dans un but de libertinage ; en vérité, c'étaient de véritables logeurs, et c'est bien comme tels que la Cour d'Aix leur a appliqué les art. 1952 et s. c. civ.

« Attendu d'ailleurs, dit la Cour, qu'il résulte des documents de la cause que les époux Fabrou recevaient habituellement chez eux pour y passer la nuit des hommes qu'ils y attiraient par l'appât du libertinage ; que, sous ce rapport, ils peuvent donc être considérés comme hôteliers

(1) Tal paix Lyon, 19 février 1900. Mon. Lyon, 30 mars 1900.

(2) Aix, 20 juin 1867. D. 1867. 5. 332.

ou logeurs dans le sens des art. 1348 et 1952 c. nap. ».

L'art. 1952 ne s'applique pas aux maîtres de pension (1) ; le Tribunal civil de Caen l'a ainsi jugé en date du 12 mars 1888 (2). C'est qu'en effet la profession de maître de pension n'a aucune analogie avec celle d'hôtelier. Dans l'espèce, un sieur Geslin avait placé son fils dans un établissement d'instruction dirigé par un sieur Duval ; quelques mois après l'entrée de l'enfant, un incendie survint qui détruisit le pensionnat et tous les vêtements des élèves. Le sieur Geslin refuse alors de payer le prix de la pension dû à ce jour, prétendant opposer en compensation la valeur des vêtements à l'usage de son fils, qui avaient péri dans l'incendie. Le Tribunal rejeta les prétentions de M. Geslin et le condamna à payer la somme due par lui au maître de pension.

« Attendu, dit le jugement, que le maître de pension n'est pas, en ce qui concerne les effets de ses pensionnaires, un véritable dépositaire ; que le contrat qui intervient entre le maître de pension et les parents des élèves, tient du louage d'industrie et constitue surtout un mandat d'instruire et de surveiller ces derniers ; que l'objet du contrat est la personne des enfants ; qu'à ce principal se joint un accessoire, les vêtements et effets nécessaires à la

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du prêt et du dépôt*. n. 4247.

(2) T^{rib} C^{ivil} Caen, 12 mars 1888. Rec. Caen et Rouen 1889. 4. 133.

personne, que le maître a également mandat de surveiller ;

« Mais, attendu qu'en tant que les élèves ne sont pas dessaisis de ces objets, qui leur sont journellement indispensables, et qui sont à leur disposition dans un local où ils les prennent et les remettent au fur et à mesure de leurs besoins, on ne peut pas dire que le maître de pension, qui en a la garde dans une certaine mesure, en soit dépositaire, puisqu'il n'en connaît même pas la consistance exacte ; et que, ne pouvant les mettre en lieu sûr, hors de la disposition de l'enfant, qui en a constamment besoin, il n'en a plus la responsabilité absolue qu'il n'en a la disposition ; que les règles du dépôt ne sauraient donc lui être appliquées, mais celles du mandat » (1).

Dernièrement, la question s'est posée de savoir si l'on doit appliquer les art. 1952 et s. c. civ. à la Compagnie des Wagons-Lits ?

Tout le monde sait ce qu'est la Compagnie des Wagons-Lits et à quels besoins elle répond. Cette Compagnie assure aux voyageurs, moyennant une rétribution déterminée à l'avance, certaines conditions de luxe, de confort et de bien-être ; à cet effet, elle fait circuler sur les voies ferrées, tant en France qu'à l'étranger, des voitures aménagées d'une façon spéciale, « dans lesquelles elle met à la disposition

(1) T^{al} C^{iv} Caen, 12 mars 1888. Rec. Caen et Rouen, 1889. 1. 133.

dû public des compartiments munis de lits, des cabinets de toilette, un restaurant, et lui procure un service de domesticité » (1).

Il s'agit de savoir si la Compagnie des Wagons-Lits est un hôtelier au sens véritable du mot, responsable comme tel dans les termes des art. 1952 et suiv. c. civ. ? En somme, toute la question est là.

La jurisprudence, et avec elle, M. Baudry-Lacantinerie, dénie à la Compagnie des Wagons-Lits le caractère d'aubergiste ou d'hôtelier ; voici, au reste, les arguments sur lesquels on se fonde pour soutenir cette opinion.

Quelle est, dit-on dans cette théorie, la nature du contrat intervenu entre le voyageur d'un côté, et la Compagnie des Chemins de fer et la Compagnie des Wagons-Lits d'un autre côté ? — Ce contrat est tout simplement un contrat de transport et rien de plus ; la seule différence qu'on peut apercevoir, c'est qu'ici le contrat de transport est exécuté par deux Compagnies au lieu de l'être par une seule comme cela a lieu d'ordinaire. L'une de ces deux Compagnies, la Compagnie des Chemins de fer, a pour mission d'assurer le parcours d'un point déterminé à un autre point déterminé ; l'autre, la Compagnie des Wagons-Lits a pour but d'assurer ce même parcours, mais avec certaines conditions de luxe, de confort,

(1) Cass. 11 mai 1898. D. 1898. 4. 502.

de bien-être, etc.... Or, de ce que la Compagnie des Wagons-Lits met les voyageurs à même d'effectuer le trajet qu'ils ont à faire dans de meilleures conditions, cela ne change en rien la nature juridique du contrat qui reste toujours un contrat de transport ; en effet, c'est bien à titre de voyageur, que le voyageur a traité avec la Compagnie des Wagons-Lits, de même que c'est à ce titre qu'il a traité avec la Compagnie des Chemins de fer ; en conséquence, ce sont les règles du contrat de transport et non celles qui gouvernent le dépôt d'hôtellerie qu'il faut appliquer ici.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine du 25 nov. 1892 (1), qu'il résulte des traités de la Compagnie internationale des Wagons-Lits avec les Compagnies de Chemins de fer qu'elle constitue une véritable entreprise de transports de luxe ayant pour objet de procurer aux voyageurs, moyennant un supplément, des voitures plus luxueuses et plus confortables, et offrant certains avantages de commodité et de repos ; qu'elle a conclu dans ce but des conventions avec les Compagnies de Chemins de fer en vertu desquelles celles-ci mettent à sa disposition leur ligne et leur traction pour la circulation de ses voitures de luxe ; mais qu'en définitive ces voitures

(1) T^{al} C^{iv} Seine, 25 nov. 1892. D. 93. 2. 587. S. 93. 2. 407.

sont, comme les wagons ordinaires, soumises aux réglemens sur la police des chemins de fer ; que la Compagnie des Wagons-Lits n'est qu'un entrepreneur de transports opérant de concert avec les Compagnies de Chemins de fer,..... ».

Dans certains cas même, la Compagnie des Wagons-Lits se substitue complètement à la Compagnie des Chemins de fer, elle opère au lieu et place de cette dernière ; la Compagnie des Wagons-Lits, dit M. Baudry-Lacantinerie (1), est « un sous-voiturier qui remplit les obligations imposées au voiturier ».

Ainsi, aux termes des art. 4 et 5 d'une convention intervenue le 27 mars 1885 entre la Compagnie des Chemins de fer de l'Est et la Compagnie des Wagons-Lits, relativement à l'Orient-Express, la Compagnie des Wagons-Lits se substitue presque entièrement à la Compagnie de l'Est pour l'exploitation de ce train de luxe. La Compagnie de l'Est fournit tout simplement à la Compagnie des Wagons-Lits les voies, la traction et les billets de première classe ; le montant intégral de ces billets est d'ailleurs réservé à la Compagnie de l'Est qui en perçoit seule le bénéfice. La Compagnie des Wagons-Lits se charge seule d'assurer tant à Paris que dans les gares étrangères au réseau de l'Est,

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt* n. 1246.

le service de la délivrance des billets de voyageurs, de l'enregistrement des bagages au départ et de leur remise à l'arrivée. — Et il en est de même pour l'exploitation d'un autre train international, celui du Sud-Express.

Concluons donc avec un jugement du Tribunal civil de la Seine du 14 mai 1892 (1) que « la Compagnie des Wagons-Lits n'est qu'une entreprise de transports opérant de concert avec la Compagnie du Chemin de fer dont elle emprunte les lignes et la traction, procurant aux voyageurs qui se présentent et consentent à payer un supplément de prix, des places de luxe d'une nature particulière, se substituant même pour le Sud-Express, à la Compagnie du Chemin de fer, sauf en ce qui regarde la traction et les manœuvres, et assurant dans des conditions déterminées un service public de transports ».

En second lieu, ajoute-t-on, il est logiquement impossible d'assimiler la Compagnie des Wagons-Lits à un aubergiste ou hôtelier, d'assimiler un wagon-lit à une chambre d'hôtel. Qu'est-ce, en effet, qu'une auberge, une hôtellerie, un hôtel ? C'est, en un mot, une maison où on loge et nourrit les voyageurs pour de l'argent ; assurément, ces mots auberge, hôtellerie, hôtel n'ont pu avoir pour les rédacteurs de notre Code civil d'autre sens que

(1) T^{al} C^{il} Seine, 14 mai 1892. D. 93. 2. 479.

celui que nous venons d'indiquer ; Comment, en effet, auraient-ils pu prévoir les progrès scientifiques, industriels et économiques qui devaient s'accomplir après eux ? Comment auraient-ils pu se douter qu'un jour il existerait des wagons aménagés de telle sorte qu'on serait tenté de les identifier avec des hôtels ?

Tout d'abord, le wagon-lit est quelque chose d'essentiellement mobile, l'auberge au contraire est par sa nature même fixe ; une auberge roulante, voilà quelque chose qui n'est encore venu à l'idée de personne ! et tandis que l'auberge n'est occupée que par des gens qui séjournent au lieu où elle se trouve, le wagon-lit n'est occupé et n'a de raison d'être occupé que pendant qu'il se meut.

Ensuite, au point de vue de son organisation et de sa configuration, le wagon-lit diffère profondément de l'hôtel. Le wagon-lit présente l'aspect d'un véritable wagon divisé en compartiments garnis de banquettes ; assurément une combinaison ingénieuse permet bien de transformer dans chaque case ces banquettes en couchettes, mais on est forcé de reconnaître que le lit n'est là que comme un accessoire, dans le compartiment, on ne trouve aucun meuble ; en outre, les lits sont superposés et chaque voyageur, au lieu d'occuper comme dans un hôtel ordinaire une pièce séparée, partage la cabine où il prend place avec une ou plusieurs personnes ; tous les compartiments sont à deux ou

à quatre lits. Est-ce que dans les hôtels d'ordre supérieur, des voyageurs étrangers les uns aux autres accepteraient d'être ainsi confondus ? Non, évidemment, ils ne sauraient admettre la promiscuité qui existe nécessairement dans les compartiments des wagons-lits et qu'on ne rencontre que dans les garnis de bas étage. — De plus, dans les wagons-lits, une vingtaine de voyageurs sont réduits à l'usage de deux cabinets de toilette situés aux deux extrémités de chaque compartiment, chose encore inadmissible dans un hôtel d'un ordre un peu élevé. — Ainsi, le wagon-lit ne saurait être assimilé à une chambre d'hôtel, son aménagement très sommaire et tout à fait spécial étant incompatible avec les installations luxueuses et confortables de nos grands hôtels modernes, fréquentés précisément par ceux-là même qui ont recours au confort et au luxe procurés en temps de voyage par la Compagnie des Wagons-Lits.

Enfin, les compartiments ne ferment pas à clef extérieurement, de telle sorte que les voyageurs ne peuvent emporter les clefs de leur soi-disant chambre ; c'est là évidemment un état de choses absolument contraire à ce qui existe ordinairement dans les hôtels ou dans les auberges, où les chambres ferment à clef et où les voyageurs emportent les clefs en toute liberté, soit pour les garder avec eux, soit pour les remettre à l'hôtelier.

Aussi, et pour toutes ces raisons, est-il juste de

dire avec un jugement du Tribunal Civil de la Seine (1), que la Compagnie des Wagons-Lits « n'a certainement pas eu la pensée de faire circuler sur les lignes ferrées des auberges roulantes, mais seulement des voitures meilleures que celles jusqu'alors en usage, où les voyageurs riches trouveraient, moyennant un surcroît de dépense, certains avantages et notamment ceux de pouvoir se coucher dans un lit muni de draps et de couvertures, d'avoir la jouissance de cabinets de toilette, de water-closets, et de pouvoir, au cours du voyage, obtenir certains services de la part des préposés de la Compagnie, commis par elle à la garde et à la surveillance de ses voitures et mis par elle à la disposition de ses voyageurs. »

En troisième lieu, la surveillance dans les wagons-lits est beaucoup plus difficile que dans les hôtels. En effet, l'aubergiste ou l'hôtelier est chez lui dans son auberge ou dans son hôtel, il peut y exercer une surveillance de tous les instants (et la loi elle-même lui en fait un devoir) en vue d'éviter la perte, le vol ou la détérioration des différents objets pouvant appartenir aux voyageurs qu'il loge, il peut choisir les personnes qu'il loge et refuser l'entrée de son hôtel à toute personne qui lui paraît susceptible de lui causer le moindre ennui. Au contraire, la Compagnie des Wagons-Lits n'est pas

(1) *Tal. C^{iv} Seine*, 14 mai 1892, D. 93. 2. 479.

chez elle dans les voitures qu'elle est autorisée à faire circuler sur les voies ferrées ; à toute minute, à tout instant, ces voitures sont soumises à l'examen et au contrôle des Compagnies de chemins de fer, qui peuvent en ordonner la modification ou même le changement. — De plus, à la différence de l'aubergiste, la Compagnie des Wagons-Lits n'a pas la liberté de choisir ses voyageurs, et par exemple d'exclure les gens qui lui paraîtraient plus ou moins suspects, elle doit recevoir toute personne qui demande une place et qui paie le prix convenu. Cette obligation de recevoir sans aucun discernement tous les voyageurs qui se présentent et de les conserver pendant toute la durée du voyage est imposée à la Compagnie des Wagons-Lits par tous ses traités avec les Compagnies de chemins de fer, notamment par le traité passé avec la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour l'organisation des trains Sud-Express, traité dans lequel il est dit ceci :

« Les places, dans les trains Sud-Express, seront attribuées sans tour de faveur aux premiers voyageurs qui les demanderont jusqu'à concurrence de la capacité des voitures. Tout voyageur voulant prendre place dans lesdits trains, aura à payer : 1° à la Compagnie du chemin de fer le prix d'une place de première classe pour le trajet qu'il voudra effectuer ; 2° à la Compagnie des Wagons-Lits un supplément dont le taux est fixé à 50 pour 100 du billet de première classe »

Enfin à la différence de l'aubergiste qui reste maître de refuser l'entrée de son auberge à qui bon lui semble, la Compagnie des Wagons-Lits qui est déjà tenue, aux termes des traités qu'elle a passés avec les Compagnies de chemin de fer d'admettre toutes les personnes qui en font la demande dans ses voitures, est encore tenue d'y laisser pénétrer et circuler librement les agents de la Compagnie des chemins de fer chargés d'un service de contrôle et de surveillance. -- Donc, à ce point de vue encore, la Compagnie des Wagons-Lits ne présente aucune analogie avec un aubergiste ou un hôtelier, et dès lors on ne saurait lui appliquer les art. 1952 et s. c. civ., dont les termes, sont, nous l'avons vu, essentiellement limitatifs et ne doivent en conséquence être étendus qu'aux établissements qui présentent, non seulement des analogies, mais une identité absolue avec l'auberge ou l'hôtel, ce qui n'est assurément pas notre cas.

Tels sont les trois principaux arguments invoqués par la jurisprudence pour justifier les solutions qu'elle a jusqu'alors données en notre matière. A la vérité, il en existe encore d'autres, nous nous contenterons d'en signaler rapidement un seul.

Les Compagnies de chemins de fer, dit M. Baudry-Lacantinerie, ont, tout comme la Compagnie des Wagons-Lits, des wagons où se trouvent des lits ; or, y a-t-il quelqu'un pour prétendre que ces Compagnies sont, à l'égard des voyageurs qui occupent de

semblables wagons, de véritables aubergistes ? Personne évidemment n'oserait soutenir une pareille thèse.

Malgré la haute autorité de M. Baudry-Lacantinerie, malgré les nombreuses décisions de jurisprudence qui viennent affirmer de la façon la plus formelle que la Compagnie des Wagons-Lits est un simple voiturier auquel les art. 1952 et s. c. civ. ne sauraient être applicables, nous estimons au contraire que cette Compagnie est en somme un véritable hôtelier au sens précis et exact du mot, et que dès lors elle est soumise à la responsabilité spéciale édictée par les art 1952 et s. c. civ. Nous allons essayer d'en fournir la preuve.

Et tout d'abord, quelle est la nature du contrat qui intervient entre le voyageur et la Compagnie des Wagons-Lits ? Est-ce bien un contrat de transport ? ou n'est-ce pas plutôt un contrat d'hôtellerie ? Pour nous renseigner à cet égard, il nous suffira de nous demander quel est l'objet d'un pareil contrat. Est-ce d'être transporté ? Mais, évidemment non. Seules, les Compagnies de Chemins de fer ont le monopole des transports sur rails ; d'ailleurs, avant de louer une case à la Compagnie des Wagons-Lits, le voyageur doit au préalable se munir d'un billet de chemin de fer de première classe ; nous avons vu, il n'y a qu'un instant, que le règlement était absolument formel sur ce point ; c'est donc à la Compagnie des chemins de fer et à elle seule qu'incombe le

soin de conduire les voyageurs d'un point déterminé à un autre point fixé. Mais alors, on peut se demander quel est dans ces conditions l'objet du contrat intervenu entre le voyageur et la Compagnie des Wagons-Lits? Ce n'est pas d'être transporté, avons-nous vu, mais alors, qu'est-ce donc? C'est tout simplement d'être logé pendant toute la durée du trajet et à peu près dans les mêmes conditions qu'on le serait à l'hôtel: la Compagnie des Wagons-Lits est non pas un transporteur, mais un logeur pendant le trajet; en un mot, elle est un véritable hôtelier, en sorte que le voyageur qui se sert des wagons-lits fait en somme deux contrats bien distincts l'un de l'autre et qu'il est impossible d'assimiler en aucune façon; 1° un contrat de transport avec la Compagnie des chemins de fer; et 2° un contrat d'hôtel avec la Compagnie des Wagons-Lits, qui prend l'engagement, non de transporter le voyageur, mais de le loger pendant toute la durée du parcours.

Au surplus, qu'y a-t-il d'illogique à assimiler la case d'un sleeping-car, avec tous ses accessoires, lit, tablette, etc. à une chambre d'hôtel? Absolument rien, si l'on veut bien se donner la peine de réfléchir pendant quelques instants; tout au contraire, ce qui est illogique, et cela on ne saurait le nier, c'est de vouloir faire ce que font les partisans du système que nous combattons qui assimilent la case d'un sleeping-car à une simple banquette de wagon; or, il est de toute évidence que la case d'un sleeping-car

présente une analogie beaucoup plus grande avec une chambre d'hôtel qu'avec une banquette de wagon.

A la vérité, il n'est pas difficile de montrer que le wagon-lit présenté dans sa destination aussi bien que dans son aménagement une analogie presque absolue avec un hôtel.

Entrons dans ces somptueux compartiments que la Compagnie des Wagons-Lits met à la disposition des voyageurs qui lui en font la demande ; nous y voyons une véritable chambre avec un lit et avec tous les accessoires de la chambre d'hôtel ; à chaque voiture est attaché un individu qui fait fonction de valet de chambre ou de garçon d'hôtel. En outre, les trains qui ont des wagons-lits ont généralement une salle à manger sous forme de wagon-restaurant. On peut donc dire sans exagération que de pareils trains constituent des hôtels complets avec chambres, salle à manger, fumoir, cabinets de toilette, water-closets, etc., prêts à recevoir et à loger tous ceux qui s'engagent à payer le prix demandé par l'hôtelier, dans l'espèce la Compagnie des Wagons-Lits.

Au reste, cette idée d'un wagon considéré comme hôtel, d'une auberge roulante, d'un hôtel à roues, a pu paraître bizarre et étrange à beaucoup d'excellents esprits, qui n'ont pu se résoudre à l'admettre. Mais comme le dit fort bien M. le Substitut Pignon dans des conclusions prises par lui à propos d'une

affaire ayant trait à la question que nous discutons en ce moment, ce n'est pas à la forme qu'il faut s'attacher pour caractériser l'hôtel, c'est à son but et à l'organisation qui répond à son but. Or, nul doute qu'à cet égard le wagon-lit ne puisse être considéré comme un véritable hôtel.

La doctrine que nous avons développée précédemment et que nous combattons en ce moment invoque en sa faveur cette idée que la surveillance dans les wagons-lits est pour diverses raisons que nous avons vues beaucoup plus difficile que dans les hôtels.

On pourrait tout d'abord répondre que c'est là une simple considération de fait, n'ayant d'ailleurs aucune influence au point de vue qui nous occupe. Mais sans vouloir éluder les difficultés, et en tenant pour exacte la proposition avancée par les partisans du système de la jurisprudence, on peut faire remarquer que si dans les hôtels somptueux et fréquentés par les hautes classes de la société, la surveillance de l'hôtelier peut s'exercer d'une façon étroite et rigoureuse, il n'en est pas de même dans tous les hôtels ou auberges. A côté des hôtels luxueux dont nous venons de parler « il y en a, en bien plus grand nombre, où l'on va et vient à toute heure du jour et de la nuit, où il n'y a pas de gardiens d'étage, où les portes et les tiroirs s'ouvrent avec la première clef venue ou même sans aucune clef. Cependant, dans ces maisons, la responsa-

bilité est la même : l'hôtelier est soumis à la même loi » (1).

Et puis, il ne faudrait rien exagérer. En vérité, la surveillance est-elle aussi difficile dans les wagons-lits qu'on veut bien le dire ? Est-ce une raison parce que dans les wagons-lits les voyageurs sont confondus dans des cases à deux ou quatre places, est-ce une raison, dis-je, pour que toute surveillance de la part de la Compagnie soit impossible ? Nullement, et tout au plus pourrait-on prétendre que de ce fait la surveillance est rendue plus difficile à cause de la pluralité des occupants. D'ailleurs, la Compagnie n'a-t-elle pas à sa disposition tout un personnel dont elle peut distraire quelques employés pour s'occuper de ce service spécial de surveillance ?

M. Baudry-Lacantinerie (2) prétend trouver un argument très puissant en faveur de sa théorie dans la considération suivante : les Compagnies de chemins de fer, dit-il, ont à l'instar de la Compagnie des Wagons-Lits, des wagons où se trouvent des lits, ainsi les coupés-lits, les fauteuils-lits ; or personne jusque-là n'a jamais soutenu que la Compagnie des Chemins de fer pouvait être rendue responsable des objets apportés dans les coupés-lits ou les fauteuils-lits. Dans ces conditions,

(1) Conclusions de M. le Substitut Pignon sous. Tal C¹ Seine, 14 mai 1892. — Sir. 1893. 2. 107.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1242.

pourquoi vouloir rendre la Compagnie des Wagons-lits responsable des objets apportés dans ses voitures, alors surtout que ses voitures présentent la plus grande analogie avec d'autres voitures de la Compagnie des Chemins de fer ?

La réponse est, à ce qu'il me semble, assez facile ; en effet, l'analogie est loin d'être aussi complète qu'on veut bien le dire entre les wagons-lits d'une part, et les coupés-lits ou fauteuils-lits d'autre part, ou plutôt il n'y a pas d'analogie du tout, car autrement on ne comprendrait pas l'existence d'une institution rivale et identique à celle de la Compagnie des chemins de fer.

Le wagon-lit ne ressemble donc ni au coupé-lit ni au fauteuil-lit ; nous l'avons vu, le wagon-lit est le pendant d'une chambre d'hôtel, modifiée bien entendu et encore dans une mesure bien légère, étant donné les besoins de la cause ; or le coupé-lit ou le fauteuil-lit ne ressemblent nullement à une chambre d'hôtel ; nous n'y voyons ni draps, ni couvertures ; il n'y a pas de conducteur faisant le service de valet de chambre ; en un mot, l'aménagement d'un coupé-lit ou d'un fauteuil-lit est beaucoup plus sommaire que celui d'un wagon-lit.

Enfin, il existe en faveur de notre théorie un argument des plus sérieux : les voyageurs qui se servent des wagons-lits ont l'intention de coucher dans des lits ; à cet effet, ils apporteront dans la voiture des effets de nuit ; en un mot, ils se com-

porteront comme s'ils étaient à l'hôtel. Or, l'apport d'effets de rechange, l'apport d'objets de toilette constitue au premier chef un dépôt nécessaire ; cet apport s'impose comme une nécessité qui dérive du contrat passé entre le voyageur et la Compagnie des Wagons-Lits.

On objecte à la vérité que c'est par un abus de mots qu'on transforme ainsi en dépôt nécessaire l'apport fait par les voyageurs dans le wagon-lit des divers objets dont ils peuvent avoir besoin pour se coucher ou pour faire leur toilette. Qu'est-ce en effet que le dépôt nécessaire ? C'est aux termes même du Code celui qui est contraint et forcé à raison de quelque accident, tel que incendie, pillage ou tout autre événement imprévu ; or, dit-on, le fait de voyager en wagon-lit est un fait prévu à l'avance, un fait voulu, et qui au surplus n'a rien d'analogue avec les divers événements malheureux ou imprévus dont nous parle le Code civil et qui donnent naissance au dépôt nécessaire.

Mais on irait loin avec un pareil raisonnement, et l'on pourrait en dire tout autant du fait de descendre dans un hôtel. En effet, le fait que je descends dans un hôtel est un fait voulu, un fait prévu d'avance, un fait qui n'a rien d'analogue avec les événements plus ou moins tristes ou malheureux de l'art. 1949 c. civ., et cependant le dépôt fait dans un hôtel est bien un dépôt nécessaire, nul doute ne saurait

subsister à cet égard ; pourquoi en serait-il autrement du dépôt fait dans un wagon-lit, qui n'est après tout qu'un hôtel à roues ou qu'une auberge roulante ?

On objecte en second lieu que le voyageur du wagon-lit n'est pas obligé d'avoir des bagages avec lui, le séjour dans le chemin de fer étant forcément restreint, et que dans tous les cas, s'il peut-être utile au voyageur du wagon-lit d'avoir avec lui quelques effets, ceux-ci ne sont pas tellement volumineux qu'ils ne puissent être serrés dans un sac à la main qu'il sera toujours facile de garder avec soi.

Ce raisonnement ne nous paraît nullement concluant. Est-ce que les motifs de l'art. 1952 ne s'appliquent pas avec autant de force au voyageur du wagon-lit comme au voyageur qui loge dans un hôtel ordinaire ? Le voyageur du wagon-lit n'est-il pas obligé comme tout autre voyageur de s'en rapporter à la bonne foi de son logeur (dans l'espèce, la Compagnie des Wagons-Lits), pour tous les objets confiés à sa garde ? Couchant dans le wagon-lit, mangeant dans le wagon-restaurant, n'est-il pas obligé d'avoir avec lui quelques bagages, quelques objets de première nécessité, qu'il devra forcément, à de certains moments, abandonner à la garde de l'hôtelier ? Et quant à la prétention de vouloir faire escorter chaque voyageur d'un sac contenant ses effets indispensables, il est

inutile d'y insister plus longuement, car elle est de tous points inadmissible.

En résumé, et contrairement au système généralement admis, nous pensons que, le wagon-lit présentant dans sa destination comme dans son aménagement une analogie pour ainsi dire absolue avec un hôtel, la Compagnie des Wagons-Lits doit être soumise à la responsabilité spéciale édictée par les art. 1952 et suiv. c. civ.

Les aubergistes et hôteliers sont en principe responsables des accidents survenus aux chevaux placés dans leurs écuries. Cette question, que nous étudierons d'ailleurs en détail à propos de l'étendue de la responsabilité des hôteliers, a été résolue dans le sens ci-dessus indiqué, par de nombreuses décisions de jurisprudence. (1)

Mais, il existe dans certains pays, et notamment en Basse-Normandie, où les foires sont à la fois très fréquentes et très suivies, une industrie spéciale, celle de logeurs d'animaux (chevaux, bestiaux, etc...). Moyennant le paiement d'une somme d'argent peu importante, des individus, les jours de foire ou de marché, mettent un herbage, un champ

(1) Voyez notamment les décisions suivantes :

Rennes, 20 déc. 1833. D. *Rép.* v. *Dépôt*. n. 170.

Besançon, 21 mai 1859. D. 1859. 2. 166.

T. civ. Lyon, 23 déc. 1865. D. 1866. 3. 40.

T. civ. Orange, 5 déc. 1890. Rec. proc. civ. 1892, 156.

T. civ. Toulouse, 2 juin 1894. Gaz. Trib. 24 août 1894.

T. comm. St-Nazaire, 5 janv. 1894. Droit, 25 janv. 1894.

à la disposition des acheteurs ou vendeurs ainsi que de toutes les personnes qui fréquentent la ville en ces jours ; ainsi, les voyageurs peuvent vaquer librement à leurs affaires après avoir mis en lieu sûr chevaux et voitures ; les acheteurs et les vendeurs peuvent mettre leurs bestiaux à l'abri, en attendant leur expédition par chemin de fer ou leur départ par la voie de terre.

La question qui se pose alors est celle de savoir si ces industriels sont soumis à la responsabilité spéciale des art. 1952 et suiv. c. civ. ?

A notre sens, la question doit être résolue par l'affirmative ; c'est d'ailleurs ainsi que l'a décidé un jugement du Tribunal civil de Domfront (1), dans l'espèce suivante :

Un individu des environs de Domfront, étant allé à la foire qui se tenait en cette ville, avait remisé son cheval et sa voiture dans un enclos appartenant à la dame X... qui avait l'habitude de recevoir les chevaux et les voitures des cultivateurs des alentours. Etant revenu quelque temps après, l'individu s'aperçut, à sa grande stupéfaction, que son cheval avait une jambe cassée ; l'accident avait été causé par un autre cheval qu'on avait placé sous le même hangar, tandis que le propriétaire de l'animal blessé vaquait à ses affaires.

(1) Trib. civ. Domfront, 26 fév. 1887. Rec. arr. Caen et Rouen, 1888, 4. 56.

C'est à cette occasion et dans ces circonstances que le Tribunal civil de Domfront rendit le 26 février 1887 le jugement suivant (1) :

« Attendu que la dame X... ne saurait se soustraire à la responsabilité qui lui incombe aux termes des articles 1952 et 1953 du Code civil ;

« Qu'en effet, depuis fort longtemps, la dame X... a l'habitude de recevoir chez elle les jours de marché les chevaux et les voitures des cultivateurs des environs de Domfront, et qu'elle perçoit par des hommes, à ce préposés par elle, une rémunération pour ce genre de service ; qu'en sa qualité de logeuse elle a été inscrite au rôle des patentables ;

« Attendu que l'on ne saurait prendre à la lettre les termes employés par les articles 1952 et 1953 pour désigner les personnes exposées à être responsables comme dépositaires ; que ces termes sont simplement énonciatifs, et qu'en conséquence, les logeurs sont, aussi bien que les aubergistes et les hôteliers, tenus de veiller à la conservation des effets des voyageurs ; qu'en effet, il n'existe aucun motif sérieux permettant de traiter le logeur avec plus d'indulgence que l'aubergiste ou l'hôtelier ; qu'on ne voit pas pourquoi on dispenserait les logeurs d'animaux de toute surveillance. »

(1) Trib. civ. Domfront, 26 fév. 1887. Rec. arr. Caen et Rouen 1888. 1. 56. — A la vérité le Tribunal civil de Lyon a rendu le 3 juin 1892 un jugement (G. P. 93. 1. 10), qui peut paraître au premier abord en sens contraire ; au fond, ce n'est là qu'une simple apparence.

Doit-on assimiler au dépôt fait dans un hôtel le dépôt de vêtements fait dans le vestiaire d'un théâtre? en d'autres termes, les art. 1952 et suiv. s'appliquent-ils au dépôt de vêtements, manteaux, fourrures, etc....., effectué dans le vestiaire d'un théâtre? La question est encore de nos jours très discutée.

Dans un premier système soutenu par M. Baudry-Lacantinerie (1), on prétend que les art. 1952 et s. ne sont pas applicables en l'espèce, et ce pour deux raisons principales. D'abord les dispositions des art. 1952 et s. sont exceptionnelles, elles ne doivent donc pas être étendues. Ensuite, les motifs qui ont déterminé la rédaction de ces articles ne se retrouvent pas ici.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine (2), que les dispositions des art. 1952 et s. qui imposent à ces commerçants (les hôteliers et les aubergistes) une responsabilité presque sans limites, sont absolument exceptionnelles, par conséquent limitatives, et ne peuvent être étendues qu'à des cas présentant avec ceux qui y sont prévus une très étroite similitude qui ne se rencontre pas en l'espèce, les mêmes raisons d'ordre public, le souci

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1242.

(2) T. civ. Seine (7^e ch.). 26 déc. 1898. G. P. 1899. 1. 617. — Voir également dans le même sens : T. comm. Vervins, 5 avril 1888. G. P. 1888. 2. Supp. 50 et Paris, 23 avril 1902. D. 1902. 2. 323.

de procurer la sécurité aux voyageurs dans les auberges dont ils font momentanément leur domicile ne peuvent être alléguées à l'encontre d'un directeur de théâtre. . . . ».

M. Guillouard (1), qui professe sur cette question un avis diamétralement opposé à celui de M. Baudry-Lacantinerie, nous paraît avoir raison dans ce débat.

Pourquoi, en effet, ne pas appliquer au directeur d'un théâtre les art. 1952 et s. c. civ. ? est-ce que le dépôt effectué dans le vestiaire d'un théâtre n'est pas un dépôt nécessaire au même titre que le dépôt effectué dans un hôtel ? et où donc pourrait-il être fait, s'il ne l'était pas au vestiaire ?

Ensuite, le dépôt dont il s'agit n'est pas un dépôt gratuit, mais bien un dépôt salarié : « Ce n'est pas à titre de service gratuit, dit M. Guillouard (1), mais comme conséquence de l'entreprise théâtrale que le propriétaire de la salle de spectacle organise un vestiaire.

Enfin, la solution de M. Baudry-Lacantinerie ne laisse pas de créer pour les spectateurs de théâtre une situation des plus inquiétantes ; elle les met en somme à la complète discrétion des préposés de service dans les salles et aux vestiaires ainsi qu'à la merci des spectateurs plus ou moins scrupuleux, car véritablement on ne saurait

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 138.

condamner un spectateur à garder pendant toute la durée d'une représentation un paletot, un manteau, une fourrure, etc., ces divers effets fussent-ils même de grande valeur. Sous ce rapport, il est incontestable que la solution de M. Guillouard a le grand avantage d'être la plus conforme aux usages et aux nécessités de la vie à Paris et dans les grandes villes (1).

Les propriétaires de lavoir, qui louent aux blanchisseuses des cabines, pour que celles-ci puissent y faire sécher leur linge, sont-ils aux termes des art. 1952 et suiv. c. civ. responsables du vol ou de la perte de ce linge ?

La question ne paraît plus guère aujourd'hui sérieusement discutée, et tout le monde est à peu près unanime à reconnaître que les art. 1952 et s. c. civ. ne s'appliquent pas dans le cas qui nous occupe actuellement.

Dans la convention qui intervient entre le voyageur et l'hôtelier, on peut, avons-nous vu, distinguer deux contrats : 1° un contrat de louage, une location ; 2° un contrat de dépôt (et le Code

(1) La solution de M. Guillouard a été d'ailleurs consacrée par de nombreuses décisions de jurisprudence. — Voyez notamment :

Trib. paix Bordeaux, 3 fév. 1892, Loi 14 mars 1892.

Trib. civ. Seine, 5 janv. 1888, S. 1888. 2. 45.

Trib. civ. Bruxelles, 10 nov. 1872. *Pasier*, 72. 3. 8. (Ce dernier Tribunal a même décidé que le seul fait de confier des vêtements à l'ouvreuse au cours d'une représentation entraînait l'application des art. 1952 et suiv. c. civ.).

civil regarde comme un dépôt nécessaire le dépôt des effets apportés par le voyageur dans l'hôtel). — A première vue, il semble qu'il en soit de même de la convention qui intervient avec le maître d'un lavoir. En effet, à côté de la location des cabines où l'on fait sécher le linge, n'y a-t-il pas un dépôt nécessaire du linge ? On ne peut raisonnablement exiger du locataire de la cabine qu'il soit là à toute heure du jour et de la nuit pour surveiller son linge ; dans ces conditions, la garde en incombe nécessairement au propriétaire du lavoir qui, en cas de perte ou de vol, sera responsable dans les termes des art. 1952 et s. c. civ.

C'est en s'appuyant sur ces motifs que le Tribunal civil de la Seine (1) rendit le 21 juin 1873 le jugement suivant : «Attendu qu'en effet le dépôt du linge dans le séchoir est rendu nécessaire par les diverses opérations préalables, coulage, blanchissage, auxquelles se livre le client sur le bateau, et qui sont toutes une occasion de lucre pour L'beullier ;qu'il faut moins s'attacher à la lettre de la loi qu'à son esprit ; que les motifs qui ont fait déclarer les aubergistes et les hôteliers dépositaires nécessaires des effets qui leur sont remis par les voyageurs résultent d'une confiance commandée par la nature même des choses ; Qu'il a été démontré précédemment que le linge placé

(1) D. 1873. 4 249.

dans le séchoir se trouve remis au propriétaire du bateau-lavoir par suite d'une confiance commandée au client par la nature même des choses ; qu'il y a donc lieu de déclarer L'heullier responsable ».

Au reste, la solution adoptée par le Tribunal civil de la Seine est restée isolée ; le jugement a d'ailleurs été cassé par un arrêt de la Cour de Cassation (1) que nous aurons à examiner ultérieurement et l'unanimité des décisions les plus récentes de jurisprudence (2) se fondant sur l'interprétation restrictive qu'il y a lieu de donner en pareil cas aux art. 1952 et s. c. civ. décide qu'il ne convient pas d'appliquer lesdits articles aux maîtres de lavoir.

Tous les auteurs (3) adoptent sur cette question la même solution qui, indépendamment du motif précité, paraît en outre se justifier par les trois considérations suivantes.

1° Y a-t-il bien dépôt nécessaire au sens véritable du mot ? et ne peut-on pas dire avec M. Baudry-Lacantinerie que le linge et les divers objets dans le

(1) Cas. 26 janv. 1875. S. 1875. 1. 256. D. 1875. 1. 219.

(2) Voyez notamment :

T. paix, Paris (18^e arr.) 25 oct. 1895. (G. P. 1899. 2. Table. v. Bail. n. 36.
T. civ. Seine, 28 fév. 1899.) et Gaz. Trib. 2^e partie, 54. 2. 1899.

T. paix, Paris (4^e arr.) 14 mars 1899 et T. paix. Paris (3^e arr.)
18 mai 1899.

T. paix. Paris (4^e arr.) 1^{er} août 1901. G. P. 1901. 2. 461.

(3) P. Pont. *Des Pet. Contr.* T. I. n. 528. — Duvergier. T. XXI. n. 522. — Aubry et Rau. T. IV. § 406, texte et note 4, p. 608. — Huc. XI. n. 258. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre.* n. 139. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1243.

bateau-lavoir « sont sous la surveillance constante, pendant le blanchissage, des blanchisseuses qui les apportent et que si, pendant le séchage, ils sont étendus dans des cabines, il appartient encore aux blanchisseuses de les surveiller » (1).

Il est donc logiquement impossible de voir un dépôt nécessaire dans le seul fait de laisser sécher dans une cabine louée au propriétaire d'un lavoir, le linge que les blanchisseuses peuvent emporter et au surplus faire sécher à domicile. Or, s'il n'y a pas de dépôt nécessaire, on ne peut, à moins de commettre une véritable erreur juridique, appliquer les articles visant la responsabilité spéciale des aubergistes et hôteliers.

2° Ordinairement, les propriétaires de lavoir affichent aux portes des séchoirs un avis aux termes duquel ils déclinent toute responsabilité au sujet du linge déposé par les blanchisseuses dans les séchoirs.

3° Quand une personne loue une cabine pour y faire sécher son linge, le maître du lavoir lui remettra toujours une clef spéciale à ce séchoir, montrant bien par là qu'il n'entend pas assumer la responsabilité du linge déposé dans le séchoir ; ainsi le Tribunal civil (2) de la Seine a jugé que le propriétaire d'un lavoir n'était pas responsable

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1243.

(2) T. civ. Seine. 28 fév. 1899. Gaz. Trib. 2^e part., 54. 2. 1899.

d'un vol commis dans l'un de ses séchoirs, alors surtout que le locataire du séchoir est détenteur de la clef qui y donne accès.

En résumé, il n'y a aucune analogie entre le maître d'un lavoir et l'hôtelier ; dès lors, on ne saurait, sans commettre à la fois une injustice et une erreur de droit, appliquer les mêmes règles au point de vue de la responsabilité à ces deux situations qui sont en somme absolument différentes.

Cette différence entre l'auberge et le bateau-lavoir est d'ailleurs très bien marquée par l'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons signalé précédemment :

« Attendu que le bateau-lavoir a une destination spéciale et différente de celle d'une auberge ou hôtellerie ; qu'on n'y reçoit pas de voyageurs ; — Que le propriétaire se borne à en louer l'usage, pour un travail déterminé, à des blanchisseuses qui, leur tâche remplie, regagnent leur domicile ; — que, pendant la première partie de ce travail, le lavage du linge par elles apporté, ce linge reste forcément en leur possession et sous leur surveillance exclusive ; — Que si, pour le séchage, elles l'étendent dans des cabinets fermés à clef, et l'y laissent après avoir quitté le bateau, cette circonstance ne suffit pas..... pour faire passer ce linge sous la garde du propriétaire pendant l'absence momentanée des blanchisseuses, encore moins

pour attacher à cette garde la responsabilité de plein droit établie par les articles ci-dessus visés ; — Que ce fait constitue, non un simple dépôt, et surtout un dépôt d'hôtellerie, mais plutôt un simple acte de jouissance locative accompli aux périls du locataire..... »

Que décider en ce qui concerne les propriétaires de bains publics ? Sont-ils au même titre et dans les mêmes conditions que les hôteliers et aubergistes responsables de la perte ou du vol des effets apportés par les personnes qui viennent à l'établissement de bains ?

La question est très discutée, si discutée même qu'elle a donné naissance à trois systèmes :

1° Un premier système qui refuse d'appliquer les art. 1952 et suiv. c. civ. aux maîtres de bains publics (Duvergier, Aubry et Rau, M. Baudry-Lacantinerie).

2° Un second système, dit système éclectique (Pont).

3° Un troisième système qui assimile les propriétaires de bains publics aux aubergistes et hôteliers au point de vue de la responsabilité du dépôt (Merlin, Sourdat, Troplong, Laurent, M. Guillouard).

Dans un premier système, on enseigne, avons-nous vu, que les art. 1952 et s. ne sauraient s'appliquer aux baigneurs publics. Voici comment s'exprime à ce sujet Duvergier :

« Faut-il, dit cet auteur, appliquer l'art. 1952

aux baigneurs publics et à ceux qui tiennent des cafés ou des billards?..... Je pense qu'on ne doit pas étendre ainsi les règles spéciales auxquelles sont soumis les aubergistes. Elles établissent une présomption contraire au droit commun ; il faut la restreindre aux cas pour lesquels elle est faite. D'ailleurs il n'y a pas identité de position entre ceux qui entrent dans une maison de bains, dans un café ou dans un billard, et les voyageurs ou locataires qui sont logés dans une auberge ou dans un hôtel garni » (1).

Ainsi, dans ce système, on part du principe suivant, savoir : que les dispositions édictées par les art. 1952 et suiv. dérogent au droit commun ; en conséquence, elles ne doivent être appliquées qu'aux seuls cas et à ceux-là seulement pour lesquels elles sont faites ; tout au plus pourrait-on les étendre aux cas spéciaux où les motifs qui ont déterminé la rédaction de ces articles existent avec la même force de raisonnement.

Ces motifs, nous les connaissons déjà, ce sont d'abord la confiance que doit offrir l'hôtelier au public, ensuite la nécessité où se trouvent les voyageurs de confier à l'hôtelier les effets de toute sorte qu'ils peuvent avoir avec eux au cours de leur voyage. Or, on admet sans aucune difficulté que ces motifs s'appliquent aux hôteliers, aux

(1) Duvergier. *Dépôt*, n. 522, page 576.

aubergistes, aux logeurs en garni ; donc les art. 1952 et s. leur sont applicables. Par contre, ces motifs ne s'appliquent pas aux cafetiers, restaurateurs, teneurs de billards, maîtres de pension, tout le monde est d'accord pour décider que nos articles ne sont pas applicables à ces diverses catégories de personnes.

Il en est de même, dit-on, pour les maîtres de bains publics. « Ici également, ce nous semble, dit M. Ortlieb, il faut dire que rien n'oblige les baigneurs à emporter avec eux des objets précieux, la prudence la plus vulgaire leur conseille même de les déposer ailleurs ; s'ils agissent autrement, la confiance qu'ils accordent à l'établissement de bains est absolument volontaire ; l'idée de dépôt nécessaire n'a aucune place. C'est assez dire que nous adoptons pleinement l'opinion de ceux qui pensent que les art. 1952 et s. sont étrangers à tous les propriétaires de bains publics. (V. MM. Duvergier, *Tr. du Dépôt.* n. 522 ; Aubry et Rau, T. IV. § 406, texte et note 4, p. 628 ; Boileux, *Commentaire du C. civ.*, T. VI. p. 493 ; Bost, *Encyclop. des jug. de paix*, v. Bains publics, n. 6 ; Allain et Carré, *Manuel encyclop. des juges de paix*, 4^e édit., T. II., n. 1651 » (1).

Ainsi, dans ce premier système, on se prévaut surtout de cette considération qu'il n'y a pour le

(1) Note de M. J. Ortlieb dans *Sirey*. 1876. 2. 49. — Ajoutez aux autorités déjà citées par l'auteur de la note : Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt* n. 1244.

baigneur aucune nécessité à apporter des effets de quelque valeur dans l'établissement où il vient prendre son bain. Cette considération a d'ailleurs été très bien mise en relief par un arrêt de la Cour de Caen (1) que les partisans du système que nous exposons en ce moment revendiquent à juste titre à l'appui de leur thèse ; en voici les considérants qui sont de nature à nous intéresser plus particulièrement :

«Attendu qu'on ne saurait non plus assimiler une cabane mobile, placée sur la plage, à un hôtel ou auberge ; — Qu'en effet, à l'égard d'un hôtel, celui qui l'exploite en est le maître absolu et le surveillant obligé ; que nul ne peut y pénétrer sans son autorisation et que les voyageurs qui y sont reçus sont forcés d'y déposer les valeurs dont ils se sont munis pour les besoins du voyage ou de leurs affaires ; — Qu'aussi le législateur a, dans ce cas, considéré le dépôt fait à l'hôtelier comme dépôt nécessaire ; — Qu'il en est tout autrement d'une cabane de bains, parce que, d'abord, ces cabanes n'offrent aucune solidité et que chacune d'elles n'est pas gardée par un surveillant spécial ; — Qu'ensuite, non seulement les baigneurs ne sont pas obligés par la force des

(1) Caen, 17 nov. 1875. S. 1876. 2. 49. — Voyez également dans le même sens que cet arrêt : T. civ. Seine. 22 juin 1870. D. *Rép. Supp.* v. Dépôt, n. 74-3° et S. 1876. 2. 49, en note sous l'arrêt précité de la Cour de Caen.

choses d'y déposer les objets précieux dont ils sont nantis, mais que la prudence la plus vulgaire leur conseille de les mettre en lieu plus sûr ».

A la vérité, la décision de la Cour de Caen ne tranche expressément la question qu'en ce qui concerne les cabines placées sur le rivage de la mer, mais comme le fait remarquer M. Ortlieb dans la note précitée, elle paraît avoir une portée plus considérable, et « spécialement les principaux motifs de l'arrêt de la Cour de Caen s'appliquent à toute espèce d'établissements de bains sans distinction, et tendent à faire reconnaître que tous échappent à l'application des art. 1952 et 1953 ».

M. Pont (1), a adopté sur cette question une théorie éclectique, qui est d'ailleurs restée isolée et qui n'a trouvé d'écho ni parmi les auteurs ni dans la jurisprudence. Il distingue selon qu'il s'agit d'un établissement de bains organisé avec luxe et avec soin ou bien d'un établissement organisé dans des conditions plus simples et plus modestes, selon aussi que le tenancier de l'établissement de bains exige de ses clients un salaire plus ou moins élevé, et tandis qu'il soumet à la responsabilité spéciale de l'art. 1952 les propriétaires d'établissements somptueux, il affranchit de cette même responsabilité les tenanciers d'établissements plus modestes.

(1) Pont, *Des Petits Contrats*. I. n. 527.

« Il est certain, dit M. Pont, qu'on exigera plus de vigilance de celui qui tient un établissement somptueux et qui doit recevoir des personnes d'un certain rang que de celui qui a établi des bains en plein vent, avec un abri commun pour tous les effets des baigneurs. La différence du prix devra être aussi d'un grand poids ; la personne qui exige une rétribution plus élevée s'engage, en retour, à une vigilance plus grande que celle qui ne demande qu'une somme très faible, et à laquelle il serait injuste d'imposer une surveillance qui absorberait son mince bénéfice. Ainsi, sans partager l'avis absolu de quelques auteurs qui affranchissent complètement les établissements de bains, nous pensons que de tels établissements peuvent parfois, sinon toujours, être assimilés aux auberges ou hôtels sous le rapport qui nous occupe ».

La même théorie se retrouve dans le *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence* de Dalloz (1) ; on peut y lire ce qui suit :

« Il y a des hôtels pour les bains : ils sont de diverses sortes. Les uns sont tenus avec soin et même avec luxe ; on comprend que la responsabilité doit y être différente qu'à l'égard de ces bains en plein vent, qui ont à peine une chambre en planches mal jointes pour abriter les baigneurs et leurs effets. Soumettre ceux-ci à la même

(1) Dalloz. *Rép.* v. Dépôt. n. 164.

garantie que ceux-là, ce serait manquer de justice. Rien que l'aspect des lieux doit avertir celui qui y arrive qu'il doit déclarer au propriétaire les objets de prix qu'il y a apportés. Ce n'est pas à dire que ce dernier doive échapper à toute responsabilité ; mais cette responsabilité se trouve atténuée, et le silence du baigneur qui y dépose des objets d'un prix qui n'a aucune proportion avec ce qui s'y voit d'ordinaire, est une faute de sa part qui affaiblit d'autant celle du propriétaire ».

Enfin le troisième système assimile dans tous les cas sous le rapport de la responsabilité les baigneurs publics aux hôteliers et aux aubergistes.

Evidemment, les art. 1952 et s. dérogent au droit commun, mais si les dispositions qu'ils édictent sont de ce fait essentiellement limitatives, en ce sens qu'on ne peut les appliquer à des cas pour lesquels elles n'ont point été faites, du moins il n'est pas défendu de les étendre à des cas où les motifs de décider sont absolument les mêmes que pour les aubergistes ou les hôteliers.

Or, comme l'hôtelier, le propriétaire d'un établissement de bains s'offre à la confiance du public, qui doit être assuré de trouver chez lui toutes les garanties de sécurité désirables relativement à la garde et à la conservation de ses effets. Comme les voyageurs, les baigneurs sont obligés par la force même des choses de déposer dans les cabines qu'ils louent à cet effet les vêtements et autres objets de plus ou

moins grande valeur (montre, argent, etc.), qu'ils sont dans la nécessité d'apporter avec eux ; il y a là de la part des baigneurs un dépôt qui offre les mêmes caractères de nécessité que le dépôt effectué par les voyageurs dans l'hôtel où ils sont descendus. Ce dépôt est donc bien un dépôt nécessaire au sens des art. 1952 et s. c. civ.

« Et dans le fait, dit Laurent (1), qu'est-ce qu'un bain public, si ce n'est une hôtellerie dans laquelle le public est admis à se baigner, moyennant une rétribution pécuniaire. »

M. Guillouard apporte à cette théorie un tempérament des plus équitables et qui d'ailleurs cadre parfaitement avec la loi du 18 avril 1889, laquelle loi a apporté certaines modifications que nous étudierons ultérieurement relativement à l'étendue de la responsabilité de l'hôtelier. Le propriétaire de l'établissement de bains peut exiger des baigneurs que ceux-ci lui remettent directement entre ses mains, tous les objets de quelque valeur qu'ils ont apporté avec eux, tels que montre, bijoux, fourrures, argent, etc... Que s'il plaît aux baigneurs de ne pas remettre directement au maître de l'établissement les différentes choses de prix qu'ils peuvent avoir sur eux, et par exemple de les abandonner dans leur cabine, alors celui-ci ne pourra plus en être déclaré responsable.

(1) Laurent. T. XXVII. n. 451.

Mais à part ce tempérament qui est d'ailleurs conforme à l'esprit du législateur moderne, on pose en principe, dans ce dernier système, que le propriétaire d'un établissement de bains « est responsable de la même manière que l'hôtelier, soit des objets précieux déposés au bureau, soit des vêtements laissés par lui dans la cabine » (1).

Ce troisième système a été consacré par plusieurs décisions de jurisprudence. Je n'en signalerai que deux : la première est un jugement du Tribunal civil de Pont-l'Évêque du 3 juin 1875, celui-là même qui fut infirmé par l'arrêt de la Cour de Caen que nous avons examiné précédemment ; la seconde est un jugement du Tribunal civil de Rouen du 21 mars 1883. Ces deux jugements résument fort bien les divers motifs donnés à l'appui de la théorie que nous venons de développer en dernier lieu ; en voici, au surplus, les passages les plus intéressants :

« Attendu que l'entrepreneur des bains publics recevant des dépôts nécessaires comme les hôteliers et les aubergistes, doit être soumis à la même responsabilité ; — Que les art. 1952 et 1953 c. civ.,

(1) Guillouard, *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 437. — Voyez dans le même sens : Merlin, *Quest. de Droit*. v. Dépôt nécessaire et Concl., sous Cass. 4 juill. 1814. S. chr. — Sourdat, *Tr. de la Resp.* T. II. n. 939. — Troplong, *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 229. — Laurent. T. XXVII. n. 151. — Huc, XI. n. 257. — Zachariæ, Massé et Vergé. T. V. § 739, texte et note 1, page 43. — Curasson, *Compétence des Juges de Paix*, T. I. p. 275. — Vaudoré, *Le Droit Civil des Juges de Paix*, v. Bains, n. 6.

qui les rendent responsables comme dépositaires des effets du voyageur et même de leur vol, ne sont point limitatifs, mais seulement démonstratifs ; — Qu'un entrepreneur de bains publics, concessionnaire par adjudication de la jouissance d'une partie de la plage, qui a circonscrit cette partie de la plage et l'a fermée à toute personne non munie d'un ticket délivré et payé dans un bureau spécial, doit être assimilé aux hôteliers et aubergistes, comme eux responsable des vols commis dans son établissement ; — Que l'identité de raisons commande l'identité dans la solution ; — Que la Cour de Cassation a étendu la responsabilité des vols aux logeurs en garni ; — Que Merlin et Troplong l'appliquent spécialement aux baigneurs publics, aux loueurs de billards et cafés, aux restaurateurs, en rappelant la loi 27 du *Digeste* : *Semper hoc legibus inesse credi oportet ut ad eas quoque personnas et ad eas res pertineant quæ quandoque similes erunt*. Les raisons de décider, disent-ils, sont absolument les mêmes que pour les aubergistes et hôteliers, et la nature des choses serait blessée si l'on mettait dans la jurisprudence une différence que la raison ne comporte pas ; — Que Dalloz (*Jurisprud. gén.*, v. Dépôt) professe aussi l'application des art. 1952 et suiv., aux établissements de bains » (1)

(1) T^{al} civil de Pont-l'Evêque, 3 juin 1875 (sous Caen, 17 nov. 1875). S. 1876. 2. 49. — D. 1876. 2. 191. — *Rec. arr. Caen et Rouen*, 1876. 1. 6.

« Attendu que, si dans les art. 1952 et 1953 c. civ., le législateur a déclaré les aubergistes et les hôteliers dépositaires nécessaires, et comme tels responsables des effets apportés chez eux par les voyageurs, c'est pour ce motif que la confiance du voyageur dans le maître de l'hôtel ou de l'auberge est commandée par la nature même des choses ; que la même solution s'impose quand il s'agit d'un établissement de bains, puisque la responsabilité du propriétaire est basée sur le même principe ; qu'en effet un établissement de ce genre n'est pas autre chose qu'une hôtellerie, dans laquelle toute personne est admise à se baigner moyennant rétribution ; que ceux qui y entrent sont nécessairement obligés d'accorder une pleine confiance au maître des bains et à ses préposés » (1)

De ces trois systèmes, nos préférences vont sans hésitation au dernier.

Sans revenir sur ce qui a été déjà dit, le système de M. Baudry-Lacantinerie nous paraît constituer un danger des plus sérieux pour les baigneurs qu'il laisse en somme, tout au moins en ce qui concerne les diverses choses qu'ils sont dans la nécessité

(1) *Tal* civil de Rouen, 21 mars 1883. — S. 1885. 2. 167 et D. 1884. 3. 8.

Voyez également dans le même sens que les deux arrêts ci-dessus : Cass. 4 juill. 1814. S. chr.

Trib. paix. Paris, 27 juillet 1887, *Moniteur des Juges de Paix*, 1887, 402.

Trib. civil de Bruxelles, 10 fév. 1896. *Pasicr.* 96. 3. 98.

d'apporter avec eux ou sur eux, à la complète discrétion des propriétaires de bains publics. Quant au système éclectique de M. Pont, la distinction que propose cet auteur nous paraît absolument arbitraire et sans aucun fondement ; nous ne saurions dès lors l'admettre.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des différentes personnes soumises ou non à la responsabilité spéciale des art. 1952 et suiv. Cependant, pour être complet, il nous reste encore à envisager quelques hypothèses particulières sur lesquelles nous passerons d'ailleurs très rapidement.

1° On admet encore généralement que lorsque des employés ou des ouvriers ont quitté chez leur patron soit des effets à eux appartenant (tels que des effets contenus dans une malle), ou bien encore des outils servant à l'exercice de leur profession, le patron ne peut être en cas de vol ou de perte déclaré responsable de ces divers objets. En effet, dans cette hypothèse, il n'y a pas de dépôt nécessaire ; le patron n'est nullement tenu d'accepter la garde de ces divers objets, et on ne saurait l'astreindre à cet égard à aucune obligation de surveillance quelconque. En conséquence, la perte ou le vol incombent nécessairement à l'ouvrier ou à l'employé (1).

2° La question s'est posée de savoir si les cafetiers,

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 4247. — Voyez dans le même sens : T^{al} C¹¹ Lyon (2^e ch.), 12 juill. 92. G. P. 1892. 2. 579.

restaurateurs, débitants, aubergistes ou autres industriels sont responsables dans les termes des art. 1952 et suiv. des bicyclettes déposées dans des garages spécialement aménagés par eux à cet effet ?

La question ne nous paraît guère douteuse et doit être résolue à notre avis dans le sens de l'affirmative. Ces industriels s'offrent à la confiance du public ; de ce fait même ils s'astreignent à une surveillance spéciale, et le public doit être assuré de trouver chez eux une sécurité pleine et entière relativement à la garde des machines (1).

Mais la solution serait tout autre si un individu venait déposer dans un endroit quelconque de l'auberge une bicyclette, en supposant qu'il n'y ait pas dans l'auberge de garage spécialement aménagé à cet effet et en admettant d'autre part que l'individu n'ait fait aucune dépense dans l'auberge. C'est ainsi que le Tribunal de paix de Libourne (2) a jugé que le fait par une personne de déposer, avec la permission de l'aubergiste, un objet, tel qu'une bicyclette, dans une écurie de l'auberge, ne constituait point un dépôt nécessaire, mais seulement un dépôt volontaire, alors surtout que cet individu n'a fait dans l'auberge aucune dépense et

(1) Voyez sur la question : T^{al} C^{il} Seine, 25 juill. 1899. *Gaz. Trib.* 2^e partie, 135, 2. 1900 et T^{al} C^{il} Bruxelles, 10 fév. 1896, *Pasicr*, 1896. 3. 98.

(2) T^{al} paix Libourne, 25 oct. 1895. *Rec. Bordeaux*, 8. 3. 1896.

que l'aubergiste n'a retiré aucun bénéfice du remisage de l'objet dans son écurie. En conséquence, le Tribunal a déclaré que l'aubergiste n'était pas responsable du vol de la bicyclette ainsi déposée dans son écurie.

Notons en terminant que dans les divers cas où les art. 1952 et suiv. ne sont pas applicables, la question de responsabilité doit être appréciée d'après les principes généraux du droit commun.

SECTION V

Des Objets auxquels s'applique la Responsabilité spéciale des art. 1952 et suiv. c. civ.

L'art. 1952 c. civ., déclare que les aubergistes et les hôteliers sont responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux.

Que faut-il entendre par ce mot « effets » ? — A notre sens, il faut donner à ce mot « effets » un sens très général ; en un mot, il comprend toutes les choses qui sont susceptibles d'accompagner une personne en cours de voyage.

M. Laurent (1) donne du mot effets une définition qui nous paraît à la fois très exacte et très complète :

« Il s'agit, dit cet auteur, des objets qu'un voyageur transporte avec lui, soit sur sa personne, soit dans les malles qu'il a avec lui, et même des choses qui ne sont pas de nature à être enfermées

(1) Laurent, Tome XXVII. n. 455.

dans un coffre ; telles sont les marchandises qu'un marchand ou voiturier transporte sur un charriot, et par suite les chevaux qui servent à transporter le voyageur et ses effets D'après la tradition, comme d'après le texte, le mots effets reçoit son application à tout ce qu'un voyageur est dans le cas de transporter avec lui »

En ce qui concerne le linge et les vêtements du voyageur, il n'y a pas de doute ; le mot effets les comprend évidemment, cela d'ailleurs résulte implicitement d'un arrêt de la Cour de Cassation que nous aurons à examiner ultérieurement (1). Au surplus tous les auteurs sont en ce sens (2).

Il ne saurait non plus y avoir de doutes en ce qui concerne les bagages que les voyageurs peuvent apporter avec eux dans l'hôtel ; ils sont assurément compris sous la dénomination d'effets employée par l'art. 1952 (3).

Il en est de même des marchandises dont le voyageur se fait suivre au cours de son voyage (4).

(1) Paris 7 mai 1838. D. *Rép.* v. Dépôt. n. 174.

(2) Troplong. *Du Dépôt.* n. 217. — Laurent. Tome XXVI. n. 155. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1190.

(3) Troplong. *Du Dépôt.* n. 217. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre.* n. 142.

(4) Troplong. *Du Dépôt.* n. 217. — Pont. T. VIII. n. 531. — Laurent. tome XXVII. n. 155. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre.* n. 142. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1190.

Troplong, cite à ce sujet un arrêt du Parlement de Paris de la N.-D. d'août 1582. Charondas, liv. 6. *Rép.* 81. Brillon, Hôtelier, n. 3.

Le mot effets s'applique-t-il à l'argent comptant, aux billets de banque, aux titres au porteur ainsi qu'aux autres valeurs emportés par les personnes en voyage ?

Toullier a émis sur cette question une opinion qui paraît aujourd'hui complètement abandonnée. Cet auteur enseigne que l'aubergiste n'est pas responsable de l'argent que le voyageur apporte avec lui, à moins qu'il n'ait averti l'hôtelier au préalable.

Une pareille solution est absolument excessive et rien ne paraît pouvoir justifier une semblable interprétation de l'art. 1952. Toutefois, le Tribunal civil de Nantes (1) a rendu sur cette question un jugement qui vient à l'appui de l'opinion de Toullier. Voici ce dont il s'agissait : un sieur Thomas arrive un jour de foire dans une petite auberge de la Loire-Inférieure, il remet à l'aubergiste un sac de voyage en lui disant : « Ramassez-moi ça avec soin, je vous le recommande ». Le sac contenait 6000 fr. en or. Dans la journée, un individu étant venu réclamer le sac du sieur Thomas, la fille de l'aubergiste commit la faute de le lui donner. Le sieur Thomas, assigne alors l'aubergiste devant le Tribunal de Nantes ; ce dernier fut tout simplement condamné, chose invraisemblable, à payer au sieur Thomas, la somme dérisoire de 100 francs. Nous avouons ne pas comprendre les motifs donnés à

(1) T^{al} C^{iv} Nantes. 20 avr. 1864. D. 1873. 5. 461.

l'appui d'une pareille solution. Car dans cette affaire, tout en somme militait en faveur du sieur Thomas, il avait pris la précaution de remettre son sac à l'aubergiste, alors que rien en réalité ne l'obligeait à le faire ; de plus, l'aubergiste avait commis une faute lourde en remettant le sac du sieur Thomas à un tiers.

Quoiqu'il en soit, il est aujourd'hui communément admis que l'expression « effets » dont se sert l'art. 1952 comprend l'argent comptant. Mais alors se pose une nouvelle question, c'est celle de savoir si en ce cas la responsabilité est limitée ou indéfinie ? Hâtons-nous de dire que la question ne se pose plus aujourd'hui depuis la loi du 18 avril 1889, mais elle présentait un très gros intérêt avant la promulgation de cette loi.

M. Guillouard (1) paraît être pour le système de la responsabilité limitée, mais limitée à quoi ? L'aubergiste sera simplement responsable de l'argent que le voyageur emporte avec lui pour les besoins du voyage, suivant sa condition sociale.

« On consultera, dit Troplong (2), la condition des personnes, le temps de séjour, l'achalandage de l'hôtel, et autres circonstances dignes d'être prises en considération. »

De telle sorte que si la somme d'argent emportée

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 142.

(2) Troplong. *Du Dépôt*. n. 226.

par le voyageur excédait les nécessités du voyage, l'aubergiste ne devrait pas être déclaré responsable.

On peut citer dans le sens de cette opinion un arrêt de la Cour de Paris (1), lequel s'exprime dans les termes suivants :

« Attendu que vainement on allègue que la responsabilité établie par la loi ne s'étend pas à l'argent apporté par le voyageur ; — Attendu que la loi ne limite pas cette responsabilité aux linges et aux vêtements, que les dispositions de la loi saine-ment interprétées s'étendent aux sommes que le voyageur est présumé, d'après sa position sociale et les circonstances de la cause, avoir eues en sa possession au moment du vol »

Nous pensons avec MM. Laurent (2) et Baudry-Lacantinerie (3) que, dans l'espèce, il n'y a pas lieu de se préoccuper des circonstances plus ou moins spéciales de la cause ; la responsabilité de l'aubergiste quant à l'argent apporté par le voyageur doit être illimitée (4). Ce qui le prouve bien, à notre avis, c'est précisément cette loi de 1889, qui est venue limiter le montant de la responsabilité à mille francs pour l'argent, les titres au porteur, etc. . . . qui n'auraient pas été réellement déposés

(1) Paris (1^{re} Ch.), 7 mai 1838. D. *Rép.* v. Dépôt. n. 174. 1^o.

(2) Laurent. T. XXVII. n. 155.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt.* n. 1190.

(4) Bordeaux. 27 avr. 1854. S. 1855. 2. 95.

entre les mains de l'hôtelier. Or, il est bien évident que si en notre matière le législateur a ainsi limité le montant de la responsabilité, c'est parce qu'autrefois on considérait comme illimitée cette même responsabilité. Cet argument nous semble péremptoire.

En est-il de même des bijoux, diamants, et autres objets précieux de même nature ?

A notre avis, la solution doit être absolument la même (1). Aucune déclaration préalable ne saurait être imposée aux voyageurs, et si l'on veut bien se donner la peine de réfléchir pendant quelques instants, on verra que cette solution est très rationnelle. Généralement, les personnes qui ont avec elles des bijoux, des diamants, de riches parures, etc. . . , n'ont pas pour habitude de descendre dans des hôtels d'un ordre secondaire : elles descendront dans ce qu'on est convenu d'appeler des hôtels de tout premier ordre.

« Quoi ! s'écrie Troplong, il sera nécessaire de faire savoir à cet hôtelier, au moment où l'on descend chez lui, qu'on apporte des espèces d'or et d'argent, des bijoux, des objets précieux ? Quoi ! une femme élégante ira passer une saison aux eaux, et son hôtelier ne saura pas d'avance qu'elle a de riches parures, des diamants, etc., etc. !! Est-qu'un hôtel accoutumé à recevoir de tels hôtes, ne doit pas être

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 225. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1190.

administré de manière à ce qu'ils y trouvent pleine sûreté pour les objets de valeur dont ils sont nécessairement accompagnés ? » (1)

La jurisprudence nous fournit à cet égard de nombreuses décisions. Le 5 mai 1843, M. et M^{me} de Magnoncourt qui occupaient à l'« Hôtel du Rhin » un appartement, furent victimes d'un vol ; il leur fut soustrait entre autres choses une montre, des bagues et autres objets précieux. L'hôtelier eut beau alléguer d'abord devant le Tribunal civil de la Seine, ensuite devant la Cour de Paris, que la responsabilité des maîtres d'hôtels ne comprenait l'argent et les bijoux apportés chez eux que lorsqu'une déclaration avait été faite au préalable, il n'en fut pas moins condamné par ces deux juridictions à payer à M. de Magnoncourt, une indemnité représentant la valeur des choses volées (2).

Le 11 mai 1846 (3), la Cour de Cassation décide que les hôteliers sont responsables d'un vol de diamants commis au préjudice d'un voyageur, et ce alors même que ce voyageur n'aurait fait aucune déclaration à l'hôtelier relativement à l'existence de ces diamants, alors même qu'une affiche placardée dans les chambres aurait invité les voyageurs à faire cette déclaration et à confier à l'hôtelier les objets précieux qu'ils pouvaient avoir en leur possession.

1) Troplong. *Dépôt*. n. 225.

(2) Paris, 29 août 1844. D. 1846. 2. 84.

(3) Cass. 11 mai 1846. S. 1846. 1. 364.

Le 18 juillet 1889, le Tribunal civil de Rouen (1) déclarait responsable, dans les termes des art. 1952 et s. c. civ., d'un vol de bijoux un hôtelier qui cependant avait pris la précaution de faire afficher dans les chambres de son hôtel un avis invitant les voyageurs à remettre au bureau de l'hôtel les divers objets de valeur qu'ils pouvaient avoir en leur possession.

Quid des objets qui se trouvent dans la voiture du voyageur ? Sont-ils compris dans l'expression effets de l'art. 1952 ? La question ne saurait faire de doute ; évidemment, il s'agit bien là d'effets du voyageur ; et peu importe d'ailleurs que les effets du voyageur soient introduits dans une chambre de l'hôtel, peu importe qu'ils restent dans sa voiture ; dans tous les cas, ils donnent lieu à la responsabilité spéciale de de l'art. 1952 (2).

Les chevaux et autres animaux, les voitures appartenant aux voyageurs sont-ils des effets aux termes même de l'art. 1952 c. civ. ?

On admet d'ordinaire que, dans ces divers cas, il y a lieu d'appliquer l'art. 1952 c. civ. Toutefois, M. Baudry-Lacantinerie (3) a émis à ce sujet une opinion diamétralement opposée à celle de la

(1) Rouen, 18 juill. 1889. G. P. 1890. 1. 125.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1193.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1191.

majorité des auteurs et de la presque unanimité des arrêts. Selon lui, les animaux, les chevaux, les voitures du voyageur ne sauraient être considérés comme des effets, dans le sens du moins où l'art. 1952 entend ce mot. M. Baudry-Lacantinerie en donne trois raisons : — d'abord, le mot effets doit être pris dans un sens restrictif ; — ensuite, le législateur parle dans notre article d'effets apportés, or peut-on véritablement dire que le voyageur apporte des animaux, apporte son cheval, apporte sa voiture ? Assurément non ! ou bien alors il faudrait reconnaître que les termes dont s'est servi le législateur sont absolument impropres ; — enfin, nous avons déjà vu que l'art. 1952 édictant contre les aubergistes et hôteliers une responsabilité tout à fait spéciale et des plus lourdes, les dispositions de cet article ne devaient pas être étendues en dehors des cas qu'elles visent expressément.

Nous ne saurions approuver cette solution et nous n'hésitons pas à nous ranger à l'avis exprimé par la majorité des auteurs (1).

Le cas auquel nous faisons allusion et qui d'ailleurs s'est présenté le plus fréquemment dans la pratique est le suivant : Un voyageur arrive avec son cheval et sa voiture dans une localité, il descend à l'hôtel et met son cheval à l'écurie de cet hôtel ;

(1) Curasson, *Compét. des Juges de Pair.* T. I. p. 282. — Troplong, *Dépôt.* n. 217. — Laurent, T. XXVII. n. 153 — Pont, T. VIII. n. 531. — Guillouard, *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 142.

ce cheval se trouve blessé à la suite d'un coup qui lui a été porté par un autre cheval ; doit-on déclarer en ce cas l'aubergiste responsable de l'accident survenu au cheval du voyageur ? Tous les jugements et arrêts se sont déclarés pour le principe de la responsabilité de l'aubergiste en se fondant sur ce fait que l'expression effets comprend, sans aucun doute, les chevaux et voitures amenés par le voyageur.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de Lyon (1), que la responsabilité des aubergistes et hôteliers, édictée par l'art. 1952 du Code, s'applique aussi bien aux chevaux qu'aux autres effets apportés par les voyageurs ; »

Cette solution est d'ailleurs très rationnelle, car si l'accident est arrivé, c'est la plupart du temps à la faute de l'aubergiste ou de ses préposés qu'il est dû ; ce sera, par exemple, parce que le cheval était mal attaché dans l'écurie, ou bien encore parce que dans l'écurie où se trouvait le cheval qui a été blessé, il n'y avait aucune séparation entre les chevaux ; ou bien enfin, l'accident aurait pu être évité, si le garçon préposé à la surveillance des chevaux placés

(1) T^{al} C^{il} de Lyon, 23 déc. 1865. D. 1866. 3. 40. — Voyez dans le même sens : Besançon, 21 mai 1859. D. 1859. 2. 466. — Bourges, 17 déc. 1877. D. 1878. 2. 40. — T^{al} C^{il} Orange, 5 déc. 1890. *Rec. pr. civ.* 1892. 156. — T^{al} C^{il} Toulouse, 2 juin 1894. G. T. 24 août 1894. — T^{al} comm. St-Nazaire, 5 janv. 1894. *Droit*, 25 janv. 1894. — T^{al} C^{il} Perpignan, 22 avr. 1896. *Droit*, 22 mai 1896. — T^{al} C^{il} Abbeville, 9 fév. 1898. *Rec. Amiens*, 1898. 77.

dans l'écurie avait été plus vigilant, etc... N'est-il pas juste que l'aubergiste soit déclaré responsable des conséquences de sa faute ou de celle de ses subordonnés ?

Cela nous conduit à admettre que, toutes les fois qu'il y aura faute de la part du voyageur, la responsabilité de l'aubergiste devra être atténuée dans une mesure plus ou moins large selon la gravité de la faute reprochée au voyageur, quelquefois même complètement anéantie ? C'est ainsi que, pour apprécier le montant de la condamnation due par l'aubergiste, nous voyons les juges du fait tenir compte de faits tels que ceux-ci : l'encombrement de l'écurie en raison d'un jour de foire ou de fête dans la localité, le caractère vicieux et particulièrement méchant de l'animal (surtout lorsque ce fait n'a pas été mis à la connaissance de l'aubergiste).

Evidemment, si le propriétaire d'un cheval vicieux avait averti tout spécialement l'aubergiste des vices de cet animal, et si néanmoins l'aubergiste avait consenti à se charger de la garde du cheval, ce dernier devient sans nul doute responsable des accidents qui pourront être occasionnés par l'animal, car ayant été au préalable averti, il aurait du prendre des précautions spéciales et des plus minutieuses afin de prévenir toute chance d'accidents (1).

(1) Voir à ce sujet : Besançon, 26 août 1869. D. 1870. 2. 187 et Dijon, 13 nov. 1893. D. 1894. 2. 71.

Un autre cas s'est également présenté dans la pratique ; ils'agissait d'un individu qui avait remisé dans une auberge quatre bœufs ; ces animaux furent remis par l'aubergiste à un tiers qui était venu les réclamer et qui d'ailleurs n'avait aucun pouvoir ni aucune qualité pour agir de la sorte. La Cour de Rennes (1) condamna l'aubergiste à payer à leur propriétaire la valeur de ces animaux en se basant sur ce fait que « les termes de l'art. 1952 sont énonciatifs et non limitatifs ; d'où il suit que cette dénomination générale d'effets comprend évidemment les marchandises et autres objets... »

SECTION VI

Cas d'application de la Responsabilité spéciale de l'art. 1952

Les art. 1953 et 1954 c. civ., sont conçus dans les termes suivants :

« Ils (les aubergistes et hôteliers) sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

« Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

(1) Rennes, 26 déc. 1833. *Sirey*, 1834. 2. 287.

De la lecture de ces deux articles, il est facile de dégager à première vue une règle et une exception à cette règle.

La règle, c'est qu'en principe les aubergistes et hôteliers sont responsables du vol, de la perte ou du dommage des effets du voyageur dans tous les cas.

Ils sont responsables :

1° En raison de leur fait ou de leur faute propres.

2° En raison du fait ou de la faute de leurs préposés.

3° En raison du fait ou de la faute des étrangers allant et venant dans l'hôtel.

L'exception consiste dans ce fait que les aubergistes et les hôteliers sont déchargés de toute responsabilité relativement « aux vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

Étudions tout d'abord chacun des cas de responsabilité.

I. — *En premier lieu, l'hôtelier est responsable en vertu d'un fait ou d'une faute qui lui sont propres.*

Que l'hôtelier soit responsable du vol, de la perte ou du dommage des effets du voyageur survenus en raison de son fait ou de sa faute, à cela rien de plus naturel. Il n'y a là que l'application d'un principe général de droit formulé par l'art. 1382 aux termes duquel « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Ce qu'il y a de spécial en notre matière, c'est que cette responsabilité visant les aubergistes et les hôteliers, au lieu d'être la responsabilité de droit commun est une responsabilité exceptionnelle et singulièrement aggravée par le législateur, en raison de certains motifs que nous connaissons déjà. Sans cette responsabilité rigoureuse, mais qu'imposent les nécessités de la pratique, il n'y aurait dans les hôtels aucune sécurité pour les voyageurs qui seraient constamment exposés « à des vols de toute espèce soit de la part des gens de l'hôtel, soit de la part des chevaliers d'industrie qui ne manqueraient pas de s'y introduire par suite d'une absence complète de surveillance, les hôteliers n'ayant aucun souci à prendre à cet égard » (1). — Mais ce n'est d'ailleurs pas là le seul motif pour lequel la responsabilité de l'hôtelier doit être appréciée d'une façon plus sévère ; le premier motif dont nous venons de parler est, en somme, un motif de fait, celui auquel nous faisons allusion en ce moment est un motif de droit. Aux termes de l'art. 1927 c. civ., le depositaire, alors même qu'il s'agirait d'un dépôt nécessaire, est tenu d'apporter dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent; en d'autres termes, il est responsable de sa faute envisagée *in concreto* (*culpa levis in concreto*). Mais ce principe

(1) Dalloz. *Rép. Alfab.* v. Dépôt. — Séquestre. n. 465.

reçoit une exception, lorsque le dépositaire a stipulé un salaire pour la garde du dépôt ; en ce cas, la responsabilité du dépositaire doit être appréciée avec plus de rigueur (art. 1928-2°) ; il est responsable alors de sa faute envisagée *in abstracto* (*culpa levis in abstracto*). Or, à n'en pas douter, l'aubergiste est un dépositaire salarié ; à proprement parler, l'aubergiste ne touche pas de salaire propre pour la garde des effets appartenant au voyageur, mais le salaire se confond avec les dépenses de logement et de nourriture faites par les voyageurs. Ainsi, l'aubergiste est un dépositaire salarié : de ce chef sa responsabilité devra être appréciée avec plus de sévérité, il sera donc tenu de la *culpa levis in abstracto*.

II. — *En second lieu, l'hôtelier est responsable en vertu du fait ou de la faute de ses préposés.*

Ce n'est là encore que l'application d'un principe de droit commun formulé par l'art. 1384 c. civ. :

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre.....
.....

Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ».

En somme, l'art. 1384 c. civ. proclame ce principe qu'on est responsable du fait des personnes dont on

doit répondre, et notre article cite à l'appui des exemples de personnes qu'on est dans l'obligation légale ou tout au moins contractuelle de surveiller d'une façon particulière afin de prévenir toute cause d'accident. C'est ainsi que les pères et mères sont responsables du fait de leurs enfants mineurs habitant avec eux, les maîtres du fait de leurs domestiques, les instituteurs du fait de leurs élèves, les artisans du fait de leurs apprentis. Et pourquoi ces diverses personnes sont-elles ainsi déclarées responsables par le Code ? C'est parce qu'elles ont commis une faute en n'exerçant pas le devoir de surveillance auquel elles sont tenues, et que par là même elles ont favorisé l'accident occasionné par celui du fait duquel elles doivent répondre. C'est là du moins l'explication fournie par tous les auteurs qui voient dans une obligation de surveillance le fondement même de l'art. 1384 c. civ.

A la vérité, il est juste d'ajouter qu'en ce qui concerne les préposés, les employés, les domestiques, on peut faire intervenir une seconde idée pour compléter l'explication de l'art. 1384 ; le maître doit apporter le plus grand soin dans le choix de ses domestiques, et s'il a fait un mauvais choix, il a commis une faute personnelle qui engage sa responsabilité. On voit en somme que la responsabilité à raison du fait d'autrui n'existe et n'est prononcée par le Code qu'en raison d'une faute personnelle

de celui que la loi déclare responsable; ce qui revient à dire que l'art. 1384 n'est que la confirmation d'une règle de droit commun formulée par l'art. 1382.

C'est par application des mêmes principes que l'art. 1953 décide que les aubergistes et hôteliers sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, lorsque le vol ou le dommage ont été commis par les domestiques ou préposés de l'hôtelier. En effet, le dommage causé à un voyageur dans un hôtel par le vol, la perte ou la détérioration d'un effet lui appartenant est en somme imputable à l'hôtelier, et ce alors même que ce dommage aurait été occasionné par le fait ou la faute d'un préposé; l'hôtelier doit avoir à son service des individus présentant toutes les garanties de moralité, de probité, d'honnêteté désirables; il doit aussi exercer sur tout son personnel une surveillance des plus étroites et des plus rigoureuses. Que si l'hôtelier a fait un mauvais choix, que s'il exerce une surveillance relâchée, il commet une faute personnelle et engage par là même sa propre responsabilité. En résumé, l'art. 1953, en tant qu'il déclare l'aubergiste responsable du fait de ses domestiques, n'est qu'une simple confirmation, qu'un simple rappel des règles de droit commun formulées par les art. 1382 et suiv. du Code civil.

En faisant ainsi découler uniquement des art. 1382

et s. la responsabilité des aubergistes et hôteliers relativement aux vols commis par leurs serviteurs, on fait de cette responsabilité une responsabilité délictuelle; or, on peut, à ce qu'il nous semble, la faire découler aussi du contrat de dépôt nécessaire, et en faire ainsi une responsabilité contractuelle.

En effet, l'hôtelier est, aussi bien dans le cas de l'art. 1953 comme dans celui de l'art. 1952, déclaré responsable comme dépositaire, et dans ces deux cas, cette responsabilité est une responsabilité contractuelle, car elle dérive d'un contrat de dépôt, aux termes duquel l'hôtelier est tenu de veiller à la conservation des effets du voyageur, voilà pourquoi il est responsable du vol ou de la perte de ces effets, alors même que le vol ou la perte seraient l'œuvre d'un de ses préposés. Le voyageur, en effet, n'a pas à s'inquiéter de savoir quel est l'auteur du vol, cela ne le regarde nullement. Ainsi, à côté de la responsabilité délictuelle de l'art. 1384 c. civ., il existe relativement au fait ou à la faute des préposés de l'hôtelier, une responsabilité contractuelle qui dérive du contrat de dépôt nécessaire (art. 1952 et suiv. c. civ.).

L'art. 1384 nous dit que les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Ce dernier membre de phrase soulève en notre matière une question des plus importantes, c'est celle de savoir si les

aubergistes et hôteliers sont responsables des faits de leurs serviteurs agissant en dehors de leurs fonctions ?

Il nous paraît bien difficile de soutenir en pareil cas l'irresponsabilité des hôteliers. Sur quoi, en effet pourrait-on se baser pour appuyer cette solution ? Tout au plus pourrait-on dire que, lorsque le préposé agit en dehors de ses fonctions, on ne doit plus le considérer comme tel. Soit. Mais alors qu'est-il ? Il devient un véritable étranger ; or nous savons qu'aux termes de notre article 1953, les hôteliers répondent du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel. Il y a d'ailleurs bien d'autres arguments à signaler en faveur de notre opinion.

Certains auteurs ont cru pouvoir raisonner de la façon suivante :

Le texte même de l'art. 1384 limite la responsabilité des maîtres et commettants aux seuls cas où les domestiques ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, et notre article prend bien soin de le spécifier. Or, si l'on veut bien rapprocher l'art. 1953 de l'art. 1384, on s'apercevra facilement que l'art. 1953 ne fait aucune restriction du genre de celle de l'art. 1384. La conclusion logique qui en découle, c'est que, à la différence du maître ou du commettant, l'hôtelier est responsable dans tous les cas, et cela sans qu'on ait à considérer si le préposé a agi ou n'a pas agi dans l'exercice de ses fonctions.

Ce raisonnement a été admis par le Tribunal civil de Saïgon, dans un jugement du 10 avril 1893 (1) ;

« Attendu que les dispositions limitatives de la responsabilité, énoncées en l'art. 1384, qui s'applique aux commettants et préposés en général, ne se retrouvent pas dans les art. 1952 et 1953, qui admettent la responsabilité de l'aubergiste et de l'hôtelier de la façon la plus étendue »

Ce raisonnement ne nous paraît pas concluant, car à notre sens il ne suffit pas de montrer que l'art. 1953 est muet sur la restriction contenue *in fine* dans l'art. 1384, « il resterait, dit M. Baudry-Lacantinerie, en effet, à démontrer que ce silence s'explique par l'intention non pas de se référer, pour les conditions de la responsabilité, à l'art. 1384 formulant le droit commun, mais de déroger à cet article ». (2)

Si donc, nous pensons que l'hôtelier est responsable du fait de ses préposés même agissant en dehors de leurs fonctions, c'est pour une autre raison, c'est qu'en notre matière, il y a toujours une faute de l'hôtelier. Ce dernier doit choisir ses préposés avec le plus grand soin ; « il doit, dit M. Baudry-Lacantinerie, choisir ses domestiques de manière à pouvoir offrir une sécurité absolue aux voyageurs, auxquels le domestique doit donner ses

(1) Trib. Civ. Saïgon. 10 avr. 1893. Sous. Cass. 5 fév. 1894. S. 1895. 4. 447.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1207.

soins ; à raison de ce rôle même, le domestique peut être, d'ailleurs, regardé comme agissant toujours dans l'exercice de ses fonctions, puisqu'obligé de veiller à la sécurité du voyageur, il attente lui-même à cette sécurité » (1).

On peut encore faire valoir en faveur de notre solution, cette considération qu'il est très facile pour l'hôtelier d'exercer sa surveillance dans l'intérieur même de son hôtel, et partant de faire disparaître toute occasion de vol ou de dommage.

Etant donnée la réponse à la question par nous posée, la question de savoir quand le préposé a agi dans l'exercice de ses fonctions, quand il a agi en dehors de l'exercice de ses fonctions, ne présente tout naturellement qu'un intérêt médiocre. Cependant raisonnons très brièvement sur un exemple (un vol par exemple), pour bien faire saisir la différence : Le domestique de l'hôtelier fait la chambre d'un voyageur ; pendant qu'il est en train d'accomplir ce service, il s'empare subrepticement d'un objet quelconque appartenant au voyageur ; en cette occasion, le préposé agit dans l'exercice de ses fonctions. Mais supposons que le même serviteur s'introduise dans la chambre du voyageur, non pour y accomplir un service quelconque, mais avec la seule intention de voler un effet du

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1207.

voyageur ; en ce cas, le préposé agit en dehors de l'exercice de ses fonctions ; nous savons d'ailleurs que son fait n'en engage pas moins la responsabilité du maître de l'hôtel.

III. — *En troisième lieu, l'hôtelier est responsable en vertu du fait ou de la faute des étrangers allant et venant dans l'hôtel.*

Par ces mots « étrangers allant et venant dans l'hôtel » il faut entendre les voyageurs qui sont descendus à l'hôtel ainsi que toutes les personnes qui vont et viennent dans l'hôtel pour les besoins du service ; M. Guillouard fait aussi rentrer sous cette dénomination « les tiers qui se seraient introduits dans l'hôtel uniquement pour y commettre un vol » (1).

La responsabilité qui dérive pour l'hôtelier du fait des étrangers doit-elle être considérée comme une dérogation au droit commun contenu dans les art. 1382 et 1383 c. civ., ou bien au contraire doit-elle être considérée comme l'application pure et simple de ce même droit commun ? En d'autres termes, la responsabilité du chef des étrangers est-elle la responsabilité du droit commun des art. 1382 et s. c. civ., ou bien n'est-elle pas plutôt une dérogation à ce même droit commun ?

Il semble à première vue que cette responsabilité

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 145.

du chef des étrangers constitue une dérogation au droit commun. C'est au reste l'opinion de MM. Troplong (1) et Guillouard (2).

« Ce qui est exceptionnel, dit ce dernier auteur, ce qui déroge au droit commun, c'est que l'hôtelier répond du fait des étrangers ; responsabilité rigoureuse qui s'explique par l'impossibilité où l'on serait de descendre dans les hôtels, si l'on n'était pas assuré d'y trouver la sécurité. »

Nous pensons, au contraire, avec M. Baudry-Lacantinerie que cette dérogation au droit commun n'est en réalité qu'apparente: Pourquoi donc l'hôtelier est-il responsable du fait des étrangers ? C'est parce que le vol, la perte ou le dommage, dont le voyageur est victime et dont les étrangers peuvent être les auteurs, sont en somme dûs à une faute personnelle de l'hôtelier, faute qui, aux termes des art. 1382 et s. engage la responsabilité de ce dernier. Et la faute commise par l'hôtelier consiste ici à n'avoir pas exercé une surveillance assez efficace sur les personnes qu'il consent à loger, sur tous les individus qui, pour une raison ou une autre sont appelés à circuler quotidiennement dans l'hôtel, enfin sur tous ces gens que l'on rencontre fréquemment aux abords des auberges, ces espèces de bohémiens et de vagabonds, dit Dalloz, qui sont

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 231.

(2) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 145.

dans l'habitude de rôder dans les lieux où se fait un mouvement d'hommes et de choses.

Au surplus, on ne voit pas très bien pourquoi il y aurait, en matière de dépôt d'hôtellerie, dérogation au droit commun, aggravation de la responsabilité au détriment de l'hôtelier : « dire que la rigueur de la loi à son égard s'explique par l'impossibilité où l'on serait de descendre dans les hôtels si l'on n'était pas assuré d'y trouver la sécurité, c'est, dit M. Baudry-Lacantinerie, taxer la loi d'injustice, car c'est reconnaître que les cas fortuits sont à la charge de l'hôtelier, et ce serait là une dérogation injustifiable aux principes généraux relatifs aux risques » (1). Aussi pensons-nous que la responsabilité des aubergistes et hôteliers du chef des étrangers n'est que l'application du droit commun contenu dans l'art. 1382 c. civ.

Nous venons de voir quelle était la règle ; passons maintenant à l'étude de l'exception.

La seule cause qui soit de nature à exonérer l'aubergiste de la responsabilité qui lui incombe d'ordinaire est indiquée par l'art. 1954 : « Ils (les aubergistes ou hôteliers) ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

Le cas fortuit ou force majeure décharge donc l'aubergiste de toute responsabilité. On entend par

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 4206.

cas fortuit tout événement dû à une force majeure qu'on ne pouvait prévoir, et à laquelle dans tous les cas, on ne pouvait résister quand bien même on l'aurait prévue.

C'est ainsi que tous les auteurs s'accordent à considérer comme un cas de force majeure le vol commis par des soldats ennemis. L'espèce suivante s'est présentée lors des malheureux événements de la guerre franco-allemande :

Un sieur Létocart avait remis sa voiture chez un sieur Bénard, aubergiste à Amiens. Un jour, des allemands en armes se présentèrent chez le sieur Bénard avec un cheval tout harnaché ; à l'aide de ce cheval, ils enlevèrent la voiture du sieur Létocart, prétextant qu'elle leur était nécessaire pour le transport d'un blessé. Les recherches faites ultérieurement pour retrouver cette voiture étant demeurées sans résultat, le sieur Létocart assigna le sieur Bénard devant le Tribunal de paix d'Amiens, mais il fut débouté de sa demande par un jugement en date du 16 mars 1871 (1) :

« Attendu qu'il ne reste plus qu'à savoir si, dans la cause, il y a eu force majeure ; — Attendu que poser cette question, c'est la résoudre, car la force majeure se montre ici dans toute sa puissance ; — En effet, Bénard ne pouvait résister à des soldats maîtres de la ville, à des soldats armés, venant avec

(1) Trib. de paix d'Amiens, 16 mars 1871. D. 1871. 3. 401.

un cheval tout garni de ses harnais prendre une voiture à leur convenance et qu'ils savaient être dans sa maison :

« Attendu que le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure ne doit restituer que ce qu'il a reçu en échange (art. 1934) ; que la voiture ayant été prise purement et simplement, Bénard n'a rien à restituer à Létocart ; — Attendu que si l'on veut considérer Bénard comme aubergiste, soumis, dans ce cas, à l'art. 1933, il jouit encore du bénéfice de l'art. 1934, qui porte que « les aubergistes ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure » ;

Mais que faut-il penser du vol commis avec escalade ou effraction ?

M. Pont pense qu'en cette occasion, l'hôtelier doit être dégagé de toute responsabilité : « il ne faut pas, dit cet auteur, exiger l'impossible des hôteliers ; s'il était établi qu'ils n'ont pas été moins précautionnés que le père de famille le plus diligent, serait-il juste de les rendre responsables de faits d'adresse ou d'audace que ne peut déjouer la vigilance même la plus attentive ? » (1)

La grande majorité des auteurs (2) estime, au contraire que l'hôtelier est responsable d'un vol

(1) Pont. *Des Petits Contrats*. I. n. 540.

(2) Troplong. *Dépôt*. n. 235. — Laurent. T. XXVII. n. 142. — Guillaud. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 147. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1211.

commis avec escalade ou effraction, un semblable vol ne constituant pas un cas de force majeure. La raison qu'on en donne est que l'hôtelier aurait pu prévenir un semblable vol, grâce à une surveillance plus rigoureuse et à une attention plus soutenue.

Dalloz, au *Répertoire alphabétique* (1), trouve ces deux opinions trop nettement tranchées et il se déclare partisan d'un système éclectique. Il y aurait d'après cet auteur une question d'appréciation dont les juges seraient souverains maîtres ; ainsi on devrait tout d'abord avoir égard à l'importance de l'hôtel, et ne pas mettre sur le même pied le maître « d'un chétif hôtel où ce n'est que par accident qu'on voit un concours considérable de voyageurs », et le maître « de ces hôtels splendides où se font des dépenses capables de payer les frais de ces grands établissements ». Ensuite on devrait également prendre en considération la nature de l'effraction qui a été commise : parmi les effractions, il en est en effet qu'on peut toujours facilement empêcher grâce à une surveillance même ordinaire, mais il en est d'autres « fruit de l'adresse autant que de l'audace » qui peuvent échapper à l'attention la plus soutenue et que dès lors on ne pourrait reprocher à l'aubergiste sans commettre une véritable injustice.

(1) Dalloz. *Rép. alphab.* v. Dépôt. — Séquestre, n. 487.

Ce système éclectique, assez séduisant peut-être par certains côtés, semble n'avoir trouvé aucun écho ni dans la jurisprudence ni parmi les auteurs.

Le vol commis à l'aide d'un trou fait dans une muraille, qui n'est en somme qu'un vol avec effraction, ne saurait non plus dégager la responsabilité de l'hôtelier ; la chose a d'ailleurs été jugée dans notre ancien droit (arrêt du parlement de Toulouse en date du 27 février 1584 cité par Maynard, livre 83, n. 8).

Quid du vol commis à l'aide de fausses clefs ? est-ce là un fait de force majeure au sens de l'art. 1954 ?

Les auteurs (1) estiment qu'il n'y a pas là un cas de force majeure, permettant l'application de l'art. 1954 c. civ. On en donne comme raison qu'un vol pratiqué à l'aide de semblables moyens aurait pu être évité, si l'hôtelier avait pris la précaution de munir les portes de solides verrous ou de bonnes serrures de sûreté.

Dalloz (2) a encore émis à ce sujet une opinion qui est restée isolée ; d'après cet auteur, il faudrait faire une distinction, le vol commis à l'aide de fausses clefs pourrait parfois constituer un cas de

(1) Pont. I. n. 540. — Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*. n. 147. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1211.

(2) Dalloz. *Rép. alphab.* v. Dépôt — Séquestre. n. 189.

force majeure dégageant l'hôtelier de toute responsabilité : il en serait ainsi si « les malfaiteurs avaient usé de grande adresse pour tromper l'exacte surveillance des gens de l'hôtel » ; dans tous les cas, la responsabilité de l'aubergiste reste entière, et notamment si « l'introduction dans l'hôtel avait eu lieu à l'aide seul de fausses clefs », car l'auteur pense que dans ce cas alors, les portes d'entrée de l'hôtel auraient dû être munies de solides verrous et qu'il y a grave négligence de la part de l'hôtelier à n'avoir pas pris cette sage précaution.

L'incendie est-il un cas de force majeure dans le sens de l'art. 1954 c. civ. ?

Nous ne le croyons pas : du moins, l'incendie n'est pas par lui-même et par lui seul un cas de force majeure déchargeant l'hôtelier de toute responsabilité. Vainement, celui-ci objecterait qu'aucune faute, voire même aucune imprudence, ne saurait lui être reprochée dans la circonstance ; nous répondrons qu'aux termes de l'art. 1953 c. civ. l'hôtelier est responsable du dommage causé aux effets du voyageur non seulement par sa faute propre, mais encore par la faute de ses préposés ainsi que des étrangers allant et venant dans l'hôtel, et cela d'ailleurs de quelle que manière que le dommage ait été occasionné. Il ne suffit donc pas à l'hôtelier, pour qu'il soit à l'abri de toute responsabilité, de prouver le fait matériel de l'incendie, bien plus de prouver que cet incendie n'est pas dû à une

faute qui lui est propre, il doit encore prouver que l'incendie est le résultat d'une force majeure, à laquelle il ne saurait se soustraire.

« Attendu, dit fort bien un arrêt de la Cour de Paris, que, dans l'expression générale de dommage, rentre évidemment le cas particulier d'incendie ; — Que de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que la présomption légale est contre l'aubergiste, et que, pour être déchargé de la responsabilité qui pèse sur lui, c'est à lui de prouver qu'aucun fait d'imprudence ou de négligence ne lui est imputable, et que le dommage est uniquement provenu d'un accident de force majeure » (1).

Le moment est venu de faire ici une remarque importante : la responsabilité qui pèse sur l'hôtelier aux termes des art. 1952 et s. c. civ. ne cesserait pas d'exister même dans le cas de force majeure, si du moins la force majeure provenait de la faute d'un préposé ou bien de la faute d'un étranger allant et venant dans l'hôtel ; en d'autres termes, la force majeure n'est une cause d'excuse pour l'hôtelier qu'autant qu'elle est le résultat d'un fait imputable à une personne du dehors ; nous savons, en effet, qu'aux termes de l'art. 1953, l'hôtelier

(1) Paris, 17 janv. 1850. S. 1850. 2. 267. et D. 1851. 2. 122. — Voyez également : Colmar, 8 avril 1845. D. 1849. 5. 345 et les auteurs suivants : Laurent. T. XXVII. n. 146. — Guillouard. *Dépôt et Séquestre*. n. 146. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1212.

répond du fait de ses préposés ainsi que du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel, et nous avons vu que s'il en était ainsi, c'est parce que dans ces divers cas, il y a toujours une faute personnelle de l'hôtelier, soit qu'il ait mal choisi ses préposés, soit qu'il n'ait pas exercé une surveillance assez attentive.

Le cas de l'art. 1954 constitue-t-il la seule exception au principe général de la responsabilité des hôteliers ? N'y a-t-il pas d'autres exceptions ?

A cet égard, nous allons passer en revue quelques hypothèses qui sont de nature à se présenter très fréquemment dans la pratique.

I. — Les aubergistes et hôteliers sont-ils responsables d'un dommage (en prenant ce mot dans un sens très large : vol, perte, détérioration, etc...) causé au voyageur par la faute, l'imprudence ou la négligence de ce dernier ?

On s'accorde à reconnaître tant en doctrine (1) qu'en jurisprudence que la faute ou l'imprudence du voyageur diminuent considérablement la responsabilité de l'hôtelier, si même elles ne la suppriment pas complètement dans certains cas. Cette solution nous paraît être très juste. Si, en effet, la loi déclare l'hôtelier responsable dans la plupart des cas, c'est

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 238. — Guillouard. *Dépôt et Séquestre*. n. 452. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 4214.

parce que, dans tous ces cas, on peut à juste titre reprocher une faute à l'hôtelier. Mais précisément, lorsqu'il est prouvé que le dommage dont se plaint le voyageur est dû à sa faute propre ou à une négligence qui lui est imputable, il serait profondément injuste de faire retomber la responsabilité sur l'hôtelier, complètement étranger à ce dommage ; en revanche, il est de toute justice que l'auteur de la faute ou de l'imprudence en subisse toutes les conséquences ; c'est d'ailleurs une conséquence des art. 1382 et 1383 c. civ. qui proclament que chacun doit répondre de son fait ou de sa faute.

Maintenant, dans quels cas y a-t-il faute ou même simplement négligence de la part du voyageur ? Dans quels cas le fait reprochable au voyageur est-il de nature à atténuer la responsabilité de l'hôtelier, de nature à la diminuer complètement ? Ce sont-là assurément des questions de fait laissées à l'entière appréciation des tribunaux, juges souverains en cette matière.

Ainsi, un arrêt de la Cour de Douai (1) a jugé qu'il y avait imprudence du voyageur de nature à dégager complètement la responsabilité de l'hôtelier, dans le fait par le voyageur d'avoir laissé emporter par le garçon de service un gilet contenant des valeurs considérables et qu'on pouvait facilement soustraire, alors surtout que les voyageurs étaient invités à

(1) Douai, 19 août 1842. *Sir.* 1842. 2. 421.

remettre à l'hôtelier les objets de valeur qu'ils pouvaient avoir avec eux.

La Cour de Rouen (1) a jugé qu'il y avait imprudence grave de la part du voyageur à laisser la clef à la porte de sa chambre, alors surtout qu'une pancarte apposée dans cette chambre prévenait les voyageurs d'avoir à retirer la clef; il y a encore imprudence de la part du voyageur, dit la même Cour, dans le fait de laisser sur la cheminée d'une chambre ouverte à tout venant des valeurs considérables, notamment un portefeuille contenant 2,750 francs en billets de banque et l'original d'un titre de 60,000 francs. La Cour pense qu'en pareil cas, il y a lieu d'apporter un tempérament à la responsabilité de l'hôtelier qui doit être atténuée dans une très large mesure; dans l'espèce, l'aubergiste fut simplement condamné au paiement d'une somme de 1,000 francs.

La Cour d'Angers (2) voit une imprudence de nature à dégager complètement la responsabilité de l'aubergiste dans le fait par les voyageurs d'avoir laissé dans un placard, dont la clef a été placée par eux dans un tiroir non fermé, la somme qu'ils prétendent leur avoir été volée, et d'avoir ensuite placé la clef de leur chambre au ratelier numéroté de l'auberge.

(1) Rouen, 4 févr. 1847. D. 1847. 2. 74.

(2) Angers, 15 juill. 1857. D. 1857. 2. 167.

Le Tribunal civil de la Seine (1) estime qu'il y a imprudence du voyageur, dans le fait par ce dernier de laisser, sans prévenir l'aubergiste, des marchandises dans un corridor ouvert à tout venant et échappant par là même à la surveillance de l'aubergiste; en ce cas, dit le Tribunal, l'hôtelier doit être déchargé de toute responsabilité.

La loi du 8 avril 1889, laquelle a modifié l'art. 1953 c. civ., en proclamant que l'aubergiste n'est responsable des espèces monnayées ainsi que des valeurs ou titres au porteur de même nature que jusqu'à concurrence de la somme de 1,000 francs, procède encore de la même idée; si le législateur a limité en pareil cas la responsabilité de l'hôtelier, c'est parce qu'il considère à juste titre comme une imprudence le fait par le voyageur de garder avec lui ou dans une chambre plus ou moins bien fermée des sommes d'argent relativement considérable.

Enfin, la Cour d'Aix (2) voit une faute de nature à diminuer l'étendue de la responsabilité de l'hôtelier dans le fait du voyageur qui, en quittant la chambre où il a déposé des bijoux dans une armoire, ne prend pas la précaution pourtant très élémentaire d'emporter la clef de cette chambre, et de la

(1) Trib. Civ. Seine, 16 janv. 1884. D. *Supp. au Rép.* v. Dépôt — Séquestre. n. 67.

(2) Aix, 26 oct. 1899. *Rec. Marseille.* 1900. 1. 5.

suspendre au tableau à ce destiné, mais la laisse tenir à la serrure.

Le principe que nous venons de développer, à savoir que l'imprudence ou la faute du voyageur atténuent la responsabilité de l'hôtelier dans une mesure plus ou moins large suivant les divers cas, reçoit à notre avis une exception très notable : l'hôtelier demeure responsable, malgré la faute ou l'imprudence du voyageur, lorsque le dommage causé aux effets de ce dernier est dû à un fait des préposés de l'hôtelier. Pourquoi cela ?

C'est parce qu'au regard de ces préposés, la négligence ou l'imprudence du voyageur ne sauraient constituer une faute. En effet, si le voyageur est en faute pour n'avoir pris aucune précaution vis-à-vis des étrangers, il n'a par contre aucune précaution à prendre contre les serviteurs de l'hôtelier. Ceux-ci ne sauraient en aucune façon éveiller le moindre soupçon de la part des voyageurs, puisqu'il rentre précisément dans leurs attributions de protéger ces mêmes voyageurs contre le fait des tiers. De plus, on peut toujours en pareil cas reprocher une faute à l'hôtelier, qui a eu le tort de prendre à son service des individus n'offrant pas toutes les garanties d'honnêteté et de probité désirables.

« C'est en vain, dit M. l'avocat général Delangle, que l'aubergiste accuserait le voyageur d'imprudence, car dans ses relations avec les gens de l'hôtel, qu'il doit croire aussi probes que l'hôtelier lui-

même, le voyageur n'a aucune précaution à prendre » (1).

La jurisprudence a consacré à plusieurs reprises la légitimité de cette exception à la règle que nous venons d'étudier.

Ainsi, il a été jugé que les aubergistes et hôteliers sont responsables du vol commis par leur domestique (dans l'espèce, un vol de diamants), et ce encore bien que le voyageur ait commis une grave imprudence en remettant à un garçon de l'hôtel les vêtements où se trouvaient ces diamants, sans avoir pris au préalable la précaution de retirer les diamants (2).

Dans ces divers cas, c'est à l'hôtelier qu'il appartient de prouver que le voyageur a commis une faute ou une imprudence de nature à atténuer ou même à diminuer complètement la responsabilité qui d'ordinaire lui incombe : cette preuve une fois faite, c'est au voyageur, s'il estime que l'imprudence par lui commise n'est pas de nature à dégager la responsabilité de l'hôtelier en raison de la qualité de l'auteur du vol, c'est au voyageur, dis-je, à faire la preuve de cette qualité.

II. — Les hôteliers sont-ils responsables du dommage causé aux effets du voyageur, lorsque ce dommage a été occasionné par le fait des domestiques du voyageur ?

(1) Sous. Cass. 11 mai 1846. *Sir.* 1846. 1. 364. — D. 1846. 1. 192.

(2) Voyez à ce sujet : Amiens, 4 déc. 1846. *Sir.* 1847. 2. 237 et Bordeaux, 27 avr. 1854. *Sir.* 1855. 2. 95.

La logique nous commande de répondre négativement à cette question, car en l'occurrence s'il y a une faute à reprocher, c'est bien au voyageur, non à l'hôtelier que l'on doit adresser le reproche ; c'est en effet au voyageur à surveiller ses propres domestiques, et s'il a fait un mauvais choix, il ne saurait s'en prendre qu'à lui-même de ce mauvais choix.

« Toutefois, dit Troplong (1), si un maître voyageant avec son domestique, était descendu dans un hôtel, et que ce domestique y eut volé son maître, je ne crois pas qu'il fut juste d'imputer à l'hôtelier la responsabilité de ce vol. Vainement s'attacherait-on à la lettre de l'article 1953 pour soutenir que ce domestique étant du nombre des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, l'aubergiste est garant de son fait. Mais cette responsabilité est effacée par celle du maître de ce domestique, qui ne doit s'en prendre qu'à lui-même de son mauvais choix, et qui est bien plus reprochable à cet égard que l'hôtelier. »

On peut encore, pour justifier cette opinion, ajouter avec M. Baudry-Lacantinerie (2) que « par application de l'art. 1384 c. civ., l'aubergiste a un recours contre celui dont le préposé a commis le vol ; l'éventualité de ce recours empêche d'aboutir l'action du voyageur contre l'aubergiste ».

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 287.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1216.

III. — *Autre question.* — L'aubergiste est-il responsable, lorsque les effets du voyageur ont été déposés dans un endroit quelconque de l'auberge, ou même par exemple sur le bord de la route ?

Les effets du voyageur peuvent, en effet, avoir été déposés non seulement dans l'hôtel, mais aussi dans les cours, les étables, les écuries, par exemple s'il s'agit de grosses marchandises, de chevaux ou autres animaux, de voitures, etc., ou même encore dans des lieux adjacents, ou sur la voie publique ; c'est un cas qui se présente assez fréquemment dans la pratique, par suite du défaut de place et de l'encombrement des auberges, notamment les jours de foire et de marché.

Nous n'hésitons pas à penser que dans tous ces cas l'aubergiste est responsable ; sa surveillance doit s'exercer sur toutes les parties et sur toutes les dépendances de l'hôtel.

« L'aubergiste qui a intérêt à loger, dit Troplong (1), est sensé avoir consenti à surveiller les objets ainsi laissés forcément sur la voie publique ; sans quoi, il est probable que le voyageur serait allé ailleurs ».

Entre autres décisions de jurisprudence, on peut signaler les suivantes :

La Cour de Paris (2), par arrêt du 14 mai 1839,

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 225. — Voyez aussi : Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1198.

(2) Paris, 14 mai 1839. *Sir.* 1839. 2. 264.

déclare un aubergiste responsable d'un vol de marchandises placées dans une voiture sur la voie publique, par ce motif que l'aubergiste n'est pas moins garant des objets laissés forcément sur la voie publique que de ceux qui ont été rentrés dans l'hôtel.

Le Tribunal civil d'Alais (1), et après lui la Cour de Nîmes ont jugé que la responsabilité des aubergistes et hôteliers, en cas de vol des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, s'applique non seulement aux objets déposés dans les chambres des voyageurs, mais encore aux marchandises qui ont été placées en dehors de l'hôtel et dans un lieu où on a coutume de les faire stationner, dans l'espèce, une remise.

Enfin, il a été jugé qu'un aubergiste est responsable de l'accident causé par un cheval remis à sa garde, bien que ce cheval n'ait pas été placé dans les écuries de l'hôtel. Dans l'espèce, le cheval avait été attaché dans un pré appartenant à l'aubergiste, et ce faute de place dans les écuries de ce dernier (2).

IV. — *Enfin dernière question.* — L'aubergiste est-il responsable des effets laissés par le voyageur, après qu'il a quitté l'hôtel ?

M. Laurent est d'avis qu'en pareille hypothèse, le

(1) Tal C¹¹ Alais, 19 juin 1895. *La Loi*, 23 déc. 1895, et Nîmes, 29. janv. 1896. *Mon. Midi*, 16 févr. 1896.

(2) Tal C¹¹ Abbeville, 9 févr. 1898. *Rec. Amiens*, 1898. 77.

dépôt reste toujours un dépôt nécessaire : « il nous semble, dit cet auteur, que le dépôt reste un dépôt nécessaire, par cela seul qu'il est fait par un voyageur dans une auberge ; et le dépôt ne perd pas ce caractère quand le voyageur quitte l'hôtel ; il n'est pas même requis qu'il y loge ; donc le dépôt reste ce qu'il était quand le voyageur cesse de loger » (1).

A notre sens, la vérité réside dans une distinction ; il faut distinguer selon que le voyageur a abandonné ses effets dans l'auberge volontairement ou selon qu'il les a abandonnés involontairement et notamment par suite d'un oubli : dans le premier cas, le dépôt est un dépôt volontaire ; dans le second cas, le dépôt reste un dépôt nécessaire.

Dans le premier cas, avons-nous dit, le dépôt, de nécessaire qu'il était, devient volontaire, grâce au fait de l'abandon de l'hôtel par le voyageur. De cela, on peut donner deux très bonnes raisons : en premier lieu, nous ne sommes plus dans les conditions voulues pour qu'il y ait dépôt nécessaire, car le dépôt nécessaire est une conséquence toute naturelle, logique du séjour du voyageur dans l'hôtel ; en second lieu, rien n'oblige l'hôtelier à conserver les effets du voyageur, après que ce dernier a quitté l'hôtel.

Dans le second cas, le dépôt reste nécessaire,

(1) Laurent. tome XXVII. n. 162.

parce que précisément nos deux raisons précitées ne trouvent plus ici leur application ; en pareil cas, le voyageur n'a pas quitté l'hôtel d'une façon définitive ; l'oubli par lui commis l'y rappellera d'un moment à l'autre.

SECTION VII

Montant de la Responsabilité Loi du 18 avril 1889

Sous l'empire du Code civil, la responsabilité qui pèse sur l'aubergiste est une responsabilité indéfinie ; en d'autres termes, l'hôtelier répond de la valeur intégrale des effets apportés par le voyageur dans l'hôtellerie. Nous avons vu précédemment quel sens il faut attribuer à ce mot effets de l'art. 1953, et sans revenir sur ce qui a été déjà dit, rappelons qu'il comprend non seulement le linge, les vêtements, mais aussi les marchandises, les animaux et les voitures, mais encore les bijoux, l'argent comptant, les billets de banque, ainsi que les valeurs au porteur de toute nature.

La responsabilité indéfinie résultant pour les hôteliers des art. 1952 et s. c. civ, donnait lieu à trois ordres de critiques des plus sérieux :

Tout d'abord, il existait, tant en doctrine qu'en jurisprudence, une grande incertitude au sujet des limites exactes et précises de la responsabilité des hôteliers ; il n'était pas rare de voir à ce sujet

des arrêts ou des jugements contradictoires, les uns se montrant inflexibles et appliquant rigoureusement les dispositions des art. 1952 et s. c. civ., les autres, au contraire, apportant à ces mêmes dispositions certains tempéraments conformes à l'équité.

« Les art. 1952 et 1953 c. civ. rendent les aubergistes responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, en assimilant le dépôt de ces effets à un dépôt nécessaire ; mais cette responsabilité n'est pas autrement définie, et, à part les cas de force majeure, elle est illimitée. Il en résulte des interprétations diverses de la part des juges et des jurisconsultes ; on voit souvent, à cet égard, pour des cas à peu près identiques, des jugements contradictoires des tribunaux et des avis différents dans les traités de droit » (1).

Ensuite, lors de la rédaction du Code civil, la fortune mobilière était loin d'avoir acquis le développement qu'elle a atteint de nos jours ; à cette époque, la fortune immobilière était seule en honneur. Aujourd'hui, les rôles sont renversés, et la propriété immobilière, à la suite de diverses crises qu'elle a dû subir, a été supplantée par la fortune mobilière. Assurément, on ne saurait

(1) Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 1954 c. civ., présentée par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure, députés. *Journ. off.*, 29 juill. 1887. Annexe n. 1539. p. 371.

reprocher aux rédacteurs du Code civil de n'avoir pas prévu un pareil changement à l'état de choses existant de leur temps. A côté de la monnaie, on a vu apparaître au cours de ce siècle une foule de titres qui peuvent la remplacer et en rendent l'emploi beaucoup plus rare (billets de banque, lettres de change, billets à ordre, etc.). Cette monnaie qu'on appelle monnaie fiduciaire par opposition à la monnaie métallique permet aux voyageurs d'avoir avec eux des sommes considérables dont l'hôtelier peut ne pas même soupçonner l'existence, et dont en conséquence il serait injuste de lui faire supporter l'entière responsabilité. Cela est d'autant plus vrai que la circulation des divers titres au porteur (circulation fiduciaire) était inconnue au moment de la confection du Code civil.

« S'il est jusqu'à un certain point possible à des juges d'apprécier quels sont les effets, argent ou autres objets que le voyageur a dû porter avec lui pour les besoins de son voyage, il est plus difficile d'arriver à reconnaître quelles sont les valeurs, quelle est la fortune que le même voyageur a pu laisser dans un portefeuille enfermé dans sa malle ou oublié sur un meuble de l'appartement qu'il occupe. Il peut se faire alors, ou que le voyageur soit de mauvaise foi, ce qui peut injustement léser et même ruiner l'hôtelier ; ou que le voyageur ne puisse réussir à faire triompher la vérité, ce qui

l'exposerait lui-même à ne pas obtenir la restitution des valeurs qui lui ont été volées » (1).

Enfin, grâce aux moyens de locomotion excessivement perfectionnés dont nous disposons aujourd'hui et qui étaient totalement inconnus au moment de la rédaction du Code civil, les voyages se sont multipliés dans une proportion inouïe ; on n'hésite plus à parcourir des espaces considérables, réputés autrefois comme infranchissables.

D'une part, le commerce a pris de nos jours un développement remarquable, et rien n'est plus propre à favoriser les déplacements que la vie commerciale qui est essentiellement une vie active, parfois même agitée, fiévreuse. Tous les jours, des quantités énormes de produits sont transportées d'un point à un autre au moyen de divers modes de locomotion (chemins de fer, navires marchands, entreprises de roulage, etc.) ; tous les jours, sur les divers points de notre territoire français, se tiennent des foires et des marchés ; là, l'industriel vient acheter les diverses matières premières dont il a besoin, le cultivateur vient s'approvisionner de chevaux et de bétail ; dans nos principaux ports, affluent de grandes quantités de marchandises amenées de l'étranger dans l'espoir d'un placement

(1) Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 1954 c. civ., présentée par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure, députés. *Journ. off.*, 29 juill. 1887. Annexe n. 1539. p. 371.

avantageux ; dans nos grandes villes, on trouve ce que l'on appelle des maisons de gros, ces maisons achètent des produits en grande quantité pour les revendre ensuite au détail aux petits commerçants, elles le font à l'aide de représentants, de commis-voyageurs que leur profession oblige à des déplacements quotidiens ; enfin, dans nos grandes villes, voire même dans nos gros bourgs, nous trouvons de riches magasins qui, excitant les convoitises des habitants des pays d'alentour, les attirent de plus en plus vers les grands centres d'approvisionnement ; il n'est pas jusqu'au moindre village où on ne trouve une humble boutique où la marchandise fournie par le préposé d'une maison de gros n'attende docilement le bon plaisir de l'acheteur.

D'autre part, les habitudes de luxe ont encore amené de nos jours des déplacements fréquents dans les villes d'eaux : les séjours faits dans ces localités sont relativement de longue durée et nécessitent l'apport de vêtements de prix, de bijoux, de diamants ainsi que de sommes souvent très importantes. En même temps, les chances de perte ou de vol s'accroissent en raison du grand concours d'étrangers venus pour prendre part aux diverses attractions offertes par ces résidences privilégiées et en raison du grand nombre d'aventuriers de toute espèce toujours en quête de quelque coup à faire. Assurément, il y a là un grand danger pour les hôteliers, trop facilement exposés à être compromis,

dans une mesure souvent très large, par des vols d'objets précieux ou de sommes d'argent.

« Le développement du goût des voyages, dit M. Guillaud, et des voyages lointains, par conséquent dispendieux, et l'accroissement des valeurs au porteur, amènent un grand nombre de personnes à voyager avec beaucoup d'argent, et quelques-uns même avec toute leur fortune. N'était-il pas excessif d'imposer aux hôteliers la responsabilité de valeurs aussi considérables, que le voyageur ne prenait pas la peine de leur remettre en dépôt à son arrivée dans l'hôtel » (1).

S'inspirant de ces motifs et de ces idées, MM. Lisbonne et Gatineau déposaient, le 9 avril 1881, sur le bureau de la Chambre des Députés, le projet de loi suivant :

« Le paragraphe 2 de l'article 1953 du Code civil
« est modifié ainsi qu'il suit :

« Les deux articles qui précèdent ne sont pas
« applicables aux valeurs au porteur de toute
« nature, apportées ou déclarées par les voyageurs,
« et qu'ils n'auraient pas déposées aux mains de
« l'hôtelier.

« La limite de garantie à raison de la perte ou
« disparition, dans l'hôtel ou ses dépendances,
« desdites valeurs apportées ou déclarées et non
« déposées, est portée à 1,000 francs.

(1) Guillaud. *Dépôt*. n. 153.

« Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité directe ou indirecte édictée par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil » (1).

Dans la séance du 18 juin 1881, la Chambre des Députés prenait en considération la proposition de loi présentée par MM. Lisbonne et Gatineau, tendant à modifier les art. 1952 et s. c. civ. (2)

Cette proposition de loi ne fut pas discutée; on pouvait même la croire abandonnée, lorsqu'elle fut reprise le 14 février 1887, par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure. (3)

Après avoir exposé les motifs qui nécessitent une modification aux art. 1952 et s. c. civ., les auteurs de cette proposition de loi s'expriment dans les termes suivants :

« Cette proposition de loi répond à un besoin réel; elle ne porte aucune atteinte à ce qui existe et ne fait qu'y ajouter des dispositions nécessitées par un ordre de choses absolument nouveau; elle donne satisfaction aux justes réclamations des hôteliers, tout en laissant une latitude suffisante aux voyageurs dont elle sauvegarde les intérêts; elle mérite donc à tous égards un examen sérieux.

« Pour ces motifs, nous demandons à la Chambre

(1) *Journal officiel*, 16 avril 1881. Annexe n. 3580.

(2) *Journ. off.* des 19 juin et 2 juillet. Annexe 3766. p. 1145.

(3) Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions de l'art. 1954 c. civ., présentée par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure. *Journ. off.* 29 juill. 1887. Annexe n. 1539. p. 371.

de prendre en considération la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

« Article unique. — Il est ajouté à l'art. 1954 du Code Civil les dispositions suivantes :

« Pareillement, ils ne sont pas responsables des vols portant sur les valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre les mains de l'hôtelier.

« La limite de garantie desdites valeurs ou objets précieux non déposés est fixée à 1,000 francs. »

Le 28 février 1888, M. Colfavru déposait au nom de la Commission d'initiative parlementaire, un rapport sommaire, qui n'était en somme qu'une reproduction de ce qui avait été déjà dit sur la question. (1)

Le 19 mars 1889, M. de la Bâtie faisait, au contraire, à la Chambre des Députés, un rapport très important (2) et qui apportait un peu de nouveau dans cette question déjà ancienne :

M. de la Bâtie, après avoir rappelé que la limite de garantie fixée à 1.000 francs par MM. Lisbonne et Gâtineau ne visait que les valeurs au porteur et les billets de banque, non les autres effets du voyageur,

(1) Rapport sommaire de M. Colfavru, le 28 févr. 1888. *Journ. off.* du 29 avril 1888, documents parlementaires. p. 250. Annexe n. 2473.

(2) Rapport de M. de la Bâtie, le 16 mars 1889. *Journ. off.* Annexe n. 3614.

et après avoir proclamé que même dans cette hypothèse spéciale, le dépôt intervenu entre le voyageur et l'hôtelier n'en restait pas moins un dépôt nécessaire, propose de modifier ainsi qu'il suit le texte primitif élaboré par MM. Lisbonne et Gâtineau :

« Il sera ajouté à l'art. 1953 du Code Civil, le paragraphe suivant :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

Dans sa séance du 26 mars 1889 (1), la Chambre des Députés adoptait sans débats cette proposition de loi.

Elle fut transmise au Sénat le 28 mars 1889. M. Béranger fut chargé de la rédaction du rapport devant le Sénat (2). Dans ce rapport, le rédacteur rappelle les motifs qui, selon lui, justifient la modification proposée aux art. 1952 et s. c. civ. et, comme M. de la Bâtie, il proclame que l'innovation apportée à ces articles concerne uniquement les valeurs au porteur et les espèces monnayées, nullement les autres effets du voyageur qui continuent d'être régis par le Code civil.

(1) Déclaration d'urgence et adoption sans discussion le 26 mars 1889. *Journ. off.* du 27 mars 1889.

(2) Transmission le 29 mars 1889 (*Journ. off.* Annexe n. 83). Rapport de M. Béranger, le 11 avril 1889 (*Journ. off.* Annexe n. 115). Adoption sans discussion le 13 avril 1889.

La proposition de loi était votée par le Sénat le 13 avril 1889, elle était promulguée en tant que loi le 18 avril de la même année.

Telle est l'histoire de la loi de 1889, nous allons maintenant avoir à rechercher quelle est la portée d'application de cette nouvelle loi.

L'historique de la loi du 18 avril 1889 montre que les différents promoteurs de cette loi se sont rencontrés sur deux points dont il est très important de fixer le sens exact :

1° L'étendue de la modification apportée par la loi du 18 avril 1889 aux règles antérieurement fixées par le Code civil.

2° La limite maximum de garantie pour les effets visés par ladite loi.

Tout d'abord l'atténuation de la responsabilité ne porte que sur les espèces monnayées et sur les valeurs ou titres au porteur de toute nature, qui n'ont pas été déposés réellement entre les mains de l'hôtelier.

Les espèces monnayées, c'est l'argent comptant, la monnaie métallique ; les valeurs et titres au porteur de toute nature, ce sont les billets de banque, les actions, les obligations, les lettres de change, etc.

Ces expressions de la loi nouvelle doivent s'entendre limitativement : c'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple entre plusieurs autres, que les bijoux ne sont pas compris au nombre des valeurs à l'égard desquelles la loi du 18 avril 1889 limite la respon-

sabilité de l'hôtelier, lorsque le dépôt n'a pas été réellement effectué entre les mains de ce dernier. (1)

Il en serait de même pour d'autres objets de prix, apportés par le voyageur dans l'hôtel, tels que fourrures, dentelles, etc. L'innovation introduite par la loi de 1889 ne vise pas ces objets, qui restent en conséquence soumis aux règles édictées par le Code civil.

Sur ce point, en effet, aucun doute n'est possible ; il suffit pour s'en convaincre de lire l'exposé des motifs de la proposition de loi tant de MM. Lisbonne et Gâtineau, que de M. Monis, et l'on verra que l'atténuation de la responsabilité des hôteliers, porte uniquement sur les espèces monnayées, les billets de banque et autres valeurs non déposés réellement entre les mains de l'hôtelier ; elle ne concerne nullement les autres effets que les voyageurs peuvent avoir avec eux.

Le texte proposé par MM. Lisbonne et Gâtineau ne saurait laisser aucune place à l'équivoque ; le texte proposé par M. Monis, d'une rédaction plus brève, est peut-être moins clair ; aucune hésitation néanmoins n'est possible si l'on compare les deux propositions de loi. Le but poursuivi par les différents promoteurs de la loi de 1889 est bien toujours le même.

(1) Voyez à cet égard : Rouen (2^e Ch.) 18 juillet 1889. G. P. 1890. 1. 125. — Riom, 7 nov. 1894. D. 1895. 2. 558. — Aix, 26 octob. 1899. *Rec. Marseille* 1900. 1. 5 et D. 1901. 2. 303. — Req. 9 déc. 1901. D. 1903. 1. 113.

Les maîtres d'hôtels sont d'accord avec les auteurs de la loi de 1889 pour reconnaître que la responsabilité qui leur est imposée n'est excessive qu'en égard aux valeurs au porteur de toute nature ; voici, au surplus, la manière dont ils s'expriment dans le rapport en date du 29 avril 1887, élaboré au nom de leur Chambre syndicale :

« Le mot effets, qu'emploient les art. 1952 et 1953, a, par la jurisprudence, acquis une signification des plus larges, Le législateur de l'an XII voulait sans doute entendre par effets les objets nécessaires pour les besoins du voyage : vêtements, bijoux usuels, argent. La jurisprudence y a fait comprendre les effets de commerce, les billets de banque, les valeurs au porteur, etc. Or, les billets de banque et les valeurs au porteur n'existaient pas au moment de la promulgation du Code civil, ou du moins n'avaient pas la circulation intense qu'ils ont aujourd'hui. La jurisprudence en devenant si compréhensive, a donc encore aggravé ce qu'il y avait d'excessif dans les dispositions du Code sur la responsabilité des hôteliers ».

L'innovation apportée par la loi de 1889 est des plus équitables, elle ne le serait pas si on devait l'étendre à tous les effets apportés par le voyageur dans l'hôtel. Le goût des voyages, l'amour du luxe et du confortable, le désir de trouver réunies dans un même établissement toutes les commodités de la vie ont été de nos jours poussés à un tel point

qu'il serait, à l'heure actuelle, absolument ridicule de vouloir limiter à 1,000 francs la valeur des effets que chaque voyageur tient à avoir avec lui. D'autre part, il serait non moins absurde de forcer les voyageurs à remettre réellement entre les mains de l'hôtelier les objets précieux autres que les espèces monnayées et les valeurs au porteur qu'ils peuvent avoir avec eux, tels que bijoux, diamants, montres de valeur, effets d'habillement de prix, fourrures, dentelles, etc. Outre qu'il y aurait là une gêne à laquelle on ne saurait raisonnablement assujettir les voyageurs, il y aurait en même temps pour les hôteliers une préoccupation de tous les instants qui ne tarderait pas à se changer pour eux en une obligation des plus lourdes, dont ils seraient les premiers à souffrir.

A cet égard et sur ce point spécial, la loi du 18 avril 1889 doit être approuvée sans restriction.

En ce qui concerne la fixation du maximum de garantie pour les valeurs au porteur non réellement déposées aux mains de l'hôtelier, les rédacteurs de la loi de 1889 ont adopté le chiffre de 1,000 francs.

Les hôteliers, dans une pétition adressée par eux aux pouvoirs publics, avaient demandé que « tout en restant illimitée pour les objets directement déposés entre leurs mains, leur responsabilité, quand ce dépôt n'aura pas été effectué, ne puisse dépasser la somme de 500 francs » (Rapport de M. Bizarelli). Mais ce chiffre de 500 francs fut bien

vite abandonné, même par les hôteliers qui l'avaient proposé, et tout le monde fut d'accord pour adopter le chiffre de 1.000 francs. Il ne fallait pas, en effet, trop restreindre la liberté d'action du voyageur, et tenir compte de ce fait qu'aujourd'hui les habitudes du luxe et de confort exigent que les voyageurs aient toujours et à tout moment la libre disposition d'une certaine somme d'argent ; sous tous ces rapports, le chiffre de 500 francs était véritablement trop faible.

Le dépôt de valeurs ou d'espèces monnayées, qui a été fait réellement entre les mains de l'hôtelier, est-il un dépôt nécessaire, ou bien n'est-il qu'un simple dépôt volontaire ? Le dépôt réel reste toujours, à notre avis, un dépôt nécessaire.

A cet égard, un doute pourrait surgir à la lecture des paroles suivantes prononcées par M. Monis :

« En d'autres termes, pour ce qui concerne les valeurs au porteur, dépassant 1.000 francs, le dépôt ne serait pas considéré comme nécessaire, et le voyageur ne pourrait les faire garantir qu'au moyen d'un dépôt volontaire. »

La question présenterait assurément un gros intérêt, notamment au point de vue de la preuve ; si le dépôt réel dont nous nous occupons en ce moment est un dépôt nécessaire, la preuve de ce dépôt pourra être faite par témoins, même au-dessus de 150 francs ; si, au contraire, il s'agit d'un dépôt volontaire, la preuve par témoins n'en sera admise

qu'en matière n'excédant pas 150 francs ; au-dessus de cette somme, il faut une preuve écrite.

Nous ne pensons pas qu'il ait été dans l'intention de M. Monis de vouloir changer la nature juridique du contrat intervenu entre le voyageur et l'hôtelier, du moins en ce qui concerne les espèces monnayées et les valeurs au porteur de toute nature déposées réellement entre les mains de l'aubergiste.

Dans la proposition de loi de MM. Lisbonne et Gàtineau, on ne trouve absolument rien qui puisse faire supposer un seul instant que les deux honorables députés aient voulu innover quoi que ce soit relativement à la nature juridique du contrat de dépôt d'hôtellerie ; l'impression qui se dégage au contraire des travaux préparatoires auxquels ont participé en premier lieu MM. Lisbonne et Gàtineau, est que le dépôt, tout en devenant un dépôt réel, n'en reste pas moins comme auparavant un dépôt nécessaire.

Au reste, il serait bien difficile d'exiger en notre matière, la confection d'un écrit au sujet des valeurs visées par la loi du 18 avril 1889 et qui doivent être déposées entre les mains de l'aubergiste ; ce serait, en effet, susciter des difficultés incessantes dans les relations des voyageurs et des hôteliers.

Enfin, il y aurait quelque chose de choquant, voire même de contradictoire à décider que dans le même contrat intervenu entre les mêmes personnes, on doit distinguer deux sortes de dépôts, l'un néces-

saire et l'autre volontaire, régis par des règles différentes, notamment au point de vue de la preuve.

Concluons donc que, dans tous les cas, même dans celui prévu par la nouvelle loi, le dépôt d'hôtellerie est et reste toujours un dépôt nécessaire qui, dès lors, pourra toujours être prouvé par témoins ou par présomptions, quelle que soit d'ailleurs le montant de la somme déposée (art. 1348 et 1950 c. civ.)

La loi de 1889 qui a limité, dans la mesure que nous connaissons, la responsabilité des aubergistes et hôteliers, n'empêche pas que le voyageur ne soit obligé de prouver qu'il avait en sa possession des espèces monnayées ou des valeurs au porteur. C'est du moins ce qui a été jugé par le Tribunal civil de Reims (1) et par la Cour de Riom (2).

La preuve à laquelle le voyageur est tenu peut-être faite par témoins ; elle peut l'être également par présomptions ; les circonstances du fait ainsi que la qualité des parties peuvent être prises en considération par le juge qui jouit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire ; c'est ainsi que la Cour de Riom dans l'arrêt précité prend en considération la réputation de probité et la grande honorabilité du voyageur.

(1) Trib. Civ. Reims, 14 déc. 1893. *Mon. Lyon*, 22 févr. 1894.

(2) Riom, 7 nov. 1894. D. 1895. 2. 558.

Bien entendu, si le dommage dont se plaint le voyageur est le résultat d'une faute imputable à l'hôtelier, ce dernier redevient responsable du montant intégral des valeurs, alors même que celles-ci n'auraient pas été déposées entre les mains de l'hôtelier. C'est d'ailleurs l'application pure et simple des art. 1382 et s. c. civ.

« Les art. 1952 et 1953 c. civ., dit M. de la Bâtie, dans le rapport fait par lui à la Chambre des Députés, rendent les hôteliers responsables des effets apportés chez eux par le voyageur. Cette responsabilité spéciale est indépendante de celle du droit commun, dérivant des art. 1382 à 1386 c. civ. Elle frappe de plein droit l'hôtelier et l'aubergiste, dès qu'il est démontré qu'un effet, apporté par le voyageur, a été endommagé ou a disparu, sans qu'il soit nécessaire de prouver ni même d'alléguer une faute quelconque contre le maître de l'hôtellerie. »

D'un autre côté, M. Béranger, dans le rapport qu'il fit au Sénat, déclare que « rien n'est d'ailleurs changé aux règles ordinaires du Code, lorsqu'il y a eu faute de l'hôtelier ou des personnes dont il répond suivant les termes des art. 1382 et s. »

Il en serait donc de même, si la faute, au lieu d'être imputable à l'hôtelier, était imputable à l'une quelconque des personnes dont il doit répondre.

Au reste, la jurisprudence décide d'un commun accord et conformément à ce que nous venons de dire, que la loi du 18 avril 1889 n'a pas dérogé aux

principes consacrés par le Code civil, lorsqu'une faute a été commise par l'hôtelier lui-même ou par les personnes dont il doit répondre.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Bordeaux (1), que la loi du 18 avril 1889, qui limite à 1,000 francs la responsabilité des aubergistes ou hôteliers pour les espèces monnayées ou les valeurs non déposées entre leurs mains, n'a rien changé au principe consacré par le Code civil, lorsqu'une faute a été commise par l'hôtelier lui-même ou par les personnes dont il doit répondre, suivant les art. 1382 et suiv. c. civ. ; — Que cette vérité a été reconnue dans la discussion de loi nouvelle, qui a simplement restreint la responsabilité légale, reconnue trop sévère dans ses termes absolus. »

Mais, c'est au voyageur qu'il incombe de faire la preuve que l'hôtelier ou les personnes dont il répond ont commis la faute dont il se plaint, et si cette preuve n'est pas fournie, c'est la loi du 18 avril 1889 qui doit être appliquée.

Lors de la discussion de la loi au Sénat, quelques-uns des membres de la Commission manifestèrent l'intention d'ajouter une disposition ayant pour objet de prescrire l'affichage de la loi sur les divers établissements où elle était susceptible d'être exécutée. Cette addition ne fut pas approuvée par la

(1) Bordeaux, 20 mai 1892. D. 1893. 2. 182 et S. 1893. 2. 51. — Voyez également : Caen, 13 déc. 1892. *Rec. arr. Caen et Rouen*, 1893. 1. 127.

majorité des membres qui estimèrent que cette prescription rentrait dans les attributions de la police municipale.

En résumé, la loi du 18 avril 1889 constitue une heureuse innovation et nous ne saurions lui marchander notre approbation.

« Ces dispositions, dit M. Guillouard, nous paraissent très sages, car le voyageur est protégé par cette législation aussi bien qu'il l'était par l'ancienne, d'une manière illimitée, à la seule condition de se conformer aux prudentes prescriptions de la loi pour le dépôt réel des valeurs ou espèces qu'il porte avec lui ; et, quant à l'hôtelier, il est beaucoup moins exposé qu'il ne l'était auparavant à encourir des responsabilités ruineuses. » (1)

L'innovation introduite par la loi de 1889 n'était d'ailleurs pas sans précédent dans les législations étrangères, et à cet égard, certains Codes étrangers contiennent des règles identiques à celles établies par le législateur de 1889 ; nous citerons notamment le Code fédéral des obligations de Suisse (art. 486), le Code civil espagnol (art. 1783), la loi anglaise (statut 26 et 27, Vict. c. 41), le Code civil de Monténégro (art. 393), le Code civil du Bas-Canada (art. 1677 et 1816), et enfin une loi new-yorkaise du 13 avril 1883.

(1) Guillouard, *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 158.

SECTION VIII

**Modification aux Règles de la Responsabilité
spéciale de l'art. 1952**

Aux termes de l'art. 6 du Code civil « on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. »

L'art. 6 distingue donc deux sortes de loi :

1° Les lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs ; ce sont celles auxquelles il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières.

2° Les lois qui n'intéressent ni l'ordre public, ni les bonnes mœurs, et auxquelles les parties sont libres de déroger par des conventions particulières.

La question de savoir si une loi est d'ordre public ou non, est assez délicate. Assurément, l'expression ordre public, dont se sert le Code, se rapporte à l'intérêt général, ce qui permet de dire que les lois d'ordre public sont celles qui intéressent la société prise dans son ensemble plus directement que les citoyens pris en particulier. Ce critérium est évidemment très vague, nous n'hésitons pas à le reconnaître, mais il est bien difficile de préciser davantage dans cette matière.

Déjà, le critérium posé par nous paraît trop exclusif ; il est, en effet, hors de doute, que certaines

lois qui par leur objet s'appliquent à de simples individus sont néanmoins des lois d'ordre public, auxquelles il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières ; telles sont, par exemple, pour ne citer que celles-là, les lois concernant l'état des personnes.

C'est dans ces conditions que se pose pour nous la question de savoir si les dispositions édictées par les art. 1952 et s. c. civ., sont des dispositions d'ordre public ou non ?

On s'accorde généralement à reconnaître que l'art. 1952 édicte une disposition qui n'est pas d'ordre public ; par conséquent, l'aubergiste peut à l'aide d'une convention formelle passée entre lui et le voyageur, se dégager de la responsabilité qui lui incombe aux termes de notre article 1952.

« La disposition de l'art. 1952, dit M. Baudry-Lacantinerie, n'est pas d'ordre public ; comme elle repose sur l'idée que le voyageur n'a pas pu connaître le degré d'honnêteté de l'aubergiste, une convention formelle peut écarter cette disposition. Il n'y a aucun doute sur ce point. » (1)

M. Baudry-Lacantinerie va même beaucoup plus loin puisqu'il ajoute ce qui suit :

« Une déclaration formelle de l'aubergiste, portée à la connaissance du voyageur, produit le même

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*. n. 1233.

résultat, car le voyageur, par son entrée dans l'auberge, a accepté cette déclaration. » (1)

M. Baudry-Lacantinerie exige toutefois une condition pour qu'il en soit ainsi ; il faut que l'aubergiste ait fait la déclaration dont nous venons de parler avant l'entrée des effets du voyageur dans l'auberge, condition qui a son importance puisque dans bien des cas les bagages du voyageur arriveront après lui à l'auberge.

Nous n'irons pas jusqu'à suivre l'éminent auteur qu'est M. Baudry-Lacantinerie dans l'hypothèse que nous discutons en ce moment. — A notre avis, pour que l'aubergiste puisse se dégager de la responsabilité qui lui incombe aux termes de l'art. 1952, il faut une convention formelle sur ce point. Or, toute convention exige le concours de deux volontés bien nettement exprimées, ici le concours de volontés tant de la part du voyageur que de la part de l'aubergiste. En notre matière, nous ne trouvons pas que la volonté du voyageur soit nettement formulée et l'acceptation tacite, résultant au dire de M. Baudry-Lacantinerie, de l'entrée du voyageur dans l'hôtel, ne nous paraît pas suffisante, car outre qu'une pareille acceptation laisse toujours subsister un certain doute, relativement à l'intention du voyageur d'accepter la déclaration faite par l'aubergiste et par

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1233.

suite au fond n'en est pas une, il peut se présenter bien des cas où le voyageur n'ayant pas le choix, sera forcé de descendre dans le seul hôtel qu'il aura trouvé, soit parce qu'il n'y a pas de place dans les autres hôtels en raison de l'affluence de gens étrangers à la localité, soit parce qu'il n'y a qu'un seul hôtel dans la localité où le voyageur s'est arrêté (le fait n'est pas rare dans une petite bourgade), soit pour tout autre motif.

L'hôtelier peut même, toujours au moyen d'une convention formelle, s'affranchir de la responsabilité qui lui incombe, alors même que cette responsabilité dériverait d'une faute qui lui est propre ou d'une faute commise par une personne dont il doit répondre.

A la vérité, un arrêt du Tribunal supérieur de Cologne (1) a bien décidé que l'aubergiste ne pouvait se dégager de sa responsabilité en ce qui concerne ses propres fautes. Mais c'est assurément une erreur. En effet, il est unanimement admis qu'on peut s'affranchir de la responsabilité de ses propres fautes, c'est là un principe de droit commun ; il n'y a d'exception que relativement aux fautes lourdes et au dol, dont il n'est permis à personne de l'exonérer ; par exemple, si la faute doit constituer un délit punissable, ou même simplement un délit sans intention, tel l'homicide par

(1) Trib. Sup. de Cologne, 24 déc. 1894. S. 1897. 4. 5.

imprudence, on ne peut d'avance dégager sa responsabilité, mais à notre sens, il en est autrement dans tous les autres cas.

Le moment est venu de discuter ici une question fort intéressante et en même temps d'une application essentiellement pratique. Il n'est pas rare de voir affichés soit dans les hôtels, soit dans les auberges, des avis conçus à peu près dans les termes suivants :

1° Les voyageurs sont prévenus qu'on ne répond pas de l'argent, des bijoux et de tous autres objets précieux, s'il n'ont été au préalable déposés au bureau de l'hôtel.

2° Ici on ne répond pas des accidents.

3° Ici on ne répond pas des objets perdus ou volés, etc., etc. et tous autres avis du même genre.

Quelle est au juste la valeur de pareils avis ? L'hôtelier peut-il à l'aide d'un aussi simple moyen s'affranchir, soit partiellement, soit totalement d'une responsabilité que la loi met à sa charge ?

Nous n'hésitons pas à répondre négativement ; à notre sens, de semblables avis ne sauraient lier en aucune façon les voyageurs.

La principale raison pour laquelle le voyageur ne saurait être lié, celle qui nous paraît en somme sans réplique est la suivante : ces avis, ces placards, ces imprimés affichés dans l'hôtel, peu importe d'ailleurs le nom qu'on leur donne, ne sont au fond que des déclarations unilatérales de volonté. Un contrat, une convention suppose la réunion, l'accord de deux

ou plusieurs volontés sur un même point. Comment admettre que le voyageur ait pu consentir aux termes d'un avis que peut-être il n'aura même pas lu ? Or, il est de toute évidence que le défaut d'accord entre l'hôtelier et le voyageur a pour résultat de n'attribuer aucune valeur juridique aux avis en question, partant de ne faire naître aucune obligation à la charge du voyageur, qui reste libre de ne tenir aucun compte des déclarations auxquelles il n'a pas adhéré.

« Pour qu'il y ait une convention, dit avec juste raison M. Laurent, il faut un concours de volontés ; or, l'affiche d'un avis n'est que l'expression de la volonté de l'aubergiste, il faut que le voyageur accepte les conditions que l'aubergiste a le droit d'offrir, mais non d'imposer. Et combien de voyageurs y a-t-il qui lisent ces avis ? Et il ne suffit pas qu'ils les lisent, ils doivent y consentir ; l'aubergiste devrait donc faire une convention avec chaque voyageur, lorsqu'il entre à l'hôtel. Cela n'est point d'usage ; partant, l'affiche est inutile. » (1)

En second lieu, et ainsi que nous l'avons déjà vu, un voyageur peut n'avoir pas le choix entre deux ou plusieurs hôtels ; il peut arriver dès lors qu'il soit contraint de descendre dans le seul hôtel qui s'offre à lui. Dans ces conditions on ne peut véritablement

(1) Laurent, Tome XXVII. n. 145. — Voyez également dans le même sens : *Aubry et Rau*, IV. § 373, texte et note 2, page 521. — Et Guillouard. *Traité du Louage*. II. n. 756.

admettre que le voyageur soit à la merci et à l'entière discrétion de l'hôtelier, « il ne peut dépendre, dit fort bien M. Guillouard, d'une entente entre les hôteliers de modifier les règles d'ordre public tracées par le législateur pour assurer la sécurité des effets du voyageur. » (1)

En troisième lieu, on peut ajouter que le voyageur est sensé ignorer les avis placardés dans les hôtels, ces avis fussent-ils affichés dans les lieux les plus fréquentés de l'hôtel. Rien, en effet, ne saurait obliger les voyageurs à en prendre connaissance ; jusqu'à preuve du contraire, ils sont en somme pour eux lettre morte (2).

En dernier lieu, nous savons qu'il existe des avis recommandant aux voyageurs de faire la déclaration des valeurs qu'ils peuvent avoir avec eux ; une pareille déclaration peut être de nature à porter préjudice aux intérêts des voyageurs, car la déclaration qu'on exige d'eux peut très bien donner l'éveil aux gens malhonnêtes et favoriser les vols déjà si nombreux qui se commettent dans les hôtels (3).

La jurisprudence s'appuyant sur ces différentes raisons a décidé à maintes reprises que les avis et placards dont nous nous occupons ne liaient en aucune façon les voyageurs.

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 451.

(2) Laurent, tome XXVII. n. 146 et Aubry et Rau, tome IV, n. 406. page 630.

(3) Aubry et Rau, tome IV, n. 406. page 630.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Rouen, qu'en vain l'intimé se prévaut des avis imprimés qui prient les voyageurs de remettre entre les mains du maître d'hôtel les sommes et valeurs importantes qu'ils auraient en leur possession ; que, d'une part, l'expression des désirs d'un maître d'hôtel ne peut équivaloir à un contrat..... » (1).

« Attendu que vainement, dit un jugement du Tribunal civil de Pont-l'Evêque, l'aubergiste allègue qu'il a fait apposer dans son auberge une pancarte indiquant qu'il ne répond pas des accidents ; dès lors que rien n'établit que Lucas ou celui qui se servait de son cheval ait accepté cette dérogation aux règles qui régissent les rapports du dépositaire et du déposant, que par suite Marie doit donc être condamné à indemniser Lucas de la perte du cheval que celui-ci, par lui ou par son intermédiaire lui a confié » (2).

Signalons en passant une interprétation de M. Pont (3), d'après laquelle l'aubergiste pourrait se dégager de toute responsabilité vis-à-vis des voyageurs, dans certains cas exceptionnels, et notamment en raison d'une foire ou d'une grande affluence d'étrangers dans la localité, à la condition cependant

(1) Rouen (2^e Ch.), 18 juill. 1889. G. P. 1890. 1. 125. — Voyez aussi : Alger, 16 déc. 1846. D. 1847. 2. 1. — Rouen, 4 févr. 1847. S. 1848. 2. 452. — T^{al} Sup. Cologne, 29 déc. 1894. S. 1897. 4. 5.

(2) T^{al} civil Pont-l'Evêque, 30 déc. 1902 (non publié).

(3) Pont. T. VIII. n. 542.

que dans la localité ou dans les environs immédiats il y ait d'autres auberges ou hôtels, car autrement il pourrait arriver que le voyageur fût abandonné à la merci de gens plus ou moins suspects, dont l'aubergiste serait le complice. Cette interprétation ne nous paraît guère justifiée ; pour nous la règle demeure générale et sans restriction.

Le seul tempérament qui puisse être admis en notre matière est le suivant : s'il est prouvé d'une part que le voyageur a eu connaissance de l'avis affiché dans l'hôtel, et si, d'autre part, il n'a pas tenu compte des prescriptions énoncées dans cet avis, on peut considérer que dans ce cas il a commis une faute ; or, on sait qu'il est de jurisprudence constante que la faute commise par le voyageur est de nature à atténuer dans une mesure plus ou moins large suivant les cas la responsabilité de l'aubergiste en cas de dommage causé aux effets du voyageur.

La plupart des auteurs admettent ce tempérament (1).

SECTION IX

De la preuve du Dépôt d'Hôtellerie

L'article 4 du titre 20 de l'Ordonnance de 1667 est conçu dans les termes suivants :

« N'entendons pareillement exclure la preuve par

(1) Guillouard. *Du Dépôt et du Séquestre*, n. 451. — Aubry et Rau, T. IV, page 630 et note 12 § 406. — Laurent. T. XXVII, n. 145. — Pont. T. I, p. 245, n. 542 et 543. — Troplong. *Dépôt*, n. 241.

témoins pour dépôts faits en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte ou l'hôtesse, qui pourra être ordonné par le juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Déjà bien avant cette Ordonnance, et malgré les termes de l'art. 54 de l'Ordonnance de Moulins, la jurisprudence de nos anciens Parlements tenait comme un point constant que la preuve d'un dépôt nécessaire pouvait être faite par témoins.

Le Code civil a reproduit la solution couramment admise dans notre ancien droit, cela résulte de la combinaison des articles 1348, 1950, 1951 et 1952.

L'art. 1952 décrète que le dépôt d'hôtellerie doit être regardé comme un dépôt nécessaire ; dès lors les art. 1348, 1950 et 1951 relatifs au dépôt nécessaire lui sont applicables. (1)

Aux termes de l'art. 1315 c. civ., c'est au demandeur qu'incombe le fardeau de la preuve ; conformément à cette règle, c'est au voyageur qui demande la restitution d'effets par lui apportés dans

(1) *Article 1348.* — Cette seconde exception s'applique (Lisez : La preuve par témoins est admise) :

.....
2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte et naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait.

Article 1950. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

Article 1951. — Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

l'hôtel ou qui réclame une indemnité équivalente à la valeur de ces effets. C'est au voyageur, disons-nous, qu'il incombe de prouver le fait même du dépôt.

Cette règle se justifie par un double point de vue : c'est d'abord une règle de raison, c'est ensuite une règle nécessitée par la sécurité sociale. D'une part, il est absolument logique que celui qui réclame quelque chose en justice soit dans l'obligation de fournir la preuve de ses prétentions ; il serait trop commode en pareil cas de pouvoir rejeter sur son adversaire le fardeau d'une preuve souvent difficile à administrer. D'autre part, la paix sociale serait continuellement troublée, si à tout moment les personnes étaient obligées, en présence de la réclamation du premier venu, de justifier de la légitimité de leurs droits.

C'est une règle de droit commun qu'en matière excédant 150 francs, un acte écrit est nécessaire au point de vue de la preuve.

Par exception, et sans doute parce que la plupart du temps il serait difficile au voyageur de se procurer une preuve écrite de l'apport des effets dans l'hôtel, le législateur admet en notre matière la preuve testimoniale, et ce même en matière excédant la somme de 150 francs. Il ne saurait y avoir aucun doute sur ce point en présence des termes très nets et très précis des articles du Code que nous venons de rappeler.

S'il en est ainsi, c'est d'abord parce que la règle prohibitive de la preuve testimoniale au-dessus de 150 francs doit fléchir, pour employer les termes du Code civil, toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui ; c'est ensuite, et toujours aux termes du Code, parce que le dépôt d'hôtellerie doit être regardé comme un dépôt nécessaire ; or, la nécessité fait que, dans la plupart des cas, le déposant est obligé de confier ce qui lui appartient à la première personne qui s'offre à lui, au premier venu ; à *fortiori*, n'aura-t-il pas le temps de retirer une preuve écrite du dépôt, qu'un événement plus ou moins imprévu l'aura contraint de faire. On peut encore ajouter qu'il n'est pas dans les usages que le voyageur, à son entrée dans l'hôtel, réclame ou exige du maître de l'hôtel une preuve littérale du dépôt qu'il fait.

L'usage de la preuve testimoniale en notre matière n'est pas sans offrir de graves inconvénients, et c'est à juste titre qu'on pourrait lui reprocher d'abandonner complètement les hôteliers à la mauvaise foi des voyageurs. L'on doit, en effet, reconnaître que la faveur attachée à la preuve testimoniale a, dans le cours des siècles, toujours été en décroissant, et tandis qu'on la voit admise sans aucune restriction par les législations primitives, on s'aperçoit bientôt qu'au fur et à mesure des progrès de la

civilisation, on ne l'admet plus qu'à titre exceptionnel.

La preuve testimoniale présente deux dangers d'une très grande importance, et principalement en notre matière plus peut-être que dans tout autre cas. D'abord, il est à craindre que divers mobiles, tels que l'intérêt, la passion, etc., n'agissent sur les individus pour les porter à dissimuler la vérité ; ensuite, la preuve testimoniale est une preuve des plus rudimentaires, par cela même d'un emploi facile, trop facilement à la portée de tous : son usage répété est de nature à favoriser les procès, ce qui est toujours une chose mauvaise en soi.

Les rédacteurs du Code civil ont bien vu les dangers de la preuve testimoniale, et voilà pourquoi ils ont apporté à l'admission indéfinie de cette preuve en notre matière une très importante limitation ; l'art. 1348, qui n'est en cela que la reproduction pure et simple de l'Ordonnance de 1667, s'exprime *in fine* dans les termes suivants « le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Cela veut dire que le juge jouit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire, grâce auquel il pourra admettre ou ne pas admettre la preuve testimoniale ; à cet effet, il prendra en considération à la fois la qualité des personnes et les circonstances du fait.

« Sans cette précaution, dit Troplong, des personnes de mauvaises foi auraient allégué des dépôts imaginaires, et, à l'aide d'une preuve testimoniale,

souvent trop facile, on aurait fait peser sur l'aubergiste des réparations pécuniaires, fruit de la fraude et d'une coupable collusion. Les tribunaux sauront se tenir en garde contre ce danger. » (1)

Mais que faut-il entendre par ces expressions « qualité des personnes, » — « circonstances du fait ? »

Pour décider si l'on doit oui ou non admettre la preuve testimoniale, le juge aura d'abord égard à la qualité des personnes; en d'autres termes, il devra prendre en considération la réputation, la probité, le degré d'honorabilité, la situation sociale, etc., de la personne appelée à témoigner.

C'est ainsi que la Cour de Riom prend en considération les allégations formulées par des voyageurs relativement à un vol de bijoux dont ils avaient été victimes dans un hôtel de Vichy, « attendu, dit cet arrêt, qu'en raison de la grande honorabilité des époux Paturet, leur déclaration doit inspirer confiance au Tribunal » (2).

De même, le Tribunal civil de la Seine décide que l'allégation d'un voyageur victime d'un vol dans un hôtel, qu'il avait en sa possession une certaine somme d'argent et des bijoux de valeur, est suffisamment justifiée par la situation sociale et l'honorabilité incontestée du voyageur (3).

(1) Troplong. *Dépôt*. n. 244.

(2) Riom, 7 nov. 1894. D. 1895. 2. 558.

(3) Trib. Seine, 30 janv. 1897. Journ. *La Loi*, 30 mars 1897.

Les juges devront encore avoir égard aux circonstances du fait. Que faut-il entendre par ces mots ? A ce sujet, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de fixer une règle tant soit peu précise, les circonstances pouvant se présenter en très grand nombre et variant au surplus avec la nature de chaque affaire.

La Cour de Riom, dans un arrêt dont nous avons déjà parlé, déclare qu'il est invraisemblable d'admettre que « pour aller à la douche ou à la messe du matin, la dame Paturet ait mis sur elle tous ses bijoux, notamment quatre broches », et que d'autre part « il est invraisemblable d'admettre qu'un voleur ait pu enlever à la dame Paturet tous ses bijoux, notamment ses bagues et ses boucles d'oreille sans qu'elle s'en soit aperçue » (1).

La Cour de Bourges, par arrêt en date du 9 février 1820, renvoie l'aubergiste de la demande formée contre lui par le voyageur, « attendu, dit la Cour, qu'il n'y a, en faveur de l'intimé, ni certitude de vol, ni documents sur la quotité de la chose volée, et que toutes les circonstances conduisent plutôt à douter du vol lui-même » (2).

Nous n'insisterons pas davantage, car, comme nous l'avons dit, les circonstances peuvent varier à l'infini; nous avons voulu simplement montrer par

(1) Riom, 7 nov. 1894. D. 1895. 2. 558.

(2) Bourges, 9 févr. 1820. D. *Rép.* v. Dépôt, n. 158.

quelques exemples tirés de la jurisprudence la nature des circonstances que les juges pouvaient prendre en considération relativement à l'admission ou au rejet de la preuve testimoniale.

En résumé, nous venons de voir que c'est au voyageur qu'il appartient de faire la preuve du fait même du dépôt, preuve qu'il peut, sous certaines conditions, faire par témoins dans tous les cas, contrairement à la règle générale qui prohibe l'usage de la preuve testimoniale en matière excédant cent cinquante francs.

C'est encore au voyageur qu'il appartient de prouver, non qu'il avait la propriété des choses dont il est privé (on n'exige pas en effet la preuve de la propriété), mais qu'il était en possession des objets qui lui ont été enlevés : il doit encore justifier de la valeur de ces objets. Cette preuve pourra d'ailleurs être faite par tous moyens, et notamment à l'aide du serment, mais le juge aura toujours en cette matière un pouvoir discrétionnaire qui lui permettra de n'admettre les affirmations du voyageur que dans une certaine mesure, et par exemple il pourra fixer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le voyageur sera cru sur son serment.

C'est aussi au voyageur qu'il appartient de prouver le fait de la soustraction, de quelle que manière d'ailleurs qu'elle se soit opérée, ou bien encore le fait de l'endommagement, pour le cas où il ne s'agit que d'une simple détérioration de la chose.

Enfin, c'est toujours au voyageur qu'il appartient de prouver que le dommage dont il se plaint a été causé dans l'hôtel ou dans ses dépendances.

« Cons., dit un arrêt de la Cour de Paris, que rien ne prouve que le vol dont se plaint Gœtig ait eu lieu dans l'hôtel tenu par la fille Bayeux, et où ledit Gœtig occupait une chambre..... ; que Gœtig est demandeur, qu'il doit clairement établir la preuve des faits sur lesquels reposent ses conclusions ; — Infirme et déboute Gœtig de sa demande » (1).

En somme, le voyageur lésé doit prouver :

1° Le fait même du dépôt ;

2° La possession des objets qui lui ont été soustraits ;

3° Le fait même de la soustraction ou de l'endommagement ;

4° Que le dommage a été causé dans l'auberge.

Lorsqu'un accident se produit, qui occasionne la perte ou la détérioration des objets appartenant au voyageur, la présomption légale est que le dommage dont se plaint le voyageur a eu lieu par la faute de l'aubergiste. La responsabilité édictée par l'art. 1952 c. civ. contre les aubergistes et les hôteliers est donc absolue ; en outre, elle est dispensée de toute preuve de faute. Il n'y a, nous le savons, qu'une seule exception à cette responsabilité, c'est celle qui

(1) Paris, 30 av. 1850. D. 1850. 2. 170.

dérive de la force majeure, mais dans ce cas, c'est à l'hôtelier qu'il incombe de faire la preuve de la force majeure ou du cas fortuit susceptible de le décharger en tout ou en partie de la responsabilité qui lui incombe.

« Considérant, dit un arrêt de la Cour de Paris, que de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que la présomption légale est contre l'aubergiste, et que, pour être déchargé de la responsabilité qui pèse sur lui, c'est à lui de prouver qu'aucun fait d'imprudence ou de négligence ne lui est imputable, et que le dommage est uniquement provenu d'un accident de force majeure. » (1)

Nous avons vu que la faute ou la négligence imputables au voyageur sont de nature à atténuer la responsabilité de l'aubergiste ; dans ce cas, la présomption légale de responsabilité qui existe à la charge de l'hôtelier disparaît, mais alors c'est à ce dernier de prouver que le vol, la perte ou le dommage dont se plaint le voyageur a eu pour cause première soit la faute soit une négligence coupable du voyageur.

La loi du 18 avril 1889 a apporté quelques modifications relativement à la preuve. Comme, avant le vote de cette loi, le dépôt reste, nous le savons, un dépôt nécessaire, par conséquent la preuve peut en

(1) Paris, 17 janv. 1850. S. 1850. 2. 267. — Voyez dans le même sens : Bourges, 17 déc. 1877. S. 1878. 2. 112.

être faite par témoins, même en matière excédant la somme ou la valeur de 150 francs.

Lorsqu'il est prouvé que l'hôtelier a commis une faute, l'atténuation de responsabilité accordée par la loi de 1889 au profit de l'hôtelier disparaît, et ce dernier devient alors responsable de la valeur intégrale des objets qui n'auraient pas été déposés entre ses mains. Dans ce cas, c'est au voyageur qu'il incombe de démontrer l'existence d'une faute à la charge de l'hôtelier ; que si cette preuve n'est pas administrée, alors l'hôtelier n'est responsable que dans les limites de la nouvelle loi. (1)

SECTION X

Compétence ; — Procédure ; — Exercice de l'Action ; — Prescription

Aux termes de l'article 2 de la Loi du 25 mai 1838 sur la Compétence des juges de paix : « Les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance : 1° sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni pour dépenses d'hôtellerie, et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel. . . . ».

(1) Bordeaux, 20 mai 1892. D. 1893. 2. 182. — Caen, 13 déc. 1892. *Rec. arr. Caen et Rouen*. 1893. 1. 127.

Ainsi, en notre matière, le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à concurrence de la somme de 100 francs ; il est compétent en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant le Tribunal civil, jusqu'à concurrence de la somme de 1.500 francs.

La raison de cette compétence particulière attribuée au juge de paix, nous la trouvons dans la nécessité d'une justice prompte et locale, prompte, c'est-à-dire exemptée des lenteurs et des inconvénients inhérents à la procédure, locale, c'est-à-dire à la portée des plaideurs.

« La multiplicité croissante des voyages, dit Dalloz, faisait une loi d'offrir aux voyageurs et à ceux chez lesquels ils font de la dépense, un moyen rapide et peu onéreux de vider les nombreuses contestations que peuvent susciter les relations passagères qui s'établissent entre eux. Telle a été le motif de la disposition qui nous occupe. » (1)

Lorsque le taux de la demande est supérieur à 1.500 francs, le juge de paix n'est plus compétent ; c'est le Tribunal civil, ou bien le Tribunal de commerce, qui seront dans ce cas appelés à trancher la contestation.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Bourges, que l'action dirigée contre un hôtelier en réparation de la perte ou des avaries des effets déposés dans son

(1) Dalloz, *Rép.* v. Comp. civ. des tribunaux de paix, n. 498.

hôtel et confiés à sa garde, est de la compétence des Tribunaux de commerce, lorsque, d'ailleurs, le taux de la demande est supérieur à 1.500 francs. — Dit que, à tort, le Tribunal civil du Blanc, jugeant commercialement, s'est déclaré incompétent pour connaître de l'action intentée par les sieurs Bernard frères, de Poitiers, contre le sieur Vieillard, aubergiste au Blanc, en réparation du préjudice qu'ils ont éprouvé par suite de l'accident arrivé dans l'écurie dudit Vieillard à une jument qui leur appartenait et que, dans leur demande, ils ont évalué à 1.600 francs..... » (1)

La même solution devrait s'imposer, si le taux de la demande était indéterminé ; en effet, la compétence du juge de paix est subordonnée à cette condition que la valeur de la demande soit déterminée ; par conséquent dit M. Curasson (2), l'action intentée par un voyageur contre un hôtelier en représentation d'effets volés et sans détermination de leur valeur ne rentre pas dans les attributions du juge de paix.

Ceci dit, que faut-il entendre par cette expression de l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838, les hôteliers, aubergistes ou logeurs ?

Nous avons résolu cette question quand nous

(1) Bourges, 17 déc. 1877. D. 1878. 2. 39 et S. 78. 2. 412. V. dans le même sens : Paris, 26 déc. 1838. D. Rép. v. Dépôt. n. 174-2°.

(2) Curasson. *Traité de la Compétence civile des Juges de Paix*. T. I. p. 223.

avons examiné la question de savoir quelle étendue il convient de donner aux termes aubergistes et hôteliers de l'art. 1952 c. civ. Sous les termes aubergistes, hôteliers, logeurs dont se sert la loi de 1838, on doit, à notre avis, faire rentrer les aubergistes, les hôteliers, les logeurs en garni, les propriétaires qui sont dans l'habitude de loger des étrangers à l'occasion d'une grande affluence de monde dans la localité qu'ils habitent, soit à raison d'une foire ou d'un marché, soit en raison de toute autre circonstance, la Compagnie des Wagons-Lits, les logeurs d'animaux, etc.

Mais on ne saurait faire rentrer dans la compétence exceptionnelle attribuée aux juges de paix par la loi de 1838, les actions intentées contre les cafetiers, restaurateurs, etc., à raison de la perte des effets transportés dans leurs établissements ; il n'appartiendrait au juge de paix de statuer sur de semblables demandes qu'autant qu'elles n'excéderaient point la valeur de 200 francs.

En second lieu, pour que le juge de paix soit compétent, il faut que la contestation ait lieu entre un hôtelier d'une part, et un voyageur ou un locataire en garni d'autre part.

On entend par voyageur toute personne étrangère à la localité qui vient demander à un aubergiste ou à un hôtelier de lui fournir la nourriture et le coucher pour un temps plus ou moins long, mais en général pour un temps plutôt court.

Le locataire en garni est le voyageur qui ne fait que passer dans la localité sans y séjourner longtemps et qui s'adresse pour le loger à un logeur en garni.

M. Marc Deffaux (1), dans son Commentaire de la loi du 25 mai 1838, pense qu'on ne doit pas considérer comme un voyageur la personne qui quitte sa maison le matin pour se rendre à peu de distance, par exemple pour aller au marché voisin, et qui, son marché fait, rentre le soir chez elle.

Nous ne croyons pas devoir adopter cette interprétation de M. Marc Deffaux ; d'après nous une telle personne doit au contraire être considérée comme un véritable voyageur ; en effet, les raisons qui ont fait édicter la disposition dont nous nous occupons en ce moment, s'appliquent avec autant de force au voyageur qui n'a fait qu'une ou deux lieues pour se rendre là où l'appellent ses affaires qu'au voyageur qui a dû pour le même motif parcourir une distance beaucoup plus longue. En outre, avec le système de M. Marc Deffaux, nous voguons en plein dans l'arbitraire : quelle distance faut-il parcourir pour acquérir la dénomination de voyageur ? Quelle distance faut-il parcourir pour n'avoir pas la qualité de voyageur ? Nul ne le sait ; dès lors, ce sont des discussions sans fin.

Doit-on considérer comme voyageur, au sens de la loi de 1838 les officiers et les étudiants qui louent

(1) Marc Deffaux. Comment. pages 62 et 63.

dans les villes de garnison et dans les villes de Facultés, des chambres, soit au mois, soit même à l'année ? — A notre avis, ces personnes ne doivent pas être considérées comme des voyageurs, pas plus d'ailleurs que comme des locataires en garni ; le séjour forcément de longue durée qu'elles font dans la ville où les appelle l'exercice de leur profession ne permet pas de les considérer comme de véritables voyageurs ; ce sont, bien plutôt des locataires au sens propre et exact du mot ; en conséquence, et conformément au droit commun les contestations que les officiers ou les étudiants pourraient avoir avec les personnes qui les logent au mois ou à l'année ne sont de la compétence du juge de paix que lorsque le taux de la demande est inférieur à 200 francs ; au-dessus de ce chiffre, c'est le Tribunal civil qui est seul compétent.

En conformité de cette doctrine, qui a d'ailleurs pour elle le témoignage de M. Carré (*Compétence des Juges de Paix*, T. I. n. 179), on peut citer un jugement du Tribunal civil de Limoges, lequel a décidé que le juge de paix n'était pas compétent en matière excédant la somme ou valeur de 200 francs relativement aux contestations qui pourraient surgir à l'occasion des dépenses de nourriture faites dans un hôtel par un pensionnaire, et ce à raison d'un prix fixé à l'avance⁽¹⁾.

(1) T¹ C¹ Limoges, 5 mai 1885. G. P. 16 juillet 1885. — Voyez également : Aix, 20 mars 1879. D. 1880. 2. 168 et S. 1879. 2. 252.

Enfin, pour que la loi du 25 mai 1838 (art. 2), puisse trouver son application, il faut qu'il s'agisse d'une contestation pour dépenses d'hôtellerie et pertes ou avaries d'effets.

I. — Les dépenses d'hôtellerie sont les frais de nourriture, les frais de chambre ; on peut y ajouter, les frais d'éclairage, etc. Ainsi que le dit très justement M. Foucher, ces dépenses comprennent « tout ce qui a été la conséquence du séjour du voyageur dans l'hôtellerie, et ce qui a été fourni par l'hôtelier, l'aubergiste ou ses préposés ; ainsi, il faut comprendre sous ces expressions non seulement les frais de nourriture, de couchage, d'éclairage, mais aussi les frais de service, les voitures ou chevaux, ou autres moyens de transport fournis par l'hôtelier ou l'aubergiste, ainsi que les frais d'entretien ou de remise en état des moyens de transport appartenant au voyageur et qui l'accompagneraient, si c'est l'aubergiste qui les a payés ou qui s'en est chargé. » (1)

II. — La perte ou avarie des effets déposés dans l'auberge dont parle l'art. 2 de la loi de 1838 s'entend aussi bien des vêtements, du linge, des bagages, des marchandises appartenant au voyageur, que des sommes d'argent pouvant exister en sa possession.

« Attendu, dit la Cour de Nîmes, que l'art. 2 de la loi de 1838 attribue aux juges de paix le droit de

(1) Foucher, Commentaire sur la loi de 1838, page 80.

prononcer sur les contestations entre aubergistes et voyageurs pour perte de leurs effets ;— Attendu que le mot effets comprend évidemment l'argent ; . . . » (1)

Peu importe, pour savoir si le juge de paix est compétent, que les effets perdus ou endommagés aient été remis ou non réellement entre les mains de l'hôtelier, sauf bien entendu la restriction apportée par la loi du 18 avril 1889.

« Attendu, dit le même arrêt, que les motifs qui ont fait attribuer aux juges de paix le droit de statuer soit en premier, soit en dernier ressort, suivant l'importance de la somme demandée, sur les contestations de cette nature, ne permettent pas de distinguer, et que, d'ailleurs, la loi ne distingue pas entre le cas où les effets ont été déposés, c'est-à-dire, remis aux mains de l'aubergiste, et le cas où ils ne lui ont pas été livrés ; que, dans cette dernière hypothèse, l'aubergiste est devenu responsable de la perte des effets par suite du dépôt nécessaire résultant du fait que le voyageur loge dans son auberge ; d'où il suit que la distinction faite par le Tribunal est arbitraire et illégale, et qu'il y a lieu d'infirmar la décision à laquelle elle sert de base, en déclarant que c'est mal à propos que les premiers juges se sont déclarés compétents . . . » (2)

(1) Nîmes, 9 mars 1865. S. 1865. 2. 88 et D. *Supp. au Rép.* v. Comp. civ. des Trib. de paix. n. 87.

(2) Nîmes, 9 mars 1865. *Sir.* 1865. 2. 88, et D. *Supp. au Rép.* v. Comp. civ. des Trib. de paix. n. 87.

D'après M. Carré (1), si la perte ou le dommage causé aux effets du voyageur avaient eu lieu en dehors de l'hôtel, et par exemple au cours du trajet de la gare à l'hôtel ou vice-versa, alors que lesdits effets avaient été remis au conducteur d'omnibus de l'hôtel, ou à tout autre préposé de l'hôtel, l'hôtelier ne doit pas être déclaré responsable en vertu de l'art. 1952, mais uniquement en vertu de l'art. 1384 c. civ. ; en effet, dit cet auteur, la responsabilité de l'art. 1952 est une responsabilité absolument exceptionnelle, il n'y a donc pas lieu de l'étendre aux cas où le vol ou le dommage ont été commis en dehors de l'hôtel ; il s'ensuit qu'en pareille hypothèse, le juge de paix ne sera plus compétent que jusqu'à concurrence de 200 francs.

Nous ne pouvons adopter la manière de voir de M. Carré. Assurément, si le vol a été commis ou si le dommage a été causé en dehors de l'hôtel par une personne dont l'hôtelier n'a pas à répondre, ce dernier ne saurait de ce chef encourir aucune responsabilité. Mais nous avons vu précédemment que la responsabilité de l'hôtelier peut commencer bien avant l'introduction des effets du voyageur dans l'hôtel, et notamment à partir du moment où ces effets auront été remis à un préposé de l'hôtelier, par exemple, chasseur ou conducteur d'omnibus attendant les voyageurs à l'arrivée des trains. En

(1) Carré, *Comp. des Juges de Paix*, T. I. n. 489.

pareil cas, nous estimons, contrairement à l'avis de M. Carré, que le juge de paix est compétent dans les limites tracées par l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838.

C'est ici le moment de discuter une grosse question qu'a fait éclore l'apparition de la loi du 25 mai 1838. Le contrat intervenu entre un voyageur et un hôtelier, est un contrat mixte, en ce sens que vis-à-vis de l'hôtelier il s'agit d'un contrat commercial, tandis que vis-à-vis du voyageur il s'agit au contraire d'un contrat civil. Dès lors s'il est absolument certain que l'hôtelier ne peut intenter d'action contre le voyageur que devant une juridiction civile, la question fait doute au contraire lorsque c'est le voyageur qui intente une action contre l'hôtelier. La question qui se pose alors est celle de savoir si le voyageur peut, à son choix, actionner l'hôtelier soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction commerciale. En d'autres termes, qui est compétent, ou bien du juge de paix ou du Tribunal civil, suivant le taux de la demande, ou bien du Tribunal de commerce ?

La question est très vivement controversée.

Dans un premier système, on enseigne que le voyageur n'a aucun droit d'option entre la juridiction civile et la juridiction commerciale ; seul, le juge de paix est compétent, ou bien entendu le Tribunal civil si le taux de la demande est supérieur à 1.500 francs.

Ce système se fonde sur deux arguments :

1° Un argument de raison.

2° Un argument de texte.

L'argument de raison nous est indiqué par M. Curasson qui, dans son *Traité de la Compétence civile des Juges de paix*, s'exprime dans les termes suivants :

« Le législateur a voulu, abstraction faite de toute autre considération, attribuer à des relations passagères une justice prompte et locale, un juge unique, rapproché des parties, devant lequel on peut se présenter facilement, et sans formalités. Il n'a pas eu la pensée d'établir concurrence entre des Tribunaux différents, ni de limiter dans aucun cas la compétence des juges de paix ; s'agissant de Tribunaux d'exception, ce qui est donné à l'un est enlevé implicitement à l'autre. » (1)

M. Carré (2), partisan du système que nous développons en ce moment induit de ces raisons, que toute contestation intervenue entre un voyageur et un aubergiste est nécessairement du ressort du juge de paix ; c'est à lui et à lui seul qu'il appartient d'en connaître.

Le second argument dont on se prévaut dans ce système, est un argument de texte ; il est fondé sur

(1) Curasson. *Traité de la Compétence civile des Juges de Paix*. T. I. n 242.

(2) Carré. *Compétence des Juges de Paix*. T. I. n. 176.

l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838, lequel est ainsi conçu :

« Les juges de paix prononcent, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance ; — Sur les contestations entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, pour dépenses d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou l'hôtel. »

Ce texte, dit-on, est très net et très précis, il ne saurait nullement prêter à l'équivoque; où voit-on un droit d'option entre la juridiction civile et la juridiction commerciale accordé au voyageur ? Loin de consacrer au profit du voyageur un droit d'option entre l'une ou l'autre de ces deux juridictions, l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838 vient affirmer de la façon la plus formelle qu'une seule juridiction est compétente, la juridiction civile (juge de paix ou Tribunal civil, selon que le taux de la demande est inférieur ou supérieur à 1.500 francs).

Ce système invoque en sa faveur un arrêt de la Cour de Paris, en date du 13 février 1844, qui, nous le reconnaissons bien volontiers, lui donne parfaitement raison. (1)

Nous pensons que ce premier système doit être

(1) Paris, 13 fév. 1844. S. 1855. 2. 331 (en note sous Angers, 3 mai 1855).

rejeté et nous nous rangeons à l'opinion enseignée par le second système, d'après laquelle le voyageur a le droit d'actionner l'hôtelier à son choix, soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction commerciale.

C'est un point constant tant en doctrine qu'en jurisprudence, que lorsqu'un acte n'est commercial qu'au regard de l'une des parties seulement, la partie qui n'a pas fait acte de commerce a le choix d'actionner l'autre partie (celle qui a fait acte de commerce), soit devant le Tribunal civil, soit devant le Tribunal de commerce. (1)

Le principe a reçu notamment son application relativement aux contestations engagées entre les voyageurs et les Compagnies de chemins de fer.

Le premier système invoque en sa faveur l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838, mais il en donne à notre sens une interprétation qui n'est pas exacte. Nous invoquerons aussi cet article 2; à notre avis, cet article ne signifie nullement que la juridiction cantonale sera seule compétente, à l'exclusion de la juridiction commerciale. Tout ce que veut dire cet article, c'est ceci, à savoir que si le voyageur choisit pour actionner l'hôtelier la juridiction civile, c'est devant le juge de paix qu'il devra, contrairement au droit commun, porter son action, dès lors que le

(1) Cass. 26 juin 1867. S. 1867. 4. 290 et Cass. 21 juill. 1873. S. 1873. 4. 446.

taux de la demande ne sera pas supérieur à la somme de 1.500 francs, et si la loi donne en notre matière compétence non plus au Tribunal civil, mais bien au juge de paix, c'est assurément en raison des motifs cités plus haut par M. Curasson, le désir d'une justice à la fois rapide, économique et locale, caractères qu'offre d'ailleurs également, on ne saurait le nier, la juridiction commerciale.

A l'appui de notre système, on peut citer un arrêt de la Cour de Pau (1) ; cet arrêt est intervenu à propos d'une contestation survenue entre un voyageur et un voiturier (dans l'espèce, une Compagnie de Chemins de fer) ; cet arrêt a jugé que l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838, lequel attribue compétence au juge de paix relativement aux contestations survenues entre les voyageurs d'une part, et les hôteliers et voituriers d'autre part, lorsque le taux de la demande ne dépasse pas 1.500 francs, n'enlève pas au voyageur le droit de porter son action devant le Tribunal de commerce, si du moins il le préfère.

Quant à la compétence territoriale, la question ne présente aucune difficulté; évidemment, le juge de paix compétent sera celui du lieu où l'auberge est située, en d'autres termes, le juge de paix du domicile de l'aubergiste, et il en serait de même du Tribunal de commerce. Il n'y a aucune bonne raison pour

(1) Pau, 13 déc. 1864. D. 1865. 2. 228.

déroger en notre matière aux règles couramment admises.

M. Baudry-Lacantinerie (1) enseigne que, lorsque les effets ont été confiés à plusieurs aubergistes, ceux-ci n'en sont pas tenus solidairement, à moins que les effets, ajoute le même auteur, n'aient été confiés à un serviteur commun à plusieurs aubergistes ; le fait pourrait se présenter à propos d'un commissionnaire commun à divers hôteliers qui attend les voyageurs à l'arrivée des trains, pour prendre les bagages de ces derniers et les conduire à l'hôtel indiqué par eux, comme cela se pratique dans quelques villes.

La demande du voyageur pour réparation des dommages par lui éprouvés, peut être formée contre l'hôtelier pendant trente ans; rien, en notre matière, ne saurait en effet justifier une dérogation aux règles du droit commun.

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, n. 1250.

TROISIÈME PARTIE

DROIT COMPARÉ

Pour terminer cette étude de la responsabilité civile des aubergistes, il ne nous reste plus qu'à examiner les règles concernant la matière dans les principales législations étrangères.

I. — BELGIQUE

En Belgique, les règles concernant le dépôt fait dans les auberges et dans les hôtels sont absolument les mêmes que dans notre droit français ; rien de plus naturel, puisque le Code civil français régit la matière du dépôt dans ce pays.

II. — CANADA

Sous deux points de vue très importants, le législateur canadien s'est séparé de notre législateur français.

Tout d'abord, et contrairement à l'art. 1953 du Code civil français, les aubergistes et hôteliers

n'encourent aucune responsabilité, dès lors qu'il est prouvé que le dommage dont se plaint le voyageur est le fait d'un étranger.

En second lieu, et devançant ainsi la loi du 18 avril 1889, le législateur canadien décrète que les aubergistes ne sont pas responsables des sommes d'argent importantes, ainsi que de l'or, de l'argent, des pierres précieuses et autres objets de grande valeur, si le voyageur n'en a pas fait au préalable la déclaration à l'aubergiste. Mais la loi canadienne n'a fixé aucune limite à partir de laquelle la déclaration devient chose nécessaire; en outre la déclaration préalable est exigée non seulement pour l'argent et les valeurs au porteur, mais aussi pour les pierres précieuses et tous les autres articles d'une valeur extraordinaire.

III. — ESPAGNE

Dans le droit civil espagnol et contrairement à ce qui a lieu dans notre droit français, il faut, pour que l'aubergiste soit responsable, deux conditions :

1° L'aubergiste doit avoir été averti par le voyageur de l'introduction des effets de ce dernier dans l'hôtel (art. 1783).

2° Les voyageurs doivent observer les précautions qui leur ont été recommandées par l'aubergiste, relativement à la garde de leurs effets (art. 1783).

Au surplus, comme dans notre droit, l'aubergiste répond du fait de ses domestiques et aussi du fait

des étrangers allant et venant dans l'hôtel : mais sa responsabilité cesse en cas de vol à main armée et en cas de force majeure (art. 1783 et 1784 c. civ. esp.).

IV. — PORTUGAL

Dans le droit civil portugais (Code civil portugais. Livre II, Titre II, Chapitre IV, Section VI, art. 1419 à 1423), les rapports juridiques existant entre les hôteliers et les voyageurs, donnent naissance à un contrat spécial, le contrat d'hôtellerie, *contracto de albergaria ou pousada*.

L'hôtelier est responsable à titre de dépositaire des effets apportés par le voyageur dans l'hôtel ; toutefois l'hôtelier ne répond pas des objets de peu de valeur et faciles à dissimuler, à moins que lesdits objets n'aient été remis réellement entre les mains de l'hôtelier.

Comme dans le droit français, l'hôtelier répond du fait de ses domestiques ainsi que du fait de toutes les personnes qu'il loge chez lui ; en cas de faute imputable au voyageur lui-même, comme dans le cas de force majeure, la loi portugaise exonère l'hôtelier de toute responsabilité.

V. — ITALIE

Le Code civil italien de 1865 a reproduit à peu de choses près les dispositions du Code civil français relativement à la responsabilité civile des hôteliers et aubergistes.

Aux termes des art. 1866 et s. du Code civil italien, les hôteliers sont responsables en tant que dépositaires nécessaires des effets apportés par les voyageurs dans l'hôtel ; ils sont responsables de leurs préposés et des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, mais la responsabilité à laquelle ils sont soumis de droit commun cesse d'exister en cas de force majeure, en cas de vol à main armée, et aussi lorsqu'il y a eu négligence grave de la part du voyageur ; le texte de la loi italienne, plus clair à cet égard que le texte de notre Code civil, le dit formellement ; c'est là un des rares points au sujet desquels on puisse signaler une différence assez notable entre la loi italienne et la loi française.

L'aubergiste est également responsable bien que les effets n'aient pas encore été introduits dans l'hôtel, comme si, par exemple, ils ont été soustraits au cours du trajet que fait l'omnibus de l'hôtel à la gare, ou inversement. (1)

La preuve testimoniale est admise sans aucune limitation, mais bien entendu, comme dans notre droit, eu égard à la qualité des personnes et aux circonstances du fait.

Il n'y a rien dans le droit civil italien qui puisse rappeler l'innovation apportée par la loi du 18 avril 1889.

(1) Cour de cassation de Turin, 26 avril 1887. *Pand. fr. pér.* 1888. 2. 252.

VI. — SUISSE

Le droit commun de la matière est contenu dans les articles 486 et 487 du Code fédéral des Obligations de 1881 :

Art. 486. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service, ou qu'il résulte d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

On doit admettre, notamment, que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de grande valeur. Mais, même dans ce cas, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens qui sont à son service.

Art. 487. — L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant, par des avis affichés dans son hôtellerie, qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions spéciales. (1)

C'est on le voit, la reproduction à peu de choses près des art. 1952 et s. de notre Code civil ; le Code fédéral des Obligations est même plus complet que

(1) Edition Soldan, p. 141 et 142.

notre Code en ce sens qu'il nous donne la solution de questions sur lesquelles ce dernier est resté muet : de plus, dans son art. 486 *in fine*, le Code fédéral des Obligations a devancé, dans une certaine mesure, notre loi du 18 avril 1889.

VII. — PAYS-BAS

Les articles 1746, 1747 et 1748 du Code civil néerlandais sont la traduction littérale des articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil français.

VIII. — RUSSIE

1. RUSSIE. — Dans le droit russe, pour que l'hôtelier soit responsable des effets du voyageur apportés par ce dernier dans une hôtellerie, il faut une condition spéciale et qu'à vrai dire on ne retrouve nulle part ailleurs dans aucune autre législation, il faut qu'on puisse imputer à l'aubergiste ou à ses préposés une faute quelconque, une négligence coupable, voire même un simple manque de surveillance.

Il est une autre particularité spéciale au droit russe et qu'il importe de signaler ; la preuve testimoniale n'y est pas admise en matière de dépôt d'hôtellerie ; il faut une preuve écrite. (1)

2. PROVINCES BALTIQUES. — La matière est traitée dans les art. 3817 à 3828 du Code civil des Provinces Baltiques.

(1) Lehr. *Eléments de droit civil russe*. T. II, n. 911, 1267 et 1273.

Sous la dénomination d'aubergistes, on doit faire rentrer, d'une part, les bateliers qui donnent asile sur leur bateau à un voyageur, et d'autre part, les simples logeurs d'animaux, mais on ne doit pas considérer comme aubergistes les restaurateurs, les cafetiers ainsi que les débitants de liquides, qui eux ne logent pas leurs clients ; quant aux individus qui, sans être aubergistes de profession, logent toutefois chez eux des voyageurs, leur responsabilité est appréciée d'après les principes gouvernant le contrat de louage.

L'aubergiste ou les personnes assimilées sont responsables des effets apportés par les personnes qui descendent chez eux ; à cet égard, le voyageur n'est tenu de faire aucune déclaration à l'aubergiste, aucune indication de quelque nature que ce soit. Il importe peu que l'aubergiste ait reçu personnellement les effets des mains du voyageur, ou qu'ils aient été introduits personnellement par le voyageur dans l'auberge ; il importe peu encore que les effets du voyageur aient été introduits dans l'hôtel au moment de son arrivée, que le voyageur en soit ou non le propriétaire ; dans tous ces cas, l'hôtelier est responsable.

Toutefois sa responsabilité, en tant que dépositaire nécessaire, cesse dans les quatre cas suivants :

1° Si le dommage dont se plaint le voyageur est imputable à sa propre faute ou à celle de ses serveurs ;

2° Si le dommage a été causé par cas fortuit ou force majeure ;

3° Si, au moment même de l'arrivée du voyageur, l'hôtelier a déclaré à ce dernier qu'il déclinait toute responsabilité relativement à la garde de ses effets ; il faut, bien entendu, pour que cette déclaration ait quelque valeur, que le voyageur ait adhéré d'une façon expresse aux termes de cette déclaration, et voilà pourquoi l'art. 3823 du Code civil des Provinces Baltiques, décide qu'une simple affiche apposée dans la chambre du voyageur est insuffisante à cet égard.

4° Si le voyageur, en partant, a laissé dans l'hôtellerie tout ou partie de ses effets ; dans ce cas alors, l'aubergiste n'est plus tenu que comme un dépositaire ordinaire.

3. POLOGNE. — La situation des hôteliers dans ce pays est régie par les articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil français. 

IX. — MONTÉNÉGRO

La matière est traitée par les articles 391 à 395 du Code civil du Monténégro de 1888 (traduction Dareste et Rivière).

Les hôteliers sont responsables des effets apportés par les voyageurs dans leur hôtellerie, encore bien que ceux-ci ne leur aient pas remis lesdits effets en mains propres. Ils sont responsables du fait de leurs

préposés ainsi que du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel.

Leur responsabilité cesse dans l'un des cinq cas suivants :

1° Si le vol ou le dommage sont dus à la force ;

2° Si le dommage a été causé par une force naturelle irrésistible ;

3° Si le dommage est imputable à la faute du voyageur ;

4° Si le dommage a été occasionné par le fait des serviteurs, des parents ou de toute personne accompagnant le voyageur.

5° Si le voyageur ayant avec lui des sommes d'argent importantes, des bijoux ou autres objets de grande valeur, a omis de les remettre en mains propres à l'aubergiste ; c'est un peu l'analogue de notre loi du 18 avril 1889.

Enfin, aux termes de l'art. 394 du Code civil du Monténégro, les simples traiteurs ne répondent pas de ce qui ne leur a pas été remis en mains propres, à moins que la perte n'ait eu lieu par leur faute ou par celle de leurs préposés, ou des gens de leur maison.

X. — ALLEMAGNE

1. ALLEMAGNE. — Le Code civil pour l'Empire, lequel date de 1896, s'occupe des aubergistes et hôteliers dans les art. 701 et suiv. (au Livre II, Section VII, Titre 13).

En principe, les hôteliers sont responsables du dommage éprouvé par les voyageurs en raison de la perte, du vol ou de la détérioration des effets qui appartiennent à ces derniers.

Cette responsabilité ne cesse que dans les trois cas suivants :

1° Si le dommage a été occasionné par le voyageur ou par une personne de sa suite.

2° Si le dommage résulte de la nature même de la chose.

3° Si le dommage est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

L'hôtelier ne peut, en apposant des affiches dans les différents endroits de son établissement, s'affranchir de la responsabilité que le Code civil fait peser sur lui.

Aux termes de l'art. 702, l'hôtelier ne répond de l'argent, des papiers de valeur et des objets précieux que jusqu'à concurrence de la somme de 1.000 mares (somme qui équivaut à 1.230 francs de notre monnaie), à moins qu'il n'en ait accepté ou refusé la garde en pleine connaissance de leur nature précieuse, ou que le dommage ne soit imputable à lui ou à ses gens.

Par son art. 702, le Code civil pour l'Empire se rapproche beaucoup de notre loi du 18 avril 1889 ; il s'en rapproche en ce sens qu'il fixe un maximum de garantie ; mais à la différence de ce qui existe chez nous, ce maximum s'étend non seulement à l'argent

ainsi qu'aux valeurs au porteur, mais encore à tous les objets précieux et de grande valeur.

2. PRUSSE. — La responsabilité civile des hôteliers est réglée par les art. 446 à 453 (Landrecht II, Titre 8).

En principe, les hôteliers répondent de tout ce qui a été apporté dans leur hôtellerie par les voyageurs ou les serviteurs de ces derniers ; ils répondent non seulement de leur fait, mais aussi du fait de leurs préposés, et ici ce mot de préposés doit être pris dans un sens très large ; il comprend notamment les personnes chargées d'indiquer leur chambre aux voyageurs, les personnes chargées d'assigner une place soit aux voitures soit aux effets des voyageurs, les voituriers ainsi que les domestiques de louage que l'hôtelier recommande aux voyageurs.

La responsabilité des hôteliers cesse dans l'un des quatre cas suivants :

1° S'il est prouvé que le dommage a été causé par la faute grossière ou modérée du voyageur lui-même ;

2° S'il est prouvé que le dommage a été occasionné par une violence extérieure ;

3° S'il est prouvé que le dommage est le résultat d'un accident que l'hôtelier ne pouvait ni prévoir ni empêcher même avec la plus scrupuleuse attention ;

4° Si, à l'arrivée du voyageur, l'hôtelier déclare

décliner toute responsabilité ; dans ce dernier cas alors, l'hôtelier n'est responsable que du dommage occasionné par sa propre faute ou par la faute de ses préposés.

Aux termes des art. 450 et 451, l'hôtelier n'est pas dégagé de sa responsabilité, par cela seul qu'il a indiqué au voyageur, pour y serrer ses effets, un récipient susceptible de se fermer, et qu'il lui en a remis la clef ; mais, si le voyageur néglige de fermer ou garde mal la clef, il demeure chargé de tout dommage qu'il ne justifie pas avoir été causé par l'employé ou par ses préposés.

Enfin, aux termes des art. 452 et 453, lorsque le voyageur n'a pas indiqué expressément à l'hôtelier le contenu de caisses ou de malles closes, il devra, en cas d'allégation de perte, prouver la consistance et la valeur des objets disparus. Cependant, si le voyageur est une personne honorable et non suspecte, ne se plaignant que de la perte d'objets analogues à ceux que les voyageurs de sa condition et de sa profession ont toujours avec eux, on devra le croire sur son serment, à défaut d'autre preuve.

3. SAXE ROYALE. — La matière est prévue et étudiée par le Code civil saxon dans ses art. 1280 à 1285.

Le principe est toujours le même : les aubergistes et hôteliers sont responsables des effets des personnes qui viennent leur demander le logement

et la nourriture ; peu importe d'ailleurs que ces effets aient été introduits au moment même de l'arrivée du voyageur dans l'hôtel, ou plus tard au cours de son séjour dans ledit hôtel, peu importe aussi que ces personnes aient été reçues ou non par l'hôtelier ou quelqu'un de ses préposés, peu importe enfin que les effets du voyageur soient remisés dans l'établissement même, ou en dehors de cet établissement, dès lors que dans ce dernier cas c'est l'hôtelier ou l'un quelconque de ses préposés qui les a placés là où ils sont.

Cette responsabilité ne cesse que dans l'un des cas ci-après :

1° Si le dommage a été causé par le voyageur lui-même ou par ses domestiques ou encore par quelqu'une des personnes de sa suite.

2° S'il a été occasionné par la nature même de la chose.

3° S'il est le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure.

4° Si l'hôtelier a assigné une place spéciale pour les effets du voyageur. Dans ce cas alors, l'hôtelier n'est responsable qu'autant que le voyageur s'est conformé aux indications qui lui ont été données.

5° Si, au moment de l'arrivée des voyageurs dans l'hôtel, l'hôtelier décline toute responsabilité de ce chef ; dans ce cas alors, l'hôtelier ne saurait être déclaré responsable que s'il a commis une faute ou

une négligence de nature à engager cette responsabilité.

Une affiche, par laquelle l'hôtelier décline toute responsabilité relativement à la garde des effets appartenant aux voyageurs, n'a de valeur qu'autant qu'elle satisfait aux conditions suivantes :

1° Il faut que cette affiche ait trait seulement à certains des effets qui peuvent être apportés par le voyageur ; rentrent dans ce cas les sommes d'argent, les titres et valeurs, et d'une façon générale tous les objets de grande valeur.

2° Il faut que l'hôtelier, en même temps qu'il décline toute responsabilité relativement à cette catégorie d'effets, offre de les prendre sous sa garde personnelle.

3° Il faut que l'affiche soit placée de manière à tomber facilement sous les yeux du voyageur dès le moment même de son arrivée dans l'hôtel.

La responsabilité qui, aux termes des art. 1280 et s. du Code civil saxon, frappe les aubergistes et les hôteliers, continue à couvrir les objets qu'à son départ le voyageur laisse dans l'auberge ou dans l'hôtel, tout au moins du consentement du maître de l'établissement.

XI. — AUTRICHE-HONGRIE

Les aubergistes et hôteliers répondent des effets qui leur ont été remis, soit à eux-mêmes, soit à leurs préposés, par les voyageurs qui descendent chez

eux, comme des gardiens attitrés ; c'est du moins ce qui résulte de la combinaison des art. 970 et 1316 du Code civil autrichien.

Or, voici les principales règles qui régissent la situation des gardiens : elles sont contenues dans les art. 961 et s. du Code civil autrichien.

Les gardiens sont tenus de veiller avec soin sur la chose qui leur est confiée ; ils sont responsables du dommage imputable à leur négligence, mais ils ne répondent pas du dommage résultant d'un cas fortuit, encore qu'ils eussent pu sauver l'objet confié en sacrifiant leurs propres effets et que la valeur de cet objet fut considérable.

Aux termes de l'art. 966, lorsque les effets ont été réunis dans une caisse fermée et que la serrure, ou autre fermeture, a été forcée, le déposant, qui affirme qu'il y a eu soustraction, est tenu d'attester par le serment le dommage allégué, pourvu que la perte paraisse vraisemblable eu égard à sa condition sociale, à sa profession ou autres circonstances de l'affaire, et sauf au dépositaire à prouver que la violation de la fermeture ne lui est aucunement imputable.

XII. — ANGLETERRE

1. ANGLETERRE. — La loi anglaise présente tout d'abord une particularité assez remarquable ; elle ne laisse pas aux hôteliers la liberté de choisir qui il leur convient de loger ; ils sont obligés de recevoir

dans leur hôtel, dès lors naturellement qu'il y a encore de la place, toute personne qui se présente, à la condition toutefois que cette personne soit en mesure de payer sa dépense et aussi qu'elle ne se conduise pas d'une façon inconvenante. (1)

En principe, les aubergistes sont responsables des effets apportés par les voyageurs qui sont descendus chez eux, en cas d'avarie, de perte ou de vol de ces effets.

Cette responsabilité cesse dans différents cas, et notamment dans les cas ci-après :

1° Lorsque le vol a été commis sur la personne même du voyageur ;

2° Lorsque le vol a été commis par l'une quelconque des personnes qui accompagnaient le voyageur ;

3° Lorsque le vol a été commis dans une pièce autre que celle où le voyageur loge ;

4° Lorsque le vol ou la perte sont le résultat d'une négligence impardonnable de la part du voyageur : commet une négligence de cette nature le voyageur qui, ayant une clef ou une armoire à clef, ne se sert pas de ses clefs et laisse ses portes ouvertes.

La loi anglaise a limité dans une certaine mesure que nous allons maintenant déterminer le montant de la responsabilité : à cet égard, la loi anglaise fait une distinction :

1° En ce qui concerne les chevaux et les autres

(1) Ernest Lehr, *Eléments de Droit civil anglais*, n. 867.

animaux vivants, les harnais, les voitures, nous ne voyons aucune trace d'atténuation de la responsabilité, cette responsabilité demeure indéfinie ;

2° Pour tous les autres effets apportés par le voyageur dans l'hôtellerie, la responsabilité est limitée à 30 livres sterling, soit 750 francs de notre monnaie, mais à la triple condition ci-après :

1° Il faut que les effets endommagés, perdus ou volés ne l'aient pas été par l'effet d'un acte volontaire de l'hôtelier ou des personnes dont il répond ;

2° Il faut que lesdits effets n'aient pas été remis à la garde de l'hôtelier ;

3° Il faut que les prescriptions de la loi soient affichées dans l'hôtel, et ce d'une façon apparente.

2. ECOSSE. — La question de savoir si les loueurs de logement doivent être assimilés aux aubergistes est controversée et n'a pas encore reçu de solution définitive.

Tout comme en Angleterre, les aubergistes sont responsables des objets apportés par les voyageurs dans leurs maisons; leur responsabilité est d'ailleurs limitée de la même façon et dans les mêmes proportions.

Un seul point est à noter, c'est que les aubergistes sont affranchis de toute responsabilité, lorsque le voyageur s'est chargé lui-même de la garde de ses effets ; toutefois, on ne devrait pas considérer comme ayant cette portée, le seul fait par un

voyageur de surveiller ses affaires pour plus de sécurité.

XIII. — ETATS-UNIS

Aux termes d'une loi new-yorkaise du 13 avril 1883, l'hôtelier qui a fait placer dans le bureau de son hôtel un coffre-fort destiné à recevoir les objets de valeur que peuvent avoir avec eux les voyageurs et qui en même temps l'a fait savoir à ses clients, au moyen d'affiches apposées dans les lieux les plus fréquentés de l'établissement, n'encourt aucune responsabilité vis-à-vis des voyageurs qui auraient déposé dans tout autre endroit les effets qui leur appartiennent.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
L. GUILLOUARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	VII

PREMIÈRE PARTIE

Introduction Historique

CHAPITRE I ^{er} . — Droit romain.....	I
CHAPITRE II. — Ancien Droit français.....	22

DEUXIÈME PARTIE

De la Responsabilité Civile des Aubergistes et Hôteliers

INTRODUCTION ...	43
CHAPITRE I ^{er} . — Des obligations de l'hôtelier par rapport à la personne du voyageur.....	46
CHAPITRE II. — Des obligations de l'hôtelier rela- tivement aux effets déposés chez lui par les voyageurs.....	52
SECTION I. — Causes de la responsabilité spéciale de l'hôtelier.....	52
SECTION II. — Nature du contrat de dépôt d'hôtellerie.	59

SECTION III. — Point de départ de la responsabilité de l'hôtelier.....	66
SECTION IV. — Des personnes responsables.. . . .	78
SECTION V. — Des objets auxquels s'applique la responsabilité spéciale des art. 1952 et s. c. civ.....	140
SECTION VI. — Cas d'application de la responsabilité spéciale de l'art. 1952.. . . .	151
SECTION VII. — Montant de la responsabilité. — Loi du 18 avril 1889.....	180
SECTION VIII. — Modification aux règles de la responsabilité spéciale de l'art. 1952.....	199
SECTION IX. — De la preuve du dépôt d'hôtellerie....	207
SECTION X. — Compétence — Exercice de l'action — Procédure — Prescription.....	217

TROISIÈME PARTIE

Droit Comparé

I. — Belgique.....	233
II. — Canada.....	233
III. — Espagne.....	234
IV. — Portugal.....	235
V. — Italie.....	235
VI. — Suisse.....	237
VII. — Pays-Bas.....	238
VIII. — Russie.....	238
1. Russie.....	238
2. Provinces-Baltiques.....	238
3. Pologne.....	240
IX. — Monténégro.....	240

X. — Allemagne	241
1. Allemagne	241
2. Prusse....	243
3. Saxe-Royale.....	244
XI. — Autriche-Hongrie..	246
XII. — Angleterre....	247
1. Angleterre	247
2. Ecosse.....	249
XIII. — Etats-Unis	250

